

CHIFFRES CLÉS SUR

L'EUROPE

ÉDITION 2024





## Liste des pays de l'UE et de l'AELE

**BE** Belgique  
**BG** Bulgarie  
**CZ** Tchéquie  
**DK** Danemark  
**DE** Allemagne  
**EE** Estonie  
**IE** Irlande  
**EL** Grèce

**ES** Espagne  
**FR** France  
**HR** Croatie  
**IT** Italie  
**CY** Chypre  
**LV** Lettonie  
**LT** Lituanie  
**LU** Luxembourg

**HU** Hongrie  
**MT** Malte  
**NL** Pays-Bas  
**AT** Autriche  
**PL** Pologne  
**PT** Portugal  
**RO** Roumanie  
**SI** Slovénie

**SK** Slovaquie  
**FI** Finlande  
**SE** Suède  
**IS** *Islande*  
**LI** *Liechtenstein*  
**NO** *Norvège*  
**CH** *Suisse*

**CHIFFRES CLÉS SUR**

**L'EUROPE**

**ÉDITION 2024**

Printed by Imprimerie Bietlot in Belgium

Manuscrit achevé en juin 2024

Ce document ne peut être considéré comme constituant une prise de position officielle de la Commission européenne.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2024

© Union européenne, 2024



La politique de la Commission en matière de réutilisation de l'information est mise en œuvre par la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dec/2011/833/oj>).

Sauf mention contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée de la source et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs. L'Union européenne ne détient pas les droits d'auteur relatifs aux éléments suivants:

— cartes, frontières administratives © EuroGeographics © ONU-FAO © Turkstat

Kosovo – Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Les frontières et les noms indiqués sur ces cartes, ainsi que les désignations qui y sont utilisées n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Union européenne.

**Thème: statistiques générales et régionales**

**Collection: publications phares**

Version imprimée    ISBN 978-92-68-16470-9    ISSN 1831-323X    doi: 10.2785/434111    KS-EI-24-001-FR-C  
PDF    ISBN 978-92-68-16468-6    ISSN 2315-2028    doi: 10.2785/721864    KS-EI-24-001-FR-N

# Préface



Bienvenue dans la 7<sup>e</sup> édition des *Chiffres clés sur l'Europe*, l'une des publications phares et les plus prisées d'Eurostat, l'Office statistique de l'Union européenne (UE).

Mettant en lumière les évolutions récentes dans l'ensemble de l'UE, les *Chiffres clés annuels sur l'Europe* s'appuient sur la riche collection de données disponibles auprès d'Eurostat pour vous fournir une sélection d'indicateurs clés pour l'UE et chacun de ses pays.

Reprenant le format efficace des éditions précédentes, ces indicateurs sont organisés selon des catégories concernant la population et la société, l'économie et les entreprises, ainsi que l'environnement et les ressources naturelles. Afin de permettre à l'utilisateur d'accéder plus facilement et de manière intuitive à la publication, les données sont expliquées au moyen d'images et de textes concis.

Grâce à tous ces éléments, les *Chiffres clés sur l'Europe* vous permettent d'obtenir un aperçu rapide de l'évolution de la situation dans l'UE et de comparer facilement les différents pays de l'UE. Par exemple, les indicateurs statistiques de l'édition 2024 peuvent vous aider à comprendre les évolutions démographiques et économiques majeures, telles que celles liées à l'emploi, à la population, au PIB et à l'inflation, ainsi que des questions telles que la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre.

Pour bénéficier d'une meilleure expérience concernant les *Chiffres clés sur l'Europe*, vous pouvez utiliser le site web d'Eurostat pour explorer les statistiques européennes les plus récentes et les plus complètes et trouver des informations générales et des visualisations de données supplémentaires. Vous y trouverez également la section *Statistics Explained* qui présente des sujets statistiques de manière aisément compréhensible. En outre, le *European Statistical Monitor*, publié sur le site web d'Eurostat, vous donne un aperçu des indicateurs clés à court terme sur l'UE; il est mis à jour tous les mois à l'aide des dernières données disponibles pour chaque indicateur.

J'espère que cette publication vous sera utile dans votre travail, vos études et d'autres aspects de votre vie quotidienne et qu'elle vous incitera à découvrir les nombreuses autres ressources utiles qu'Eurostat met gratuitement à votre disposition.

A handwritten signature in blue ink, which appears to read 'M. Kotzeva'.

**Mariana Kotzeva**  
Directrice générale, Eurostat

## Résumé

*Chiffres clés sur l'Europe* présente une sélection de données statistiques sur l'Union européenne (UE). La plupart des données couvrent l'UE ainsi que les pays de l'UE et de l'AELE. Cette publication peut être considérée comme une introduction aux statistiques européennes et constitue un point de départ pour ceux qui souhaitent explorer la large palette de données accessibles gratuitement sur le [site web d'Eurostat](#); elles sont complétées par une sélection complète d'articles en ligne publiés dans *Statistics Explained*.

## Équipe éditoriale

Eurostat, unité B4 – Diffusion et support aux utilisateurs

## Coordonnées

Eurostat  
Bâtiment Joseph Bech  
5, rue Alphonse Weicker  
2721 Luxembourg  
Adresse électronique: [estat-user-support@ec.europa.eu](mailto:estat-user-support@ec.europa.eu)

## Production

INFORMA s.à r.l. dans le cadre d'un contrat avec Eurostat

## Mise en page

Ecorys dans le cadre d'un contrat avec Eurostat

## Pour de plus amples informations, veuillez consulter la page suivante:

Site web d'Eurostat: <https://ec.europa.eu/eurostat>

*Statistics Explained*: [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Main\\_Page/fr](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Main_Page/fr)

## Remerciements

L'équipe éditoriale de la présente publication adresse ses remerciements à tous les collègues d'Eurostat qui ont contribué à sa réalisation.

# Table des matières

<b>Préface</b>	<b>3</b>
<b>Introduction</b>	<b>6</b>
<b>1. Population et société</b>	<b>8</b>
Population	9
Santé	15
Éducation	17
Marché du travail	20
Conditions de vie	26
Société numérique	29
<b>2. Économie et entreprises</b>	<b>32</b>
Économie et finance	33
Prix	36
Dépense de consommation des ménages	39
Finances publiques	41
Commerce international	43
Entreprises	47
Recherche et développement	54
Tourisme	55
<b>3. Environnement et ressources naturelles</b>	<b>58</b>
Transports	59
Énergie	64
Environnement	69
Agriculture	73
Pêche	75
Sylviculture	76

# Introduction

[Eurostat](#) est l'office statistique de l'[Union européenne](#) (UE). Il a pour mission de fournir des statistiques de grande qualité sur l'Europe, telles que des informations clés sur sa population, son économie et l'environnement.

*Chiffres clés sur l'Europe* est publié chaque année et se concentre sur les données annuelles. L'édition 2024 décrit la situation dans les États membres de l'UE et les pays de l'[Association européenne de libre-échange](#) (AELE), en présentant les données les plus récentes, en général pour 2022 ou 2023 (selon la source). En conséquence, on peut constater la reprise après la crise de la COVID-19 et les répercussions de l'agression militaire russe contre l'Ukraine pour divers indicateurs.

## Structure de la publication

*Chiffres clés sur l'Europe* fournit aux utilisateurs une vue d'ensemble des innombrables informations disponibles sur le [site web](#) d'Eurostat et dans ses [bases de données en ligne](#). La publication présente un ensemble équilibré d'indicateurs pour de nombreuses informations transversales portant sur les évolutions socioéconomiques et environnementales au sein de l'Union.

*Chiffres clés sur l'Europe* comprend une introduction et trois grands chapitres. L'introduction présente des informations sur la couverture des données et, plus généralement, sur la manière d'accéder aux statistiques européennes et aux sources d'informations sur lesquelles elles s'appuient. Les grands chapitres traitent des domaines suivants: population et société ([population](#), [santé](#), [éducation](#), [marché du travail](#), [conditions de vie](#) et [société numérique](#)); économie et entreprises ([PIB](#), prix, consommation des ménages, [finances](#)

[publiques](#), [commerce international](#), entreprises, [recherche et développement](#), et [tourisme](#)); environnement et ressources naturelles ([transports](#), [énergie](#), [environnement](#), [agriculture](#), [pêche](#) et [sylviculture](#)).

Chaque chapitre présente un ensemble d'indicateurs clés: les lecteurs découvriront de nombreuses informations supplémentaires sur le site web d'Eurostat, qui propose des [publications](#) thématiques, des [articles](#) et des [bases de données en ligne](#) qui couvrent un large éventail de données très complètes.

## Data extraction and coverage

### Extraction des données

Les données statistiques présentées dans cette publication ont été extraites le 2 mai 2024. La base de données en ligne d'Eurostat peut contenir des données révisées.

### Couverture géographique des données

Cette publication présente des informations concernant l'UE (une somme/moyenne couvrant les 27 États membres actuels de l'Union européenne) ainsi que concernant chaque pays de l'Union et les quatre pays de l'AELE. Les données relatives aux [prix à la consommation](#) constituent une exception dans le sens où la composition de l'agrégat de l'UE évolue avec le temps (pour refléter la composition de l'UE à mesure que des pays rejoignent/ quittent l'UE).

Les pays figurant dans les graphiques sont généralement classés selon la valeur du ou des indicateurs illustrés.

Dans la publication, les références aux États membres de l'UE en tant que pays du Nord, de l'Est, du Sud ou de l'Ouest de l'Europe se fondent sur des regroupements définis par les [vocabulaires de l'UE](#).

La carte figurant sur la face interne de la couverture indique les pays de l'UE et de l'AELE, ainsi que leurs capitales.

## Codes et noms des pays de l'UE et de l'AELE

<b>BE</b> Belgique	<b>HU</b> Hongrie
<b>BG</b> Bulgarie	<b>MT</b> Malte
<b>CZ</b> Tchéquie	<b>NL</b> Pays-Bas
<b>DK</b> Danemark	<b>AT</b> Autriche
<b>DE</b> Allemagne	<b>PL</b> Pologne
<b>EE</b> Estonie	<b>PT</b> Portugal
<b>IE</b> Irlande	<b>RO</b> Roumanie
<b>EL</b> Grèce	<b>SI</b> Slovénie
<b>ES</b> Espagne	<b>SK</b> Slovaquie
<b>FR</b> France	<b>FI</b> Finlande
<b>HR</b> Croatie	<b>SE</b> Suède
<b>IT</b> Italie	
<b>CY</b> Chypre	<b>IS</b> Islande
<b>LV</b> Lettonie	<b>LI</b> Liechtenstein
<b>LT</b> Lituanie	<b>NO</b> Norvège
<b>LU</b> Luxembourg	<b>CH</b> Suisse

## Couverture temporelle des données

Si les données relatives à une année de référence (ou à une [période de référence](#)) ne sont pas disponibles pour un pays donné, les données relatives aux dernières années de référence précédentes ont été utilisées, dans la mesure du possible, pour compléter la couverture (ces exceptions font l'objet de notes de bas de page).

## Remarques et attributs

Les remarques et attributs permettent d'expliquer et de définir les caractéristiques spécifiques des données. Dans la présente publication, ils ont été limités autant que possible afin d'accorder plus d'espace pour illustrer les données. La présente publication ne comprend que les remarques nécessaires pour interpréter les données et pour indiquer que des données d'une année ont été remplacées par des données d'une autre. Les données ne figurant pas dans des graphiques individuels peuvent tout simplement ne pas être disponibles ou être confidentielles. L'ensemble complet de remarques et d'attributs est disponible sur le site web d'Eurostat via le(s) code(s) de données en ligne, présenté(s) pour chaque carte ou graphique.

## Accès aux statistiques européennes

Le moyen le plus simple pour accéder au large éventail d'informations statistiques d'Eurostat est de consulter son [site web](#). Les utilisateurs bénéficient d'un accès gratuit aux bases de données et aux publications d'Eurostat. Le site web est mis à jour quotidiennement et présente les informations statistiques les plus récentes et les plus complètes disponibles sur l'Union européenne ainsi que sur chaque pays de l'UE, de l'AELE et de l'élargissement (pour certains ensembles de données, des informations peuvent être fournies pour un plus large éventail de pays tiers).

Vous pouvez utiliser les codes de données en ligne d'Eurostat, tels que *nama\_10\_gdp*, pour trouver les données les plus récentes dans la [base de données en ligne d'Eurostat](#). Ces codes de données en ligne sont inclus dans la source indiquée sous chaque carte ou graphique.

Certains des indicateurs présentés dans cette publication peuvent être complexes. Le site web *Statistics Explained* fournit un [glossaire](#) complet en ligne définissant un large éventail d'indicateurs, de concepts et de termes statistiques. Chaque fois qu'un terme spécialisé est utilisé dans le texte, il est lié à sa définition du glossaire.

# 1

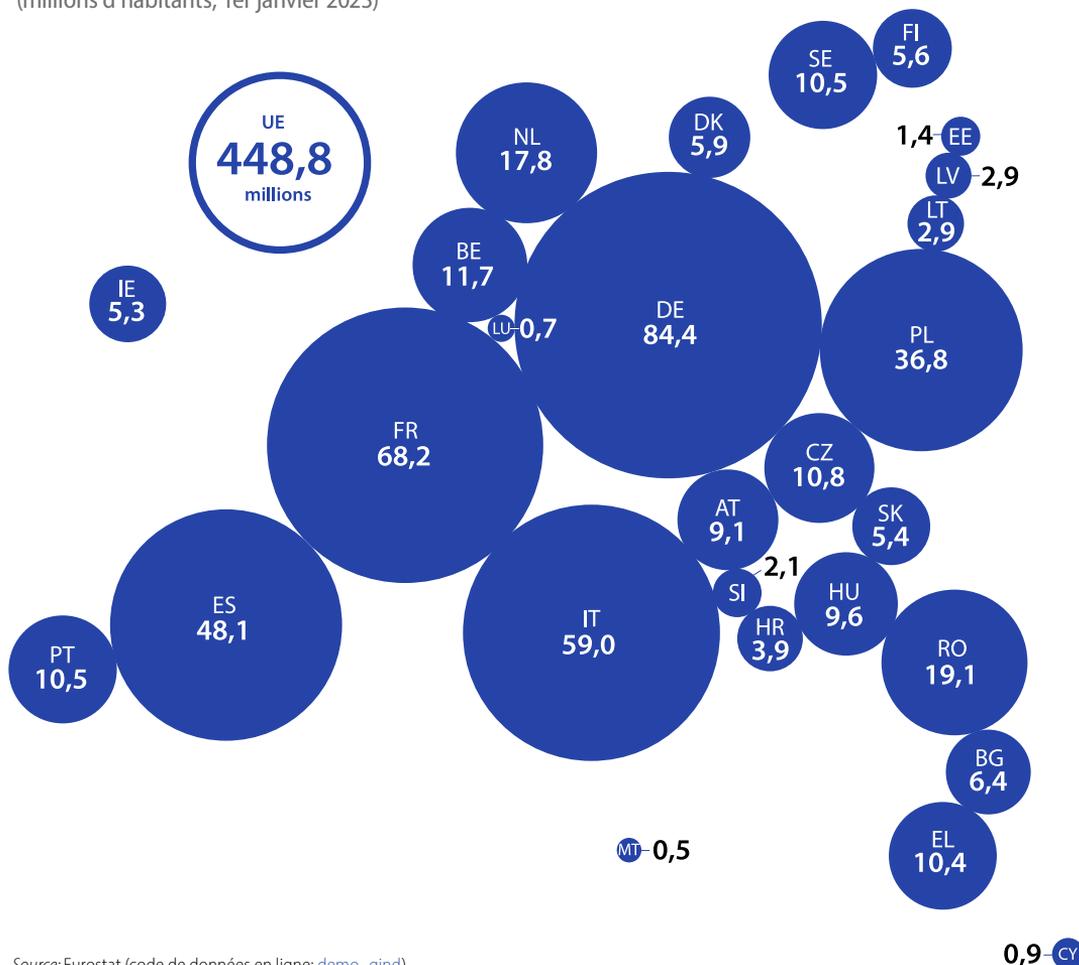
## Population et société



# Population

## Population

(millions d'habitants, 1er janvier 2023)



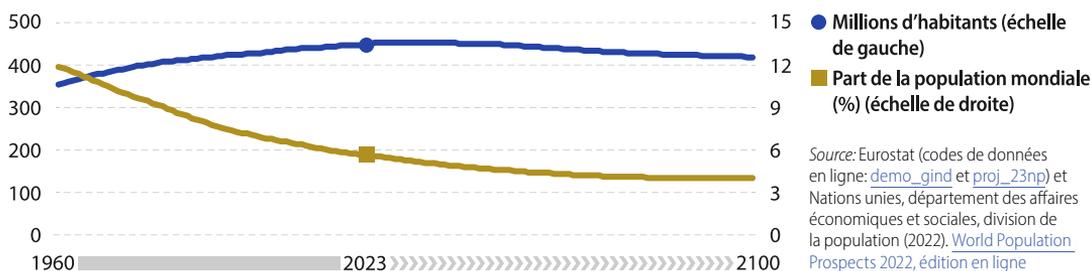
Source: Eurostat (code de données en ligne: [demo\\_gind](#))

Ces dix dernières années, le nombre total d'habitants de l'UE a augmenté à un rythme relativement lent comparé à l'évolution historique. En 2020 et 2021, la [population](#) de l'UE a diminué. Au 1er janvier 2023, 448,8 millions de personnes vivaient dans l'UE, soit 1,93 million de personnes de plus qu'au 1er janvier 2022.

D'importantes différences s'observent dans les niveaux de population entre les pays de l'UE: au 1er janvier 2023, le nombre d'habitants allait de 0,5 million à Malte à 84,4 millions en Allemagne. Ensemble, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne et la Pologne représentaient près de deux tiers (66,0 %) de la population de l'UE.

## Population

(UE, 1er janvier 1960-2100)



En 1974, la part de l'UE dans la population mondiale est tombée en dessous de 10,0 %. Cette évolution à la baisse s'est poursuivie jusqu'en 2023, où l'UE représentait 5,6 % du total de la population mondiale. Selon les informations fondées sur les [projections de base](#) d'Eurostat, la population de l'UE augmentera, bien que lentement, jusqu'en 2026 (453,3 millions d'habitants), après quoi elle devrait diminuer

à nouveau pour atteindre 419,5 millions d'habitants en 2100. Ces évolutions, en conjonction avec une accélération de la croissance de la population dans le reste du monde, signifient qu'une personne sur vingt-cinq environ dans le monde, soit 4,1 % de la population mondiale, devrait vivre au sein de l'UE d'ici le tournant du siècle.

## Évolution de la population

(% de la population totale, 1er janvier 2013-2023)



Entre le 1er janvier 2013 et 2023, la population de l'UE a augmenté de 7,5 millions d'habitants (soit 1,7 %); l'immigration nette a été le moteur de cette croissance. Le taux d'[accroissement de la population](#) au cours de cette période a été le plus élevé à Malte et au Luxembourg, leur population ayant augmenté globalement de près d'un quart (28,3 % et 23,0 % respectivement). À l'autre extrémité, les réductions les plus importantes en pourcentage ont été en Bulgarie (- 11,5 %) et en Croatie (- 9,6 %).

Une [réduction naturelle](#) du nombre d'habitants (plus de décès que de naissances) en Bulgarie, en Grèce, en Croatie, en Lettonie, en Pologne et en Roumanie a été renforcée par l'[émigration](#) nette (nombre de personnes quittant le pays supérieur au nombre de personne y entrant), ce qui a entraîné un déclin de population. Un déclin global a également été observé parmi les populations italienne, lituanienne, hongroise et portugaise, malgré une immigration nette.

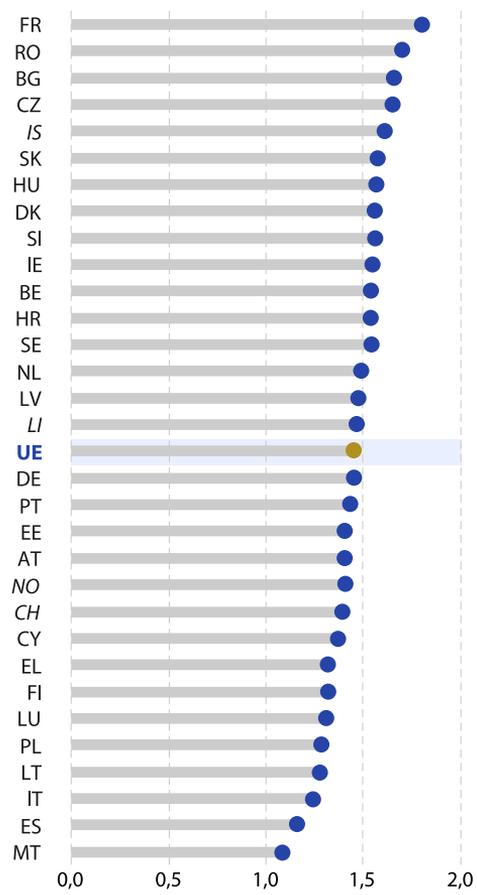
## Taux de fécondité

(naissances vivantes par femme, 2022)

Dans les pays développés, un taux de fécondité total de 2,1 enfants est considéré comme le niveau de remplacement: en d'autres termes, il s'agit du nombre moyen de naissances vivantes par femme nécessaire pour maintenir le nombre total d'habitants à un niveau constant (en l'absence de migration).



En 2022, le taux de fécondité allait d'un maximum de 1,79 naissance vivante par femme en France à un minimum de 1,16 en Espagne et 1,08 à Malte. La moyenne de l'UE était de 1,46 naissance vivante par femme.

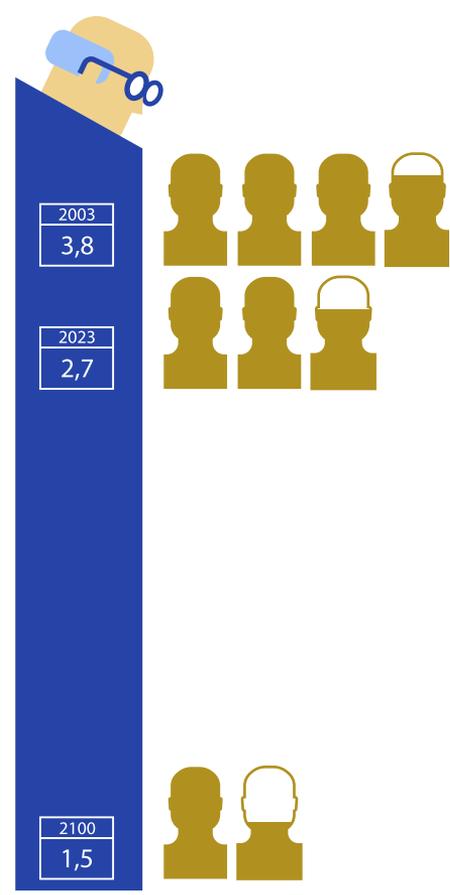


Source: Eurostat (code de données en ligne: [demo\\_fnd](#))

## Population vieillissante

(taux: nombre de personnes âgées de 20 à 64 ans par personne âgée de 65 ans ou plus, UE, 2003, 2023 et 2100)

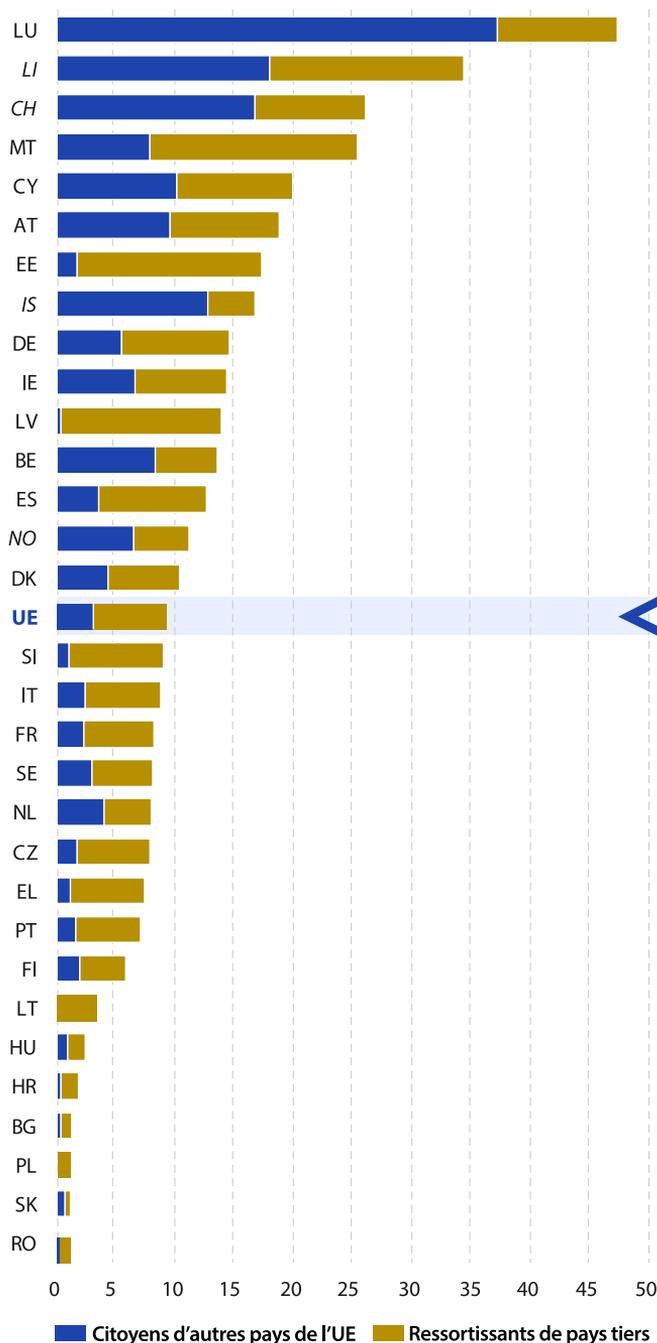
Un vieillissement de la population s'observe dans une bonne partie de l'Europe ces dernières décennies. Les modifications de la structure de la population peuvent avoir de fortes implications sur des questions comme les fonds de pension, les recettes publiques et la prestation de services tels que la santé et l'aide sociale. Le rapport entre le nombre de personnes en âge de travailler (personnes âgées de 20 à 64 ans) au sein de l'UE et le nombre de personnes âgées (65 ans ou plus) a diminué, passant de 3,8 points en 2003 à 2,7 en 2023. Selon les projections de base d'Eurostat, ce rapport de dépendance devrait tomber à 1,5 point en 2100.



Source: Eurostat (codes de données en ligne: [demo\\_pjanind](#) et [proj\\_23np](#))

## Population par nationalité

(part en pourcentage de la population totale, 1er janvier 2023)



Au 1er janvier 2023, 41,3 millions de ressortissants étrangers vivaient au sein des pays de l'UE. Ce chiffre se composait de 13,9 millions de citoyens de pays de l'UE autres que celui dont ils étaient résidents, et de 27,3 millions de citoyens de pays tiers. Il convient de noter qu'il y avait également un petit nombre d'apatrides et de personnes dont la nationalité était inconnue (non indiquée; ensemble, ils représentaient environ 0,03 % de la population totale de l'UE).

**UE**  
**3,1 %**  
 citoyens d'autres pays de l'UE

**6,1 %**  
 citoyens de pays tiers

En termes relatifs, les ressortissants étrangers représentaient 9,2 % de la population totale de l'UE, cette part allant de presque la moitié (47,4 %) de la population au Luxembourg à moins de 1,5 % en Roumanie, en Slovaquie, en Pologne et en Bulgarie. Une majorité de pays de l'UE avaient au sein de leurs populations un nombre plus important de citoyens de pays tiers que de citoyens étrangers d'autres pays de l'Union.

Remarque: classement en fonction de la part totale de l'ensemble des citoyens étrangers, y compris les apatrides et les personnes de nationalité inconnue LI: 2022.

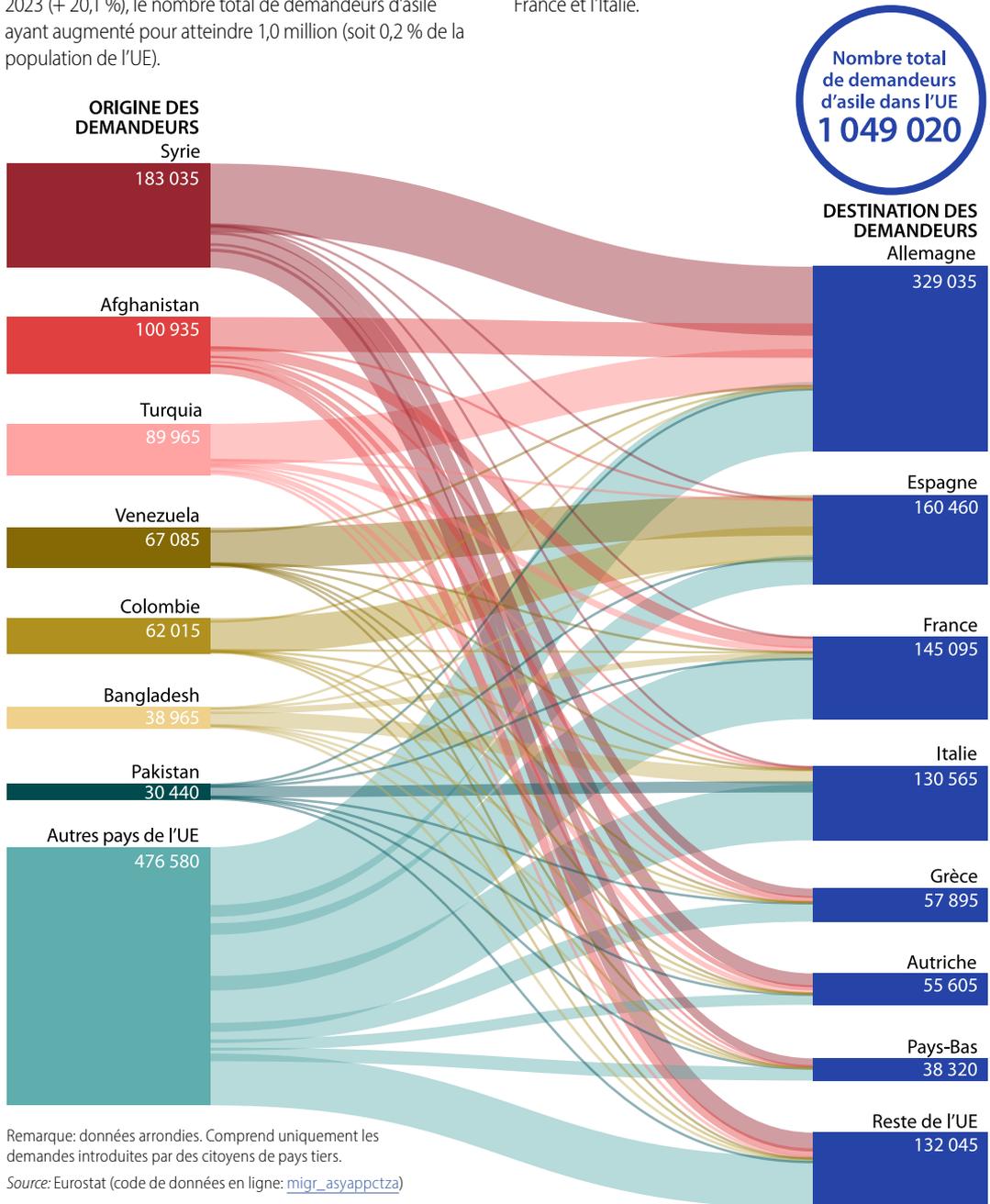
Source: Eurostat (code de données en ligne: [migr\\_pop1ctz](#))

## Primo-demandeurs d'asile

(nombre de demandeurs dans les pays de l'UE, 2023)

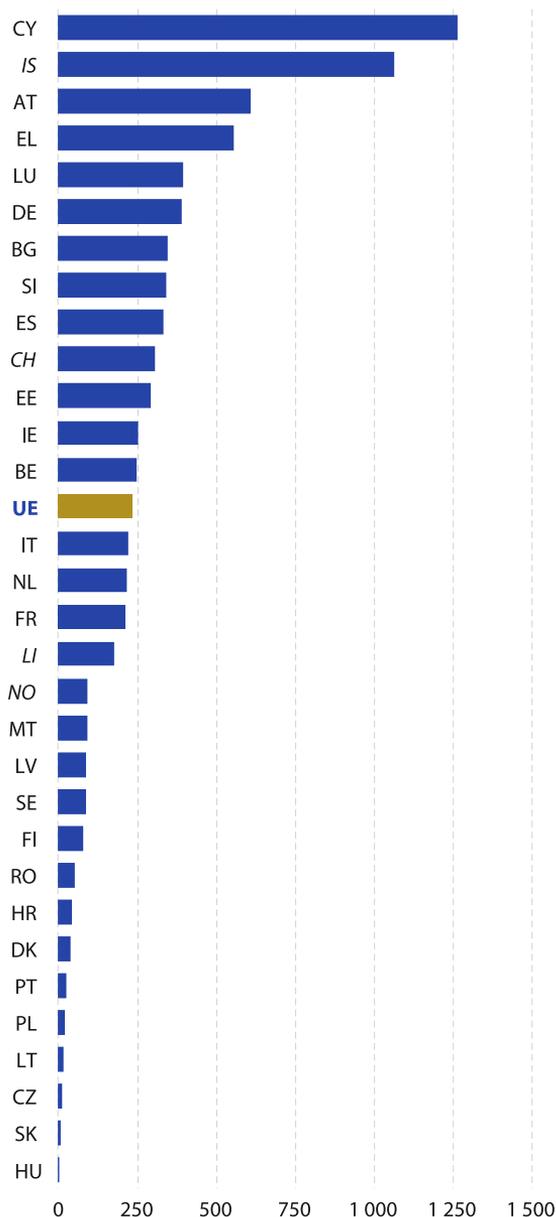
Après avoir culminé pendant la crise des migrants à 1,2 million de [primo-demandeurs d'asile](#) en 2015 et 2016, le nombre de demandes d'asile dans l'UE était légèrement supérieur à un demi-million en 2021. Un rebond a cependant été observé en 2022 (+ 63,0 %) et en 2023 (+ 20,1 %), le nombre total de demandeurs d'asile ayant augmenté pour atteindre 1,0 million (soit 0,2 % de la population de l'UE).

En 2023, les citoyens syriens représentaient le nombre le plus élevé de demandeurs d'asile dans l'UE (183 035), suivis par les citoyens afghans (100 935). Parmi les pays de l'UE, les pays dans lesquels des demandes d'asile étaient le plus couramment introduites étaient l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie.



## Primo-demandeurs d'asile

(nombre pour 100 000 habitants, 2023)



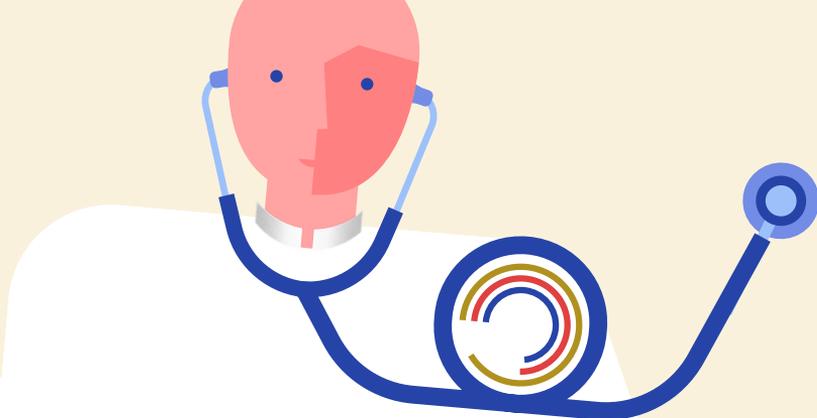
Remarque: uniquement demandes introduites par des citoyens de pays tiers.

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [migr\\_asyappctza](#) et [demo\\_gind](#))

En 2023, le nombre de premières demandes d'asile ayant été déposées dans l'UE s'élevait à 234 pour 100 000 habitants. Parmi les pays de l'UE, le taux le plus élevé était de 1 266 demandes pour 100 000 habitants à Chypre. À l'autre extrémité, la Tchéquie comptait 10 demandes pour 100 000 habitants, la Slovaquie 7 demandes pour 100 000 habitants et la Hongrie 0 demande pour 100 000 habitants (calculé à partir d'un nombre absolu de 30 demandes de ce type).



# Santé

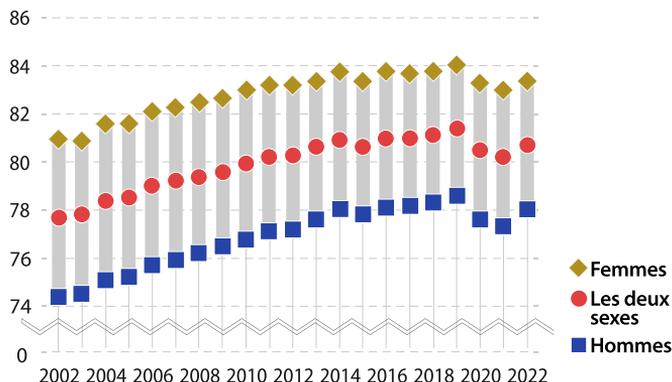


## Espérance de vie à la naissance

(années, UE, 2002-2022)

Après une baisse de l'espérance de vie en 2020 et en 2021, l'espérance de vie dans l'UE a de nouveau augmenté en 2022, pour se rétablir à 83,3 ans pour les femmes et 77,9 ans pour les hommes. Ces niveaux étaient supérieurs à ceux de 2020, mais inférieurs à ceux observés en 2019.

La réduction de l'écart entre les hommes et les femmes observée au cours des 2 dernières décennies s'est quelque peu inversée pendant la crise de la COVID-19. Toutefois, en 2022, cet écart s'est fortement réduit, passant à 5,4 ans.

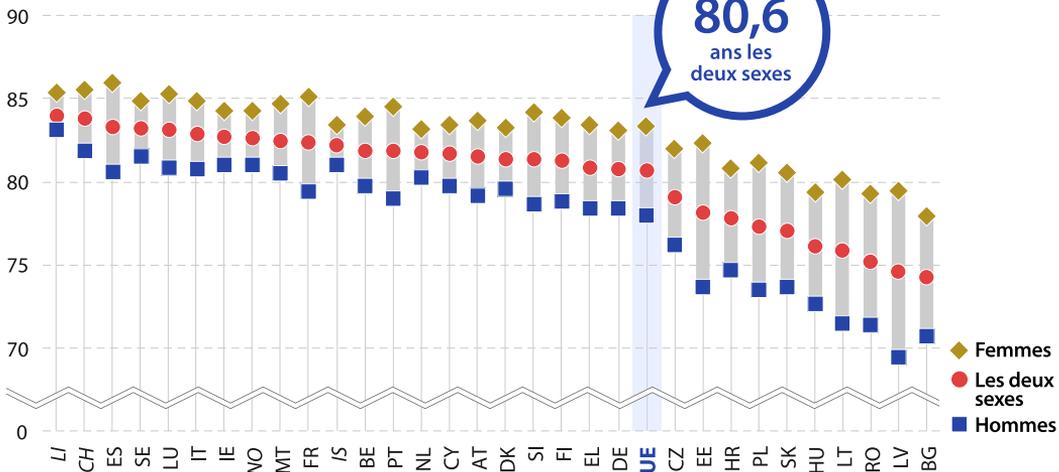


Remarque: l'axe «y» est coupé.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [demo\\_mlexpec](#))

## Espérance de vie à la naissance

(années, 2022)



Remarque: l'axe «y» est coupé.

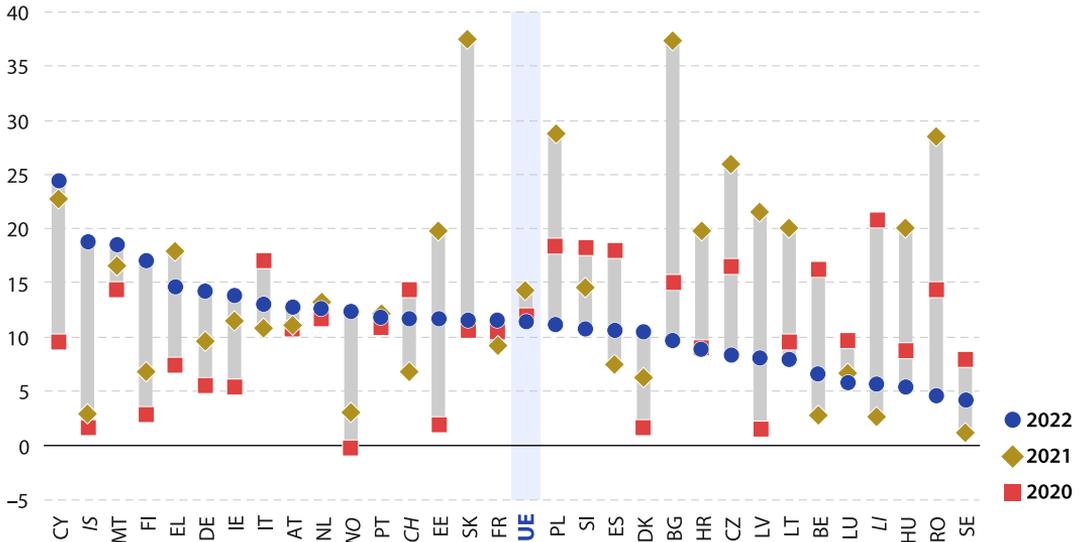
Source: Eurostat (code de données en ligne: [demo\\_mlexpec](#))

Parmi les pays de l'UE, l'Espagne a enregistré l'espérance de vie moyenne à la naissance la plus élevée (pour les deux sexes confondus) en 2022 (83,2 ans), tandis que la Bulgarie a enregistré la plus faible (74,2 ans). L'espérance de vie des filles nouveau-nées était plus élevée que celle des garçons

nouveau-nés dans tous les pays de l'UE, avec des écarts particulièrement importants dans les pays baltes – Lettonie (10,0 ans), Lituanie et Estonie (8,7 ans dans ces deux pays). Les écarts les plus faibles étaient aux Pays-Bas (2,9 ans), en Irlande (3,3 ans) et en Suède (3,4 ans).

## Surmortalité

(%, par rapport à la moyenne annuelle de décès de référence, 2020-2022)



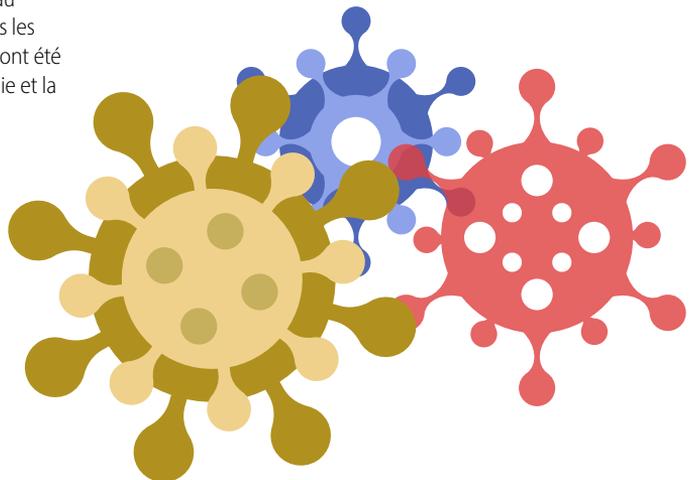
Remarque: classement en fonction de la surmortalité en 2022. Le nombre de décès de référence est le nombre annuel moyen de décès au cours de la période 2016-2019.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [demo\\_magec](#))

En 2022, 5,2 millions de [décès](#) ont été enregistrés dans l'UE. Comparé à 2019, le nombre de décès en 2022 était supérieur de 505 000 en termes absolus, soit une hausse de 10,9 %. Dans l'UE, la [surmortalité](#) a été nettement plus importante en 2020, 2021 et 2022 qu'en 2019 et les années précédentes.

La surmortalité a été plus basse en 2022 qu'en 2021 dans la majorité des pays de l'UE, y compris l'ensemble des pays de l'Est et des pays baltes de l'UE, ainsi qu'en Grèce, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Portugal. Les baisses les plus marquées de la surmortalité entre 2021 et 2022 ont été enregistrées en Bulgarie, en Slovaquie et en Roumanie et la plus forte augmentation en Finlande.

Les taux de surmortalité les plus élevés en 2022 ont été enregistrés à Chypre (24,3 %), à Malte (18,4 %) et en Finlande (17,0 %). En revanche, dans 10 pays de l'UE, le nombre de décès en 2022 surpassait la moyenne de référence de moins de 10,0 % pour la période 2016-2019. Les taux de surmortalité les plus faibles ont été observés en Suède (4,1 %) et en Roumanie (4,5 %).

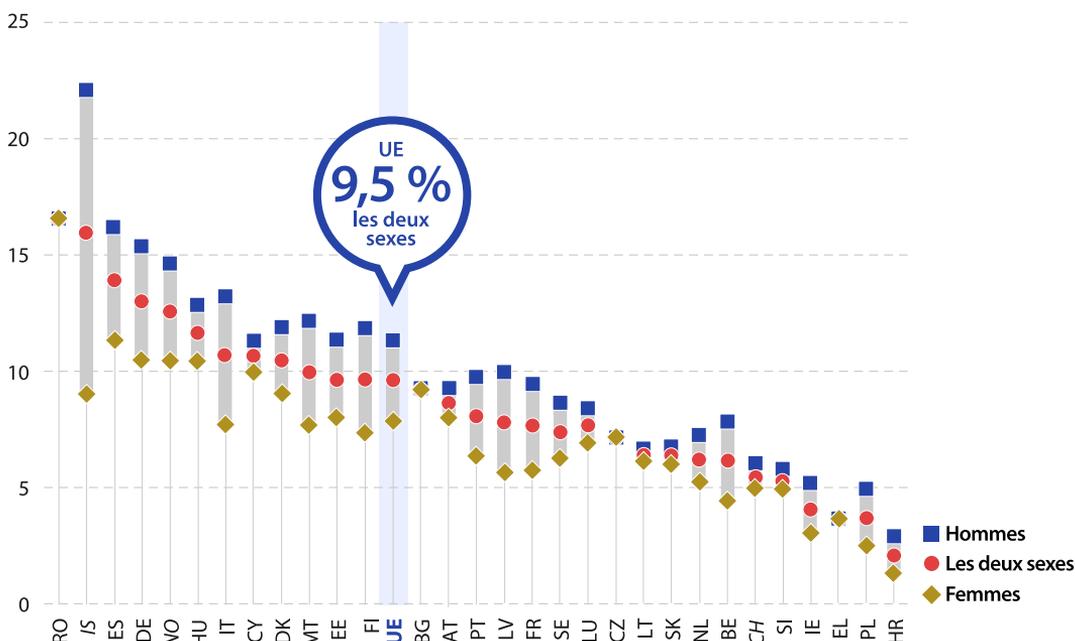


# Éducation



## Jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation

(part en pourcentage des personnes âgées de 18 à 24 ans, 2023)



Remarque: les jeunes ayant quitté prématurément le système éducatif sont ceux qui n'ont pas achevé l'enseignement secondaire et ne poursuivent ni études ni formation complémentaires. LU: données non disponibles pour les femmes.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [edat\\_lfse\\_14](#))

Les personnes quittant le système d'éducation à un âge relativement jeune sont davantage exposées au risque de pauvreté, de [chômage](#) ou d'exclusion sociale. En 2023, la part de [jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation](#) au sein de l'UE a été de 9,5 %, oscillant entre 16,6 % en Roumanie et 2,0 % en Croatie. L'UE s'est fixé pour objectif de ramener ce niveau à moins de 9 % à l'horizon 2030.

En 2023 dans l'UE, les jeunes hommes (11,3 %) couraient davantage le risque que les jeunes femmes (7,7 %) de quitter prématurément le système d'éducation et de formation. Dans la grande majorité des pays de l'UE pour lesquels des données sont disponibles (24 sur 26), il existait un écart entre les hommes et les femmes, avec

une proportion plus élevée pour les jeunes hommes. La seule exception où une part plus élevée de jeunes femmes ont quitté prématurément le système d'éducation et de formation a été observée en Roumanie, tandis qu'en Tchéquie, cette part était identique pour les deux sexes

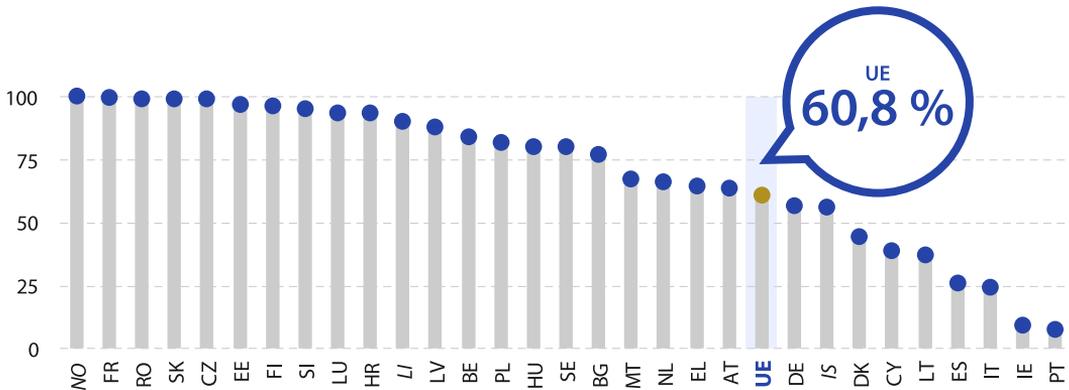
La différence la plus marquée entre les hommes et les femmes a été observée en Italie, où la part de jeunes hommes (13,1%) quittant prématurément le système d'éducation et de formation était 5,5 points de pourcentage plus élevée que celle des jeunes femmes (7,6 %). L'Allemagne, l'Espagne, la Finlande, la Lettonie et Malte ont également enregistré des écarts entre les hommes et les femmes de plus de 4,0 points.



## Apprentissage de deux langues étrangères ou plus

(part en pourcentage des élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général, 2022)

En 2022, 60,8 % des étudiants du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général au sein de l'UE étudiaient 2 langues étrangères ou plus. Au moins 98,0 % de l'ensemble des étudiants du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général en France, en Roumanie, en Slovaquie et en Tchéquie étudiaient 2 langues étrangères ou plus, contre moins de 10,0 % en Irlande et au Portugal.



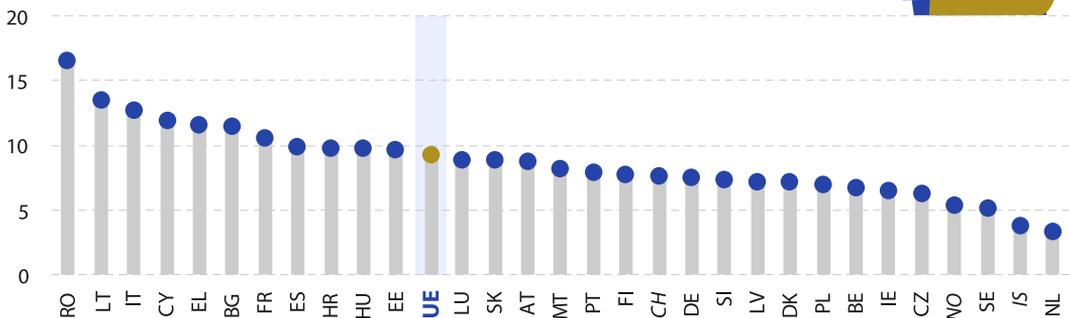
Remarque: IS, 2019.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [educ\\_uoe\\_lang02](#))

## Jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation

(part en pourcentage des personnes âgées de 15 à 24 ans, 2023)

La part des jeunes (âgés de 15 à 24 ans) ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation (NEET) concerne les personnes qui étaient au chômage et n'avaient participé à aucune forme d'études ou de formation. En 2023, le taux de jeunes NEET dans l'UE s'élevait à 9,2 %. En Roumanie, ce taux était cinq fois supérieur (16,5 %) à celui observé aux Pays-Bas (3,3 %).

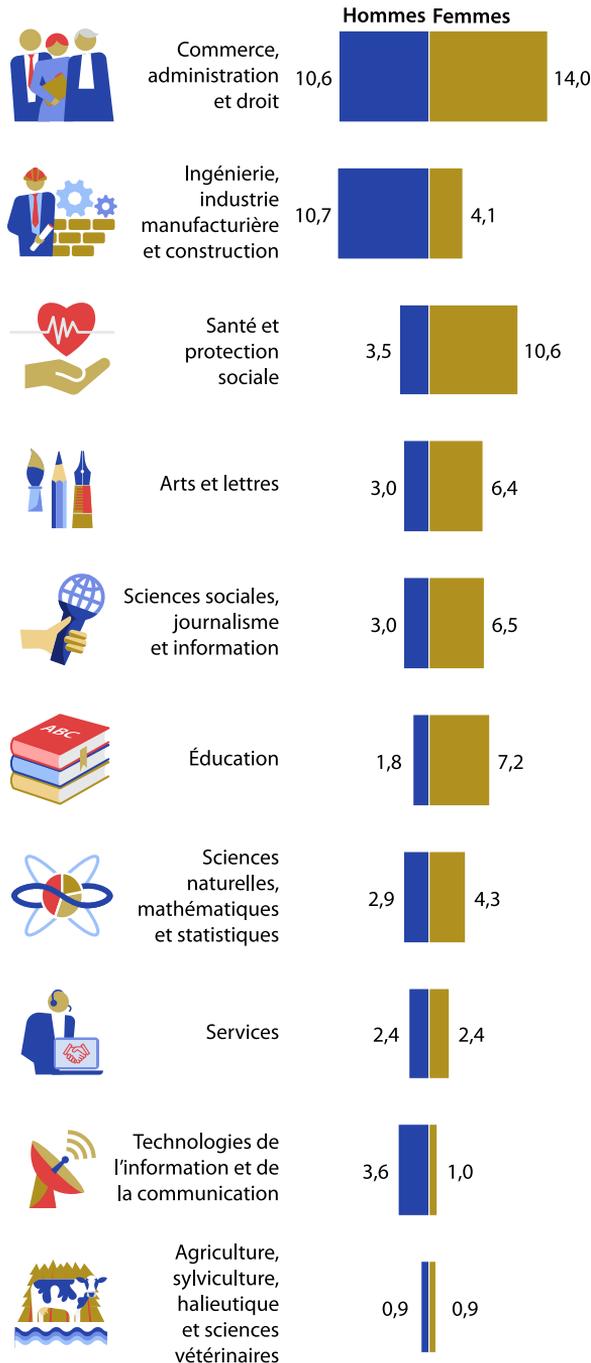


Remarque: le fait de ne pas suivre d'études ou de formation se réfère à la situation au cours des quatre semaines qui ont précédé l'enquête.

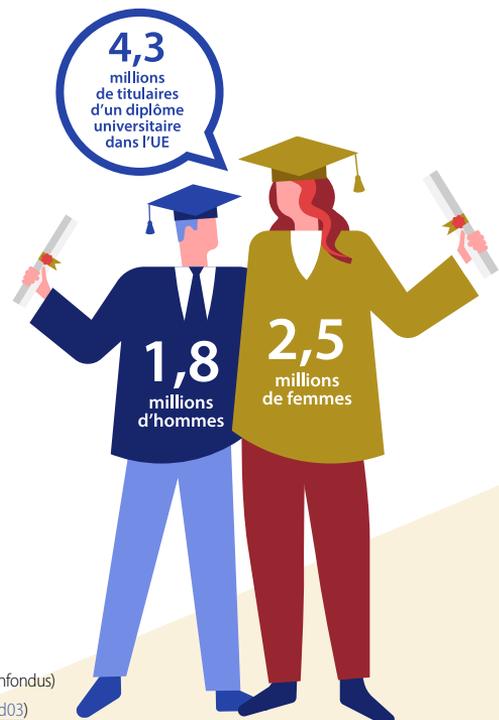
Source: Eurostat (code de données en ligne: [edat\\_lfse\\_20](#))

## Domaines d'études pour les titulaires d'un diplôme universitaire

(part en pourcentage de l'ensemble des diplômés, UE, 2022)



En 2022, 4,3 millions de personnes étaient en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur au sein de l'UE: le nombre de femmes titulaires d'un diplôme universitaire (2,5 millions) était plus élevé que celui de leurs homologues masculins (1,8 million). Cette tendance s'observait pour une majorité de domaines d'études et était particulièrement manifeste chez les diplômés en éducation, où il y avait quatre fois plus de femmes que d'hommes parmi les diplômés. En revanche, il y avait 3,6 fois plus d'hommes que de femmes parmi les diplômés en technologies de l'information et de la communication.



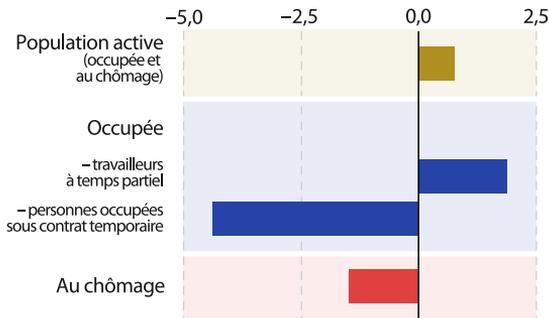
Remarque: classement en fonction de la part totale de diplômés (femmes et hommes confondus)

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [educ\\_uae\\_grad01](#) et [educ\\_uae\\_grad03](#))

# Marché du travail

## Variation annuelle de la composition de la population active

(en pourcentage des personnes âgées de 20 à 64 ans, UE, 2023)

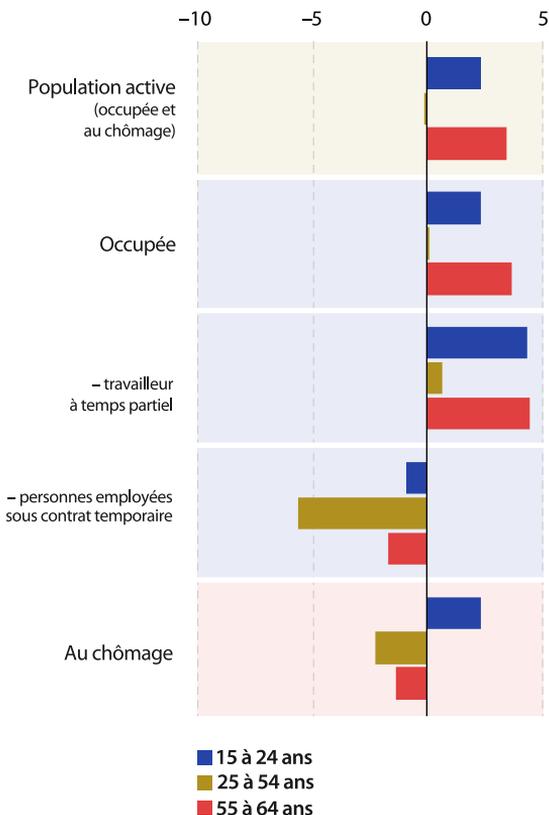


Source: Eurostat (codes de données en ligne: [lfsi\\_emp\\_a](#), [lfsi\\_pt\\_a](#) et [une\\_rt\\_a](#))

La population active de l'UE (personnes occupées et au chômage) parmi les personnes âgées de 20 à 64 ans a augmenté de 0,8 % entre 2022 et 2023. Le nombre de personnes exerçant un emploi a progressé de 0,9 %, tandis que le nombre de personnes au chômage a reculé de 1,5 %. Parmi les actifs, on observe une augmentation plus marquée du nombre de travailleurs à temps partiel (+ 1,9 %) et une baisse du nombre de personnes sous contrat temporaire (- 4,4 %).

## Évolution annuelle de la composition de la population active par groupes d'âge

(%, UE, 2023)



En 2023, un groupe principal de personnes en âge de travailler (âgées de 25 à 54 ans) représentait près des trois quarts (71,5 %) de la population active de l'UE âgée de 15 à 64 ans.

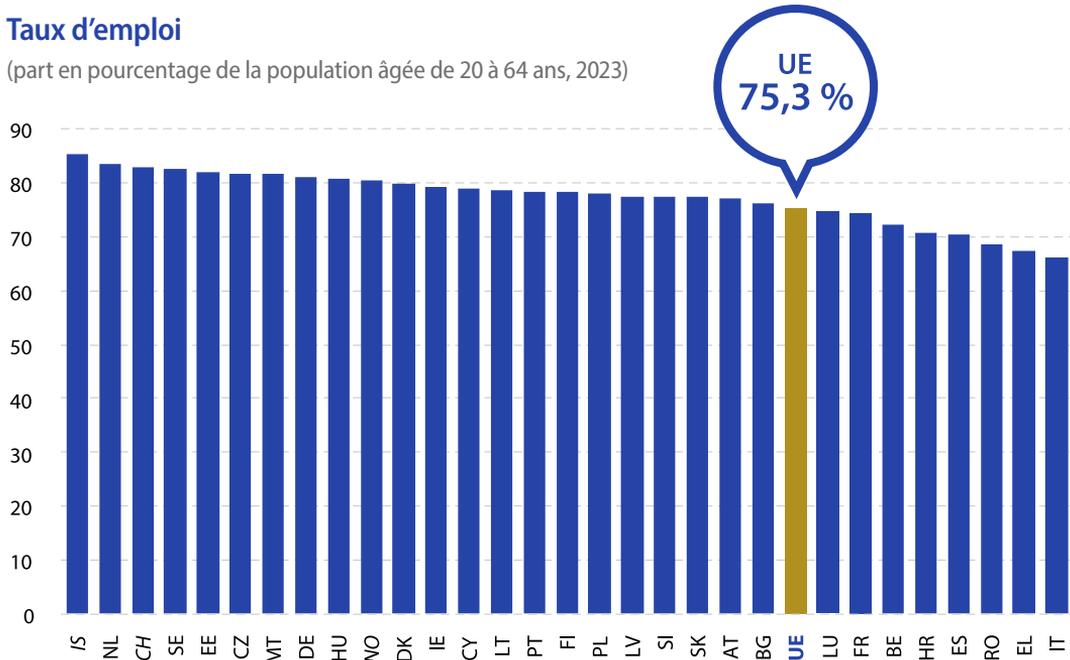
Les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) sont beaucoup plus à risque que les personnes plus âgées d'exercer un emploi précaire, tel qu'un emploi intérimaire, temporaire, saisonnier ou occasionnel, ou un emploi à temps partiel. Si les jeunes représentaient 8,3 % du nombre total de personnes occupées dans l'UE en 2023, les parts de ceux-ci dans l'emploi à temps partiel (15,6 %) et dans l'emploi sous contrat temporaire (32,7 %) étaient considérablement supérieures.

Entre 2022 et 2023, la population active de l'UE et le nombre de personnes occupées sont restés pratiquement inchangés parmi les personnes âgées de 25 à 54 ans, mais ont augmenté chez les jeunes et les personnes âgées. La croissance de l'emploi à temps partiel a été particulièrement forte parmi les jeunes et les personnes âgées occupés, tandis que la baisse du nombre de personnes sous contrat temporaire était plus concentrée parmi les personnes âgées de 25 à 54 ans. Malgré une diminution globale du nombre de personnes au chômage, le nombre de jeunes au chômage a augmenté.

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [lfsi\\_emp\\_a](#), [lfsi\\_pt\\_a](#) et [lfsa\\_uagan](#))

## Taux d'emploi

(part en pourcentage de la population âgée de 20 à 64 ans, 2023)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [lfsi\\_emp\\_a](#))

Le taux d'emploi au sein de l'UE – qui mesure la part de la population âgée de 20 à 64 ans occupant un emploi – s'élevait à 75,3 % en 2023. Dans sept pays de l'UE, au moins 80,0 % des adultes âgés de 20 à 64 ans exerçaient un emploi: les taux les plus élevés ont été observés aux Pays-Bas (83,5 %), en Suède (82,6 %) et en Estonie (82,1 %). À l'autre extrémité, moins de 70,0 % des adultes âgés de 20 à 64 ans avaient un emploi en Roumanie (68,7 %), en Grèce (67,4 %) et en Italie (66,3 %).

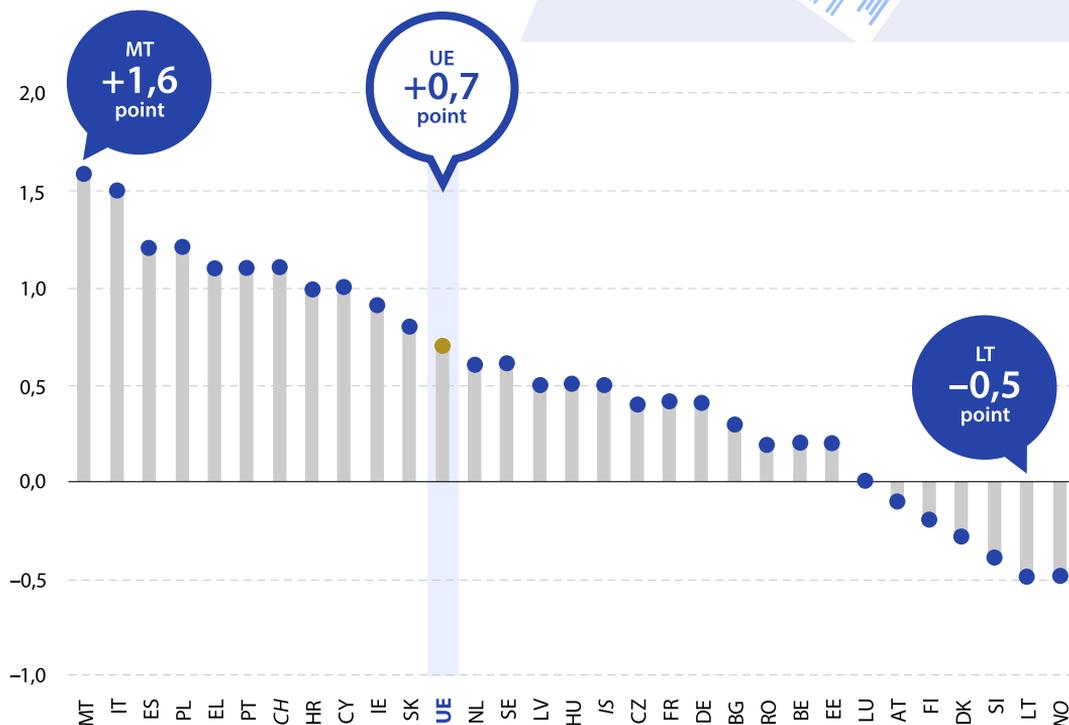
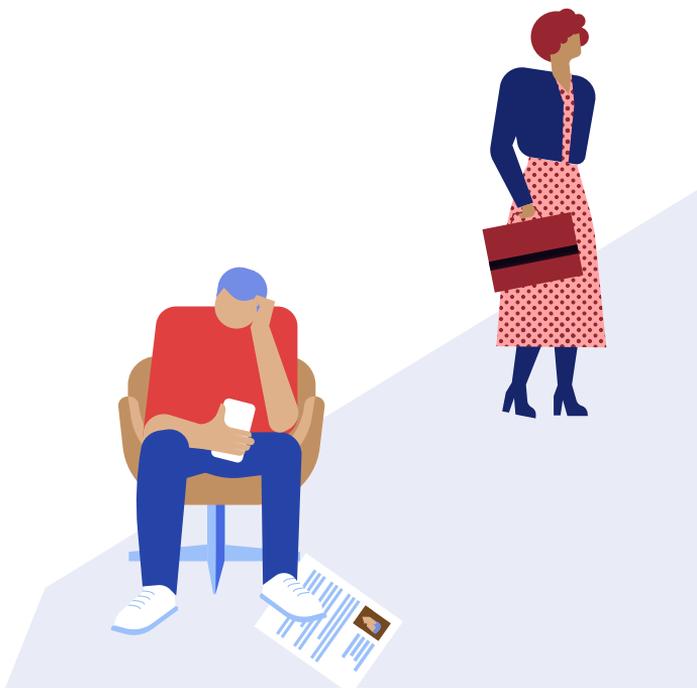


## Évolution annuelle du taux d'emploi

(points de pourcentage sur la base de la part de la population âgée de 20 à 64 ans, 2023)

Après avoir reculé entre 2019 et 2020 (pour atteindre 71,5 %), le taux d'emploi des 20-64 ans dans l'UE a rebondi au cours des 3 années qui ont suivi pour atteindre 75,3 % en 2023.

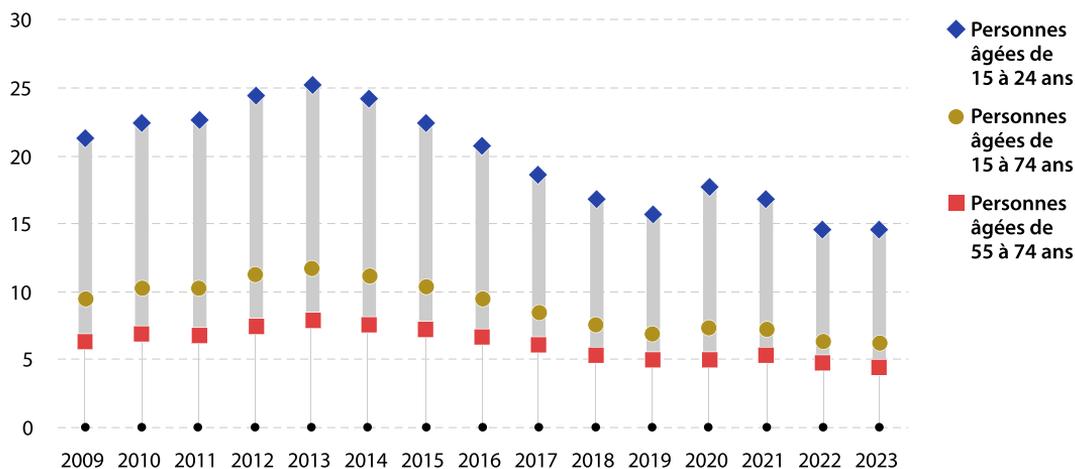
Entre 2022 et 2023, le taux d'emploi des 20-64 ans a augmenté dans 21 pays de l'UE, est resté inchangé dans un pays et a reculé dans les cinq autres pays. Les augmentations annuelles les plus importantes ont été observées à Malte (+ 1,6 point de pourcentage) et en Italie (+ 1,5 point), tandis que la Lituanie (- 0,5 point) a enregistré la plus forte baisse.



Source: Eurostat (code de données en ligne: [lfsi\\_emp\\_a](#))

## Taux de chômage

(part en pourcentage de la population active, UE, 2009-2023)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [une\\_rt\\_a](#))

En 2009, le taux de chômage des personnes âgées de 15 à 74 ans au sein de l'UE était de 9,3 %. À la suite de la crise économique et financière mondiale, le taux de chômage a fortement augmenté, pour atteindre 11,6 % en 2013. Au cours des 6 années suivantes, le taux de chômage dans l'UE a reculé chaque année, pour s'établir à 6,8 % en 2019. En 2020, alors que la crise de la COVID-19 a eu des répercussions sur les marchés du travail, ce taux est remonté à 7,2 %. Il a ensuite diminué légèrement en 2021, plus nettement en 2022, puis plus modérément en 2023, pour atteindre 6,1 %.

Le taux de chômage des jeunes au sein de l'UE (pour les personnes âgées de 15 à 24 ans) s'élevait à 14,5 % en 2023, soit 2,4 fois plus élevé que le taux de l'ensemble de la population (âgée de 15 à 74 ans) et 3,4 fois plus élevé que le taux des personnes âgées (âgées de 55 à 74 ans) qui était de 4,3 %.

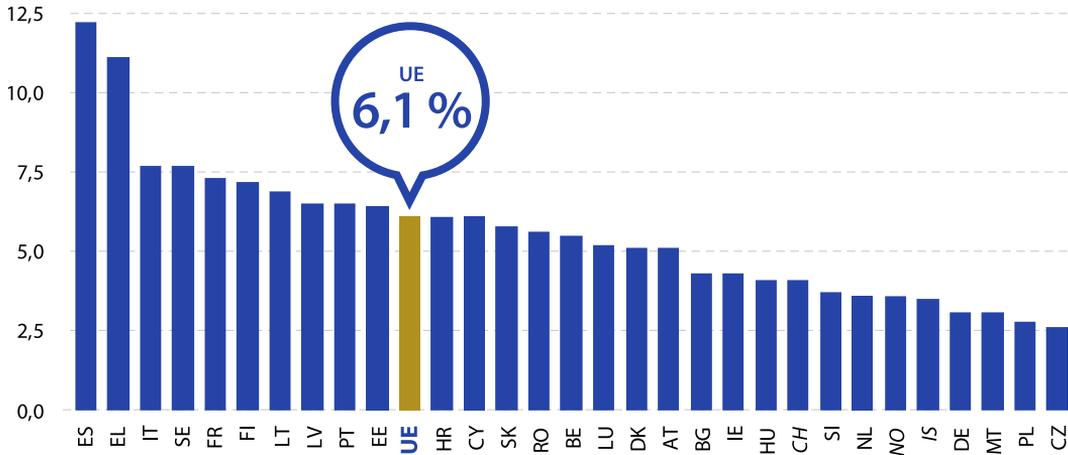


## Taux de chômage

(part en pourcentage de la population active âgée de 15 à 74 ans, 2023)

En 2023, parmi les pays de l'UE, les taux de chômage les plus élevés chez les personnes âgées de 15 à 74 ans ont été observés en Espagne (12,2 %) et en Grèce (11,1 %); tous les autres pays ont enregistré des taux inférieurs à 8,0 %.

L'Allemagne, Malte et la Pologne affichaient des taux de chômage relativement bas, près de 3,0 %, tandis que le taux le plus bas a été observé en Tchéquie (2,6 %).



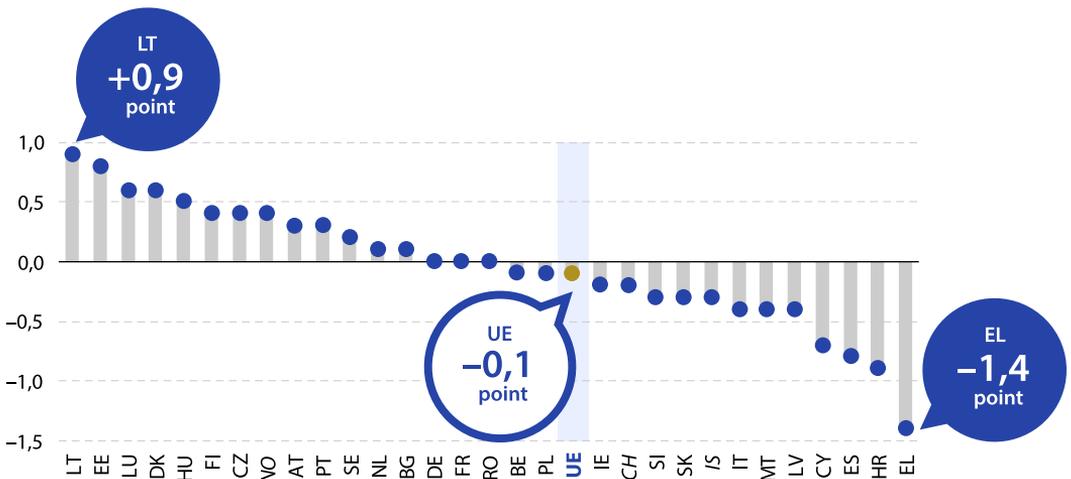
Source: Eurostat (code de données en ligne: [une\\_rt\\_a](#))

## Évolution annuelle du taux de chômage

(points de pourcentage sur la base de la part de la population active âgée de 15 à 74 ans, 2023)

Par rapport à 2022, le taux de chômage des personnes âgées de 15 à 74 ans dans l'UE était inférieur de 0,1 point de pourcentage en 2023. Ce taux a augmenté dans 12 pays de l'UE, est resté inchangé dans trois d'entre eux

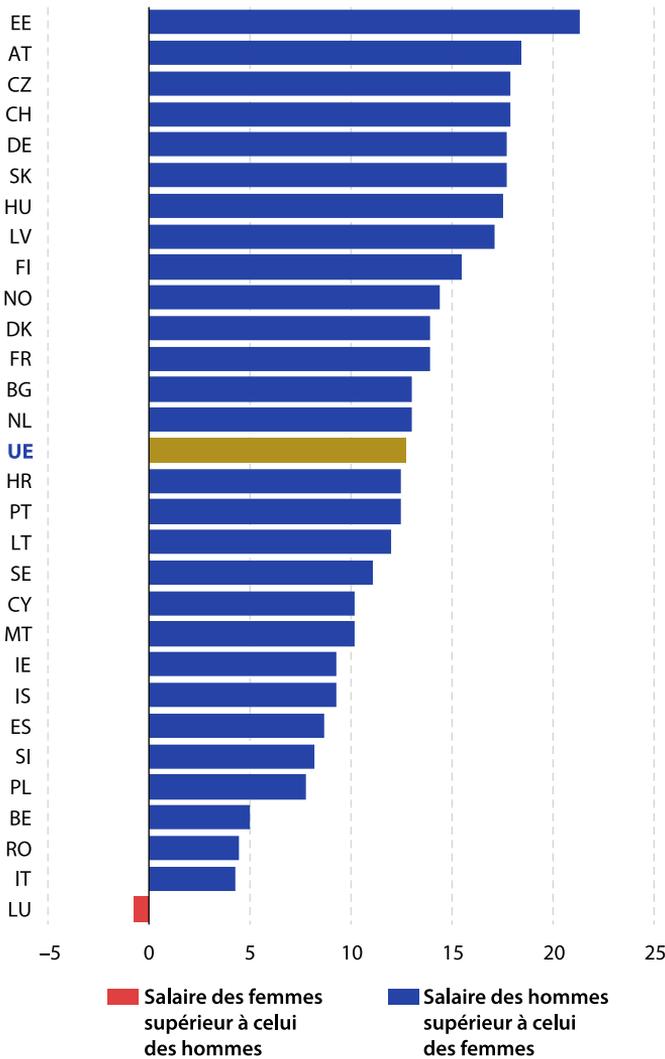
et a diminué dans les 12 autres. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Lituanie (+ 0,9 point) et en Estonie (+ 0,8 point) et la plus forte baisse a été observée en Grèce (- 1,4 point).



Source: Eurostat (code de données en ligne: [une\\_rt\\_a](#))

## Écart de salaire non ajusté entre les femmes et les hommes

(%, différence entre le salaire des femmes et des hommes en pourcentage du salaire des hommes, sur la base du salaire horaire brut moyen, 2022)



L'écart de salaire non ajusté entre les hommes et les femmes donne un aperçu global des différences de salaires entre les hommes et les femmes. Il mesure la différence entre le salaire horaire des hommes et celui des femmes dans l'industrie, la construction et les services parmi les entreprises de 10 salariés ou plus.

En 2022, le salaire horaire moyen des femmes au sein de l'UE était inférieur de 12,7 % à celui des hommes. L'écart de salaire le plus important entre les femmes et les hommes a été enregistré en Estonie, où le salaire des femmes était inférieur de 21,3 % à celui des hommes. En revanche, l'écart était de 5,0 % ou moins en Belgique (5,0 %), en Roumanie (4,5 %) et en Italie (4,3 %). Le seul pays où les femmes gagnent plus que les hommes est le Luxembourg, où le salaire moyen des femmes était légèrement plus élevé (de 0,7 %).



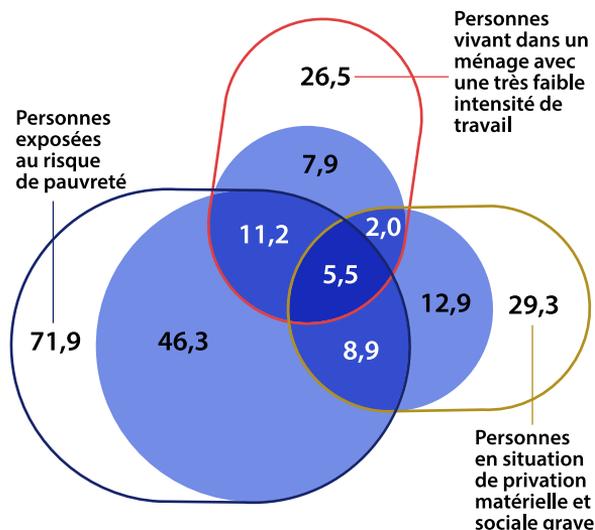
Remarque: Données non disponibles pour EL.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [earn\\_gr\\_gpgi2](#))

# Conditions de vie

## Personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale

(millions de personnes, UE, 2023)



En 2023, 94,6 millions de personnes, soit 21,4 % de la population de l'UE, étaient exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Cela signifie qu'elles se trouvaient dans au moins une des trois situations suivantes: exposées au risque de pauvreté après transferts sociaux; en situation de privation matérielle et sociale grave; ou appartenant à un ménage à très faible intensité de travail.

Le risque le plus élevé de pauvreté ou d'exclusion sociale était celui de la pauvreté monétaire, à savoir les personnes exposées au risque de pauvreté après transferts sociaux: 71,9 millions de personnes se trouvaient dans cette situation en 2023. Parmi ces personnes, 25,6 millions se trouvaient également dans 1 des deux autres situations ou dans les 2. Le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2023 était inférieur de 688 000 à celui de 2022.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [ilc\\_pees01n](#))

## Personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale

(part en pourcentage de la population totale, 2023)

Parmi les pays de l'UE, la part de la population exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2023 était la plus élevée en Roumanie (32,4 %) et en Bulgarie (30,0 %). De même, au moins 1 habitant sur 4 (plus de 25,0 %) de la population en Espagne, en Grèce et en Lettonie était

exposé au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. À l'autre extrémité, moins de 14,0 % des personnes en Slovaquie et en Tchéquie étaient exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

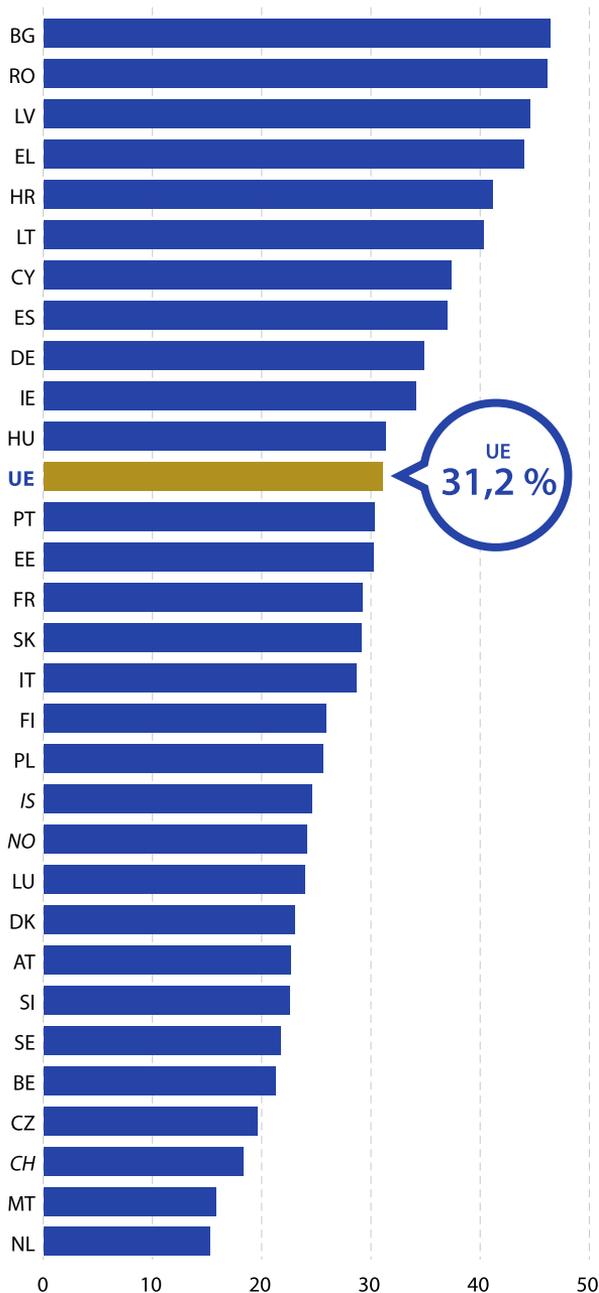


Remarque: CH, 2022. IS, 2019.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [ilc\\_peeps01n](#))

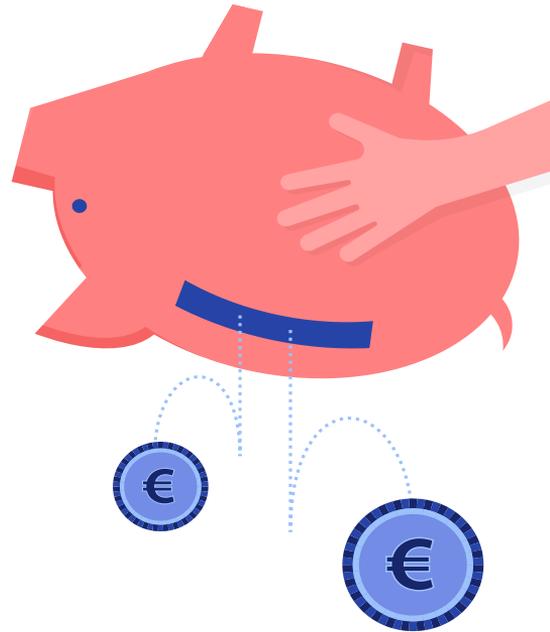
## Incapacité de faire face à des dépenses imprévues

(part en pourcentage de la population totale, 2023)



Remarque: CH, 2022. IS, 2019.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [ilc\\_mdcs04](#))

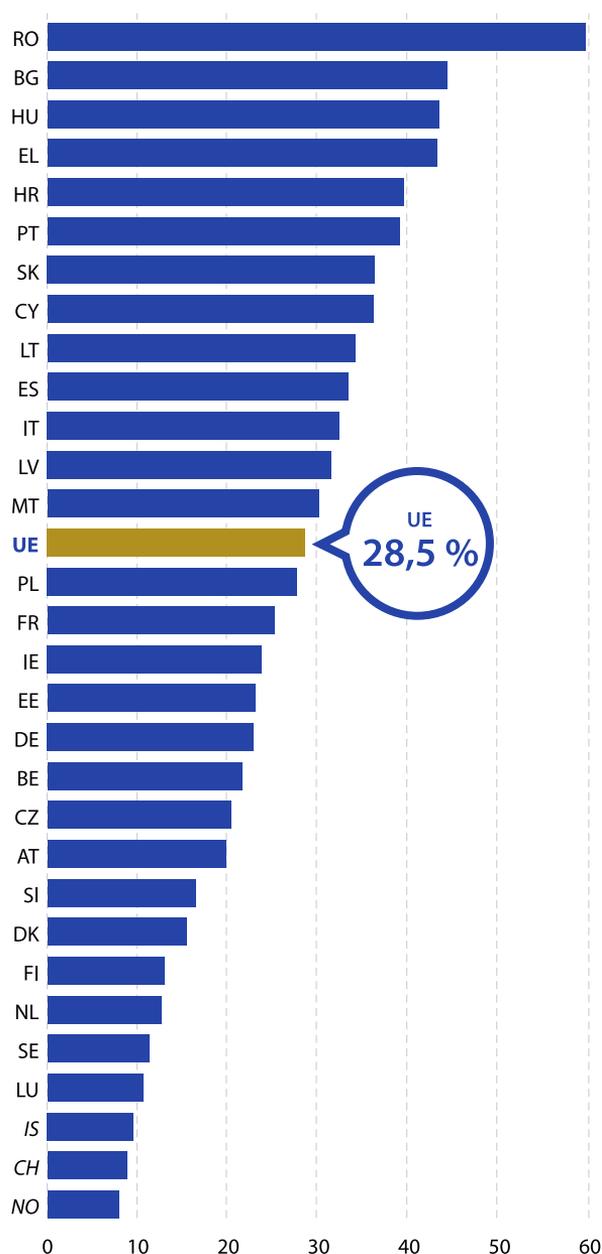


La privation matérielle correspond à l'incapacité forcée (par opposition au choix de ne pas le faire) de payer des dépenses spécifiques; les dépenses imprévues en sont un exemple. En 2023, près d'un tiers (31,2 %) de la population de l'UE vivant dans un ménage particulier se trouvait dans l'incapacité de faire face à des dépenses imprévues.

Dans six pays de l'UE, plus de 40,0 % de la population se trouvait dans l'incapacité de faire face à des dépenses imprévues en 2023, avec des pics à 46,7 % en Roumanie et 46,4 % en Bulgarie. En revanche, une part relativement faible de la population se trouvait dans l'incapacité de faire face à de telles dépenses aux Pays-Bas et à Malte (15,9 % et 15,3 %, respectivement).

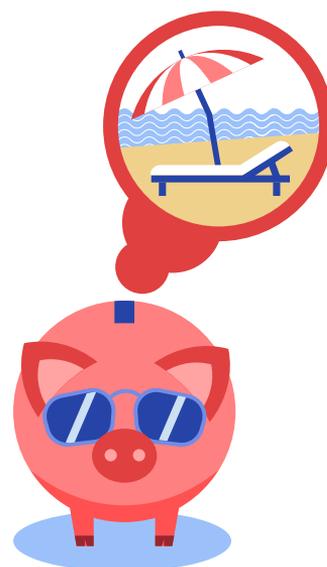
## Incapacité de s'offrir une semaine de vacances annuelles en dehors du domicile

(part en pourcentage de la population totale, 2023)



Remarque: CH, 2022. IS, 2019.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [ilc\\_mdcs02](#))



Un autre moyen de mesurer la privation matérielle est l'incapacité de s'offrir une semaine de vacances en dehors de son domicile chaque année. En 2023, 28,5 % de la population de l'UE était dans l'incapacité de se l'offrir. Le fait de ne pas pouvoir s'offrir une semaine de vacances fait référence à l'impossibilité financière de se payer des vacances, plutôt que les autres raisons pour lesquelles une personne pourrait ne pas partir en vacances (par exemple parce qu'elle n'avait pas envie de prendre des vacances en dehors de son domicile).

Certains des pourcentages les plus élevés de personnes se trouvant dans l'incapacité de s'offrir une semaine de vacances en dehors de son domicile chaque année – un peu plus des deux cinquièmes de la population – ont été observés en Grèce, en Hongrie et en Bulgarie; la Roumanie a enregistré un pic de 59,5 %. En revanche, la part de la population se trouvant dans l'incapacité de s'offrir une semaine de vacances en dehors de son domicile chaque année était de 11,2 % en Suède et plus faible encore au Luxembourg, avec 10,6 %.

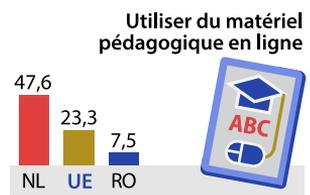
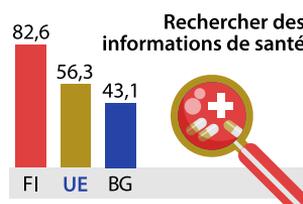
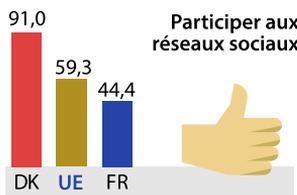
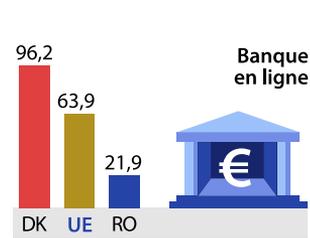
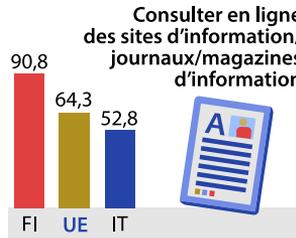
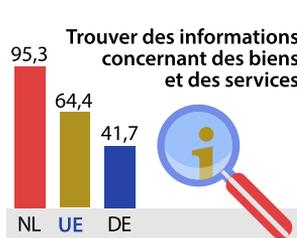
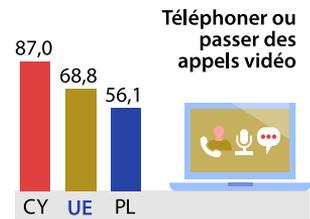
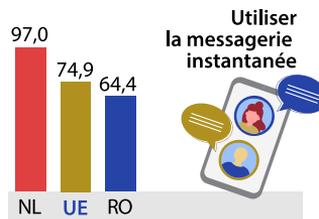
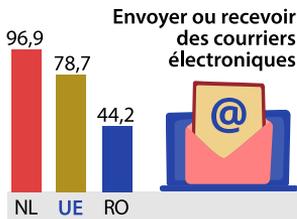
L'Autriche (+ 5,0 points de pourcentage) a, de loin, enregistré la plus forte augmentation par rapport à 2022 de la part des personnes se trouvant dans l'incapacité de s'offrir une semaine de vacances. Elle a été suivie par le Luxembourg (+ 3,0 points) et la Lettonie (+ 2,9 points).

# Société numérique



## Activités sur l'internet

(part en pourcentage des personnes âgées de 16 à 74 ans, 2023)



■ Valeur la plus élevée ■ Valeur pour l'UE ■ Valeur la plus basse

Source: Eurostat (code de données en ligne: [isoc\\_ci\\_ac\\_i](#))

L'internet fait aujourd'hui partie intégrante de la vie de la plupart des personnes, modifiant la manière dont elles étudient, travaillent, communiquent et profitent de leur temps libre. En 2023, 91,4 % des personnes (âgées de 16 à 74 ans) au sein de l'UE ont déclaré avoir [utilisé l'internet](#) au cours des 3 mois précédant l'enquête.

Au sein de l'UE, certaines des activités les plus communément réalisées sur l'internet en 2023 par les personnes âgées de 16 à 74 ans étaient notamment: l'envoi/la réception de courriers électroniques (78,7 %),

l'utilisation de la messagerie instantanée (74,9 %), les appels téléphoniques ou vidéo (68,8 %) et la recherche d'informations sur des biens et des services (64,4 %).

Une majorité de personnes ont également utilisé l'internet pour consulter des sites d'information et/ou lire des journaux/magazines en ligne (64,3 %), utiliser des services bancaires en ligne (63,9 %), participer à des réseaux sociaux (59,3 %) et rechercher des informations sur la santé (56,3 %).

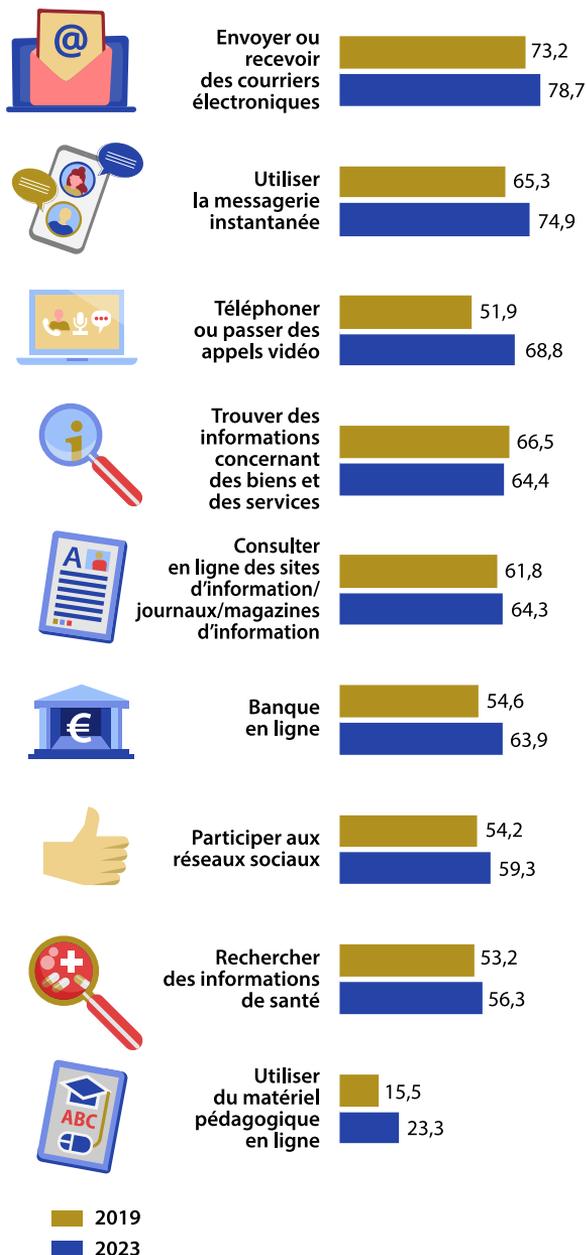
## Activités sur l'internet

(part en pourcentage de la population âgée de 16 à 74 ans, UE, 2019 et 2023)

La part de la population âgée de 16 à 74 ans dans l'UE ayant participé à un grand nombre des activités les plus communes sur l'internet a augmenté au cours des 2 dernières décennies.

Les évolutions récentes ayant eu lieu entre 2019 et 2023 indiquent qu'une tendance progressive à la hausse s'est poursuivie ces dernières années. L'exemple le plus flagrant est la part de la population passant des appels vidéo, qui a augmenté de 16,9 points de pourcentage entre 2019 et 2023. Une augmentation relativement importante de la part de la population de l'UE utilisant la messagerie instantanée et des services bancaires en ligne a été observée (+ 9,7 et + 9,3 points, respectivement). La part de la population de l'UE utilisant du matériel d'apprentissage en ligne a également augmenté (+ 7,9 points); il est à noter que ces statistiques ne couvrent pas une grande partie de la population d'âge scolaire (élèves âgés de moins de 16 ans).

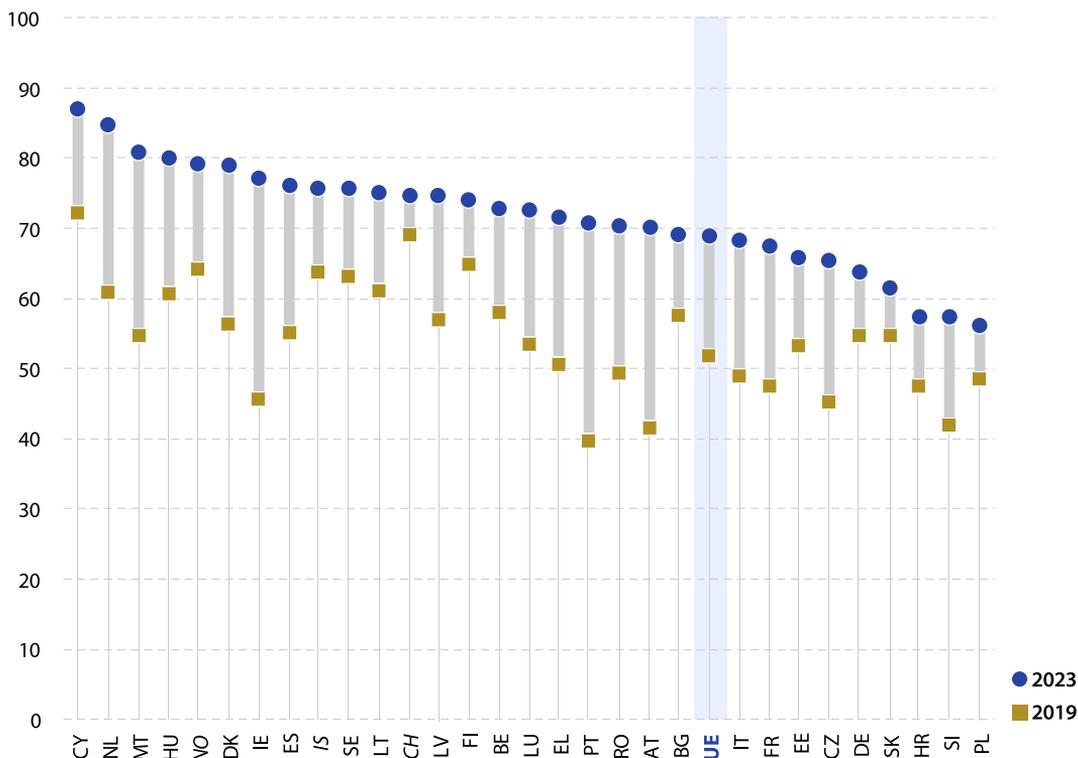
Parmi les 9 activités les plus communément réalisées sur l'internet qui sont présentées ici, seule l'utilisation de l'internet pour la recherche d'informations sur des biens et services a enregistré une part plus faible au sein de la population de l'UE âgée de 16 à 74 ans en 2023 par rapport à 2019 (- 2,0 points).



Source: Eurostat (code de données en ligne: [isoc\\_ci\\_ac\\_i](#))

## Utilisation de l'internet pour téléphoner ou passer des appels vidéo

(part en pourcentage de la population âgée de 16 à 74 ans, 2019 et 2023)

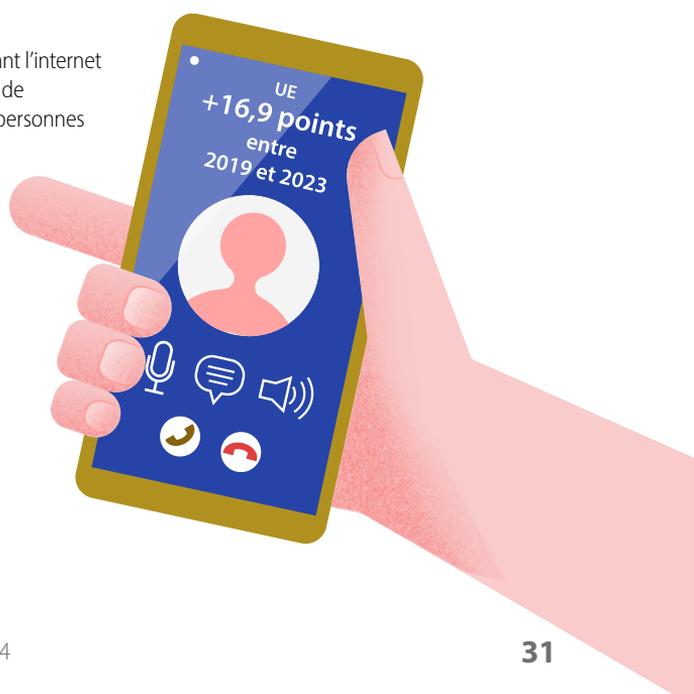


Remarque: IS, 2021 au lieu de 2023.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [isoc\\_ci\\_ac\\_i](#))

La part de la population âgée de 16 à 74 ans dans l'UE utilisant l'internet pour passer des appels téléphoniques ou vidéo s'est accrue de 16,9 points de pourcentage entre 2019 et 2023. La part des personnes utilisant l'internet pour passer ces appels a augmenté dans chacun des pays de l'UE au cours de la période examinée. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Irlande (+ 31,5 points), au Portugal (+ 31,1 points) et en Autriche (+ 28,8 points).

Parmi les pays de l'UE, la part la plus élevée de personnes utilisant l'internet pour passer des appels téléphoniques ou vidéo en 2023 était de 87,0 % à Chypre, suivie de 84,7 % aux Pays-Bas. Les parts les plus faibles étaient de 56,1 % en Pologne et de 57,3 % en Croatie et en Slovaquie.



# 2

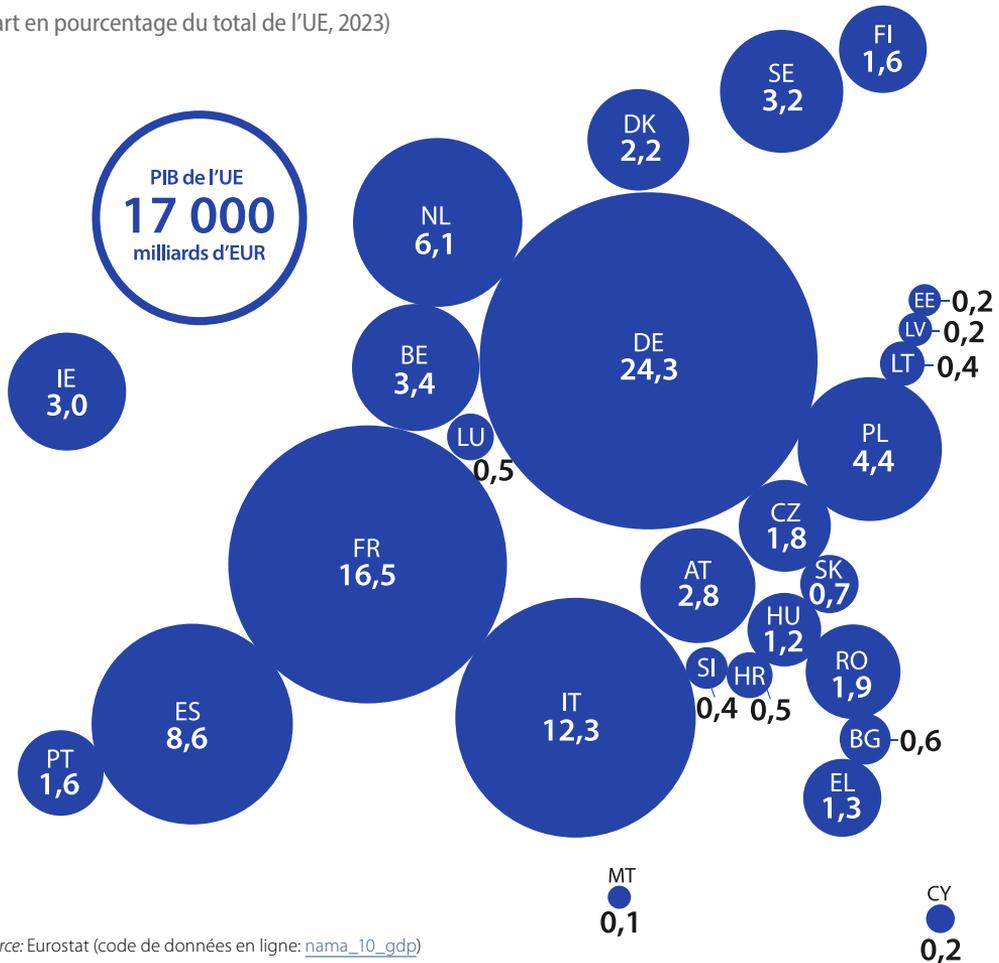
## Économie et entreprises



# PIB

## PIB

(part en pourcentage du total de l'UE, 2023)

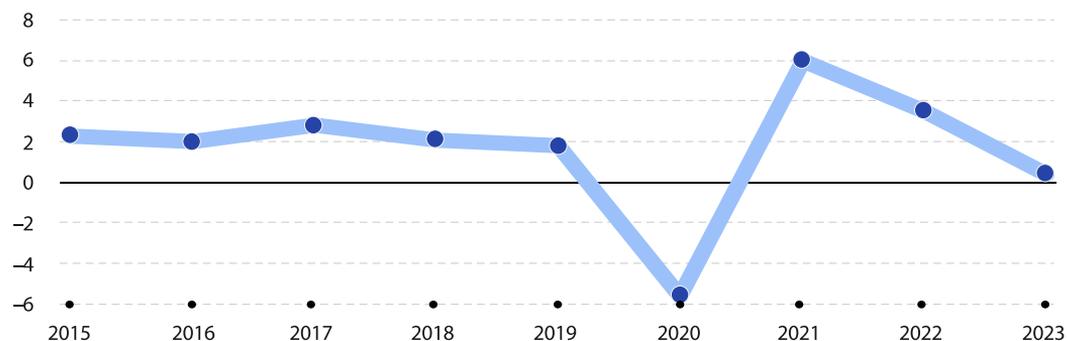


Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama\\_10\\_gdp](#))

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur utilisé pour mesurer la taille et la performance d'une économie. Il fournit des informations relatives à la valeur des biens et des services produits au cours d'une période donnée. Le PIB de l'UE a été estimé à 17 000 milliards d'euros en 2023. Le pays de l'UE ayant la plus grande économie était l'Allemagne (4 100 milliards d'euros, soit 24,3 % du total de l'UE), suivi de la France (16,5 %) et de l'Italie (12,3 %). À l'autre extrémité, la plus petite économie de l'Union était Malte (0,1 %).

## Évolution réelle du PIB

(%, variation annuelle, sur la base de volumes chaînés, UE, 2015-2023)



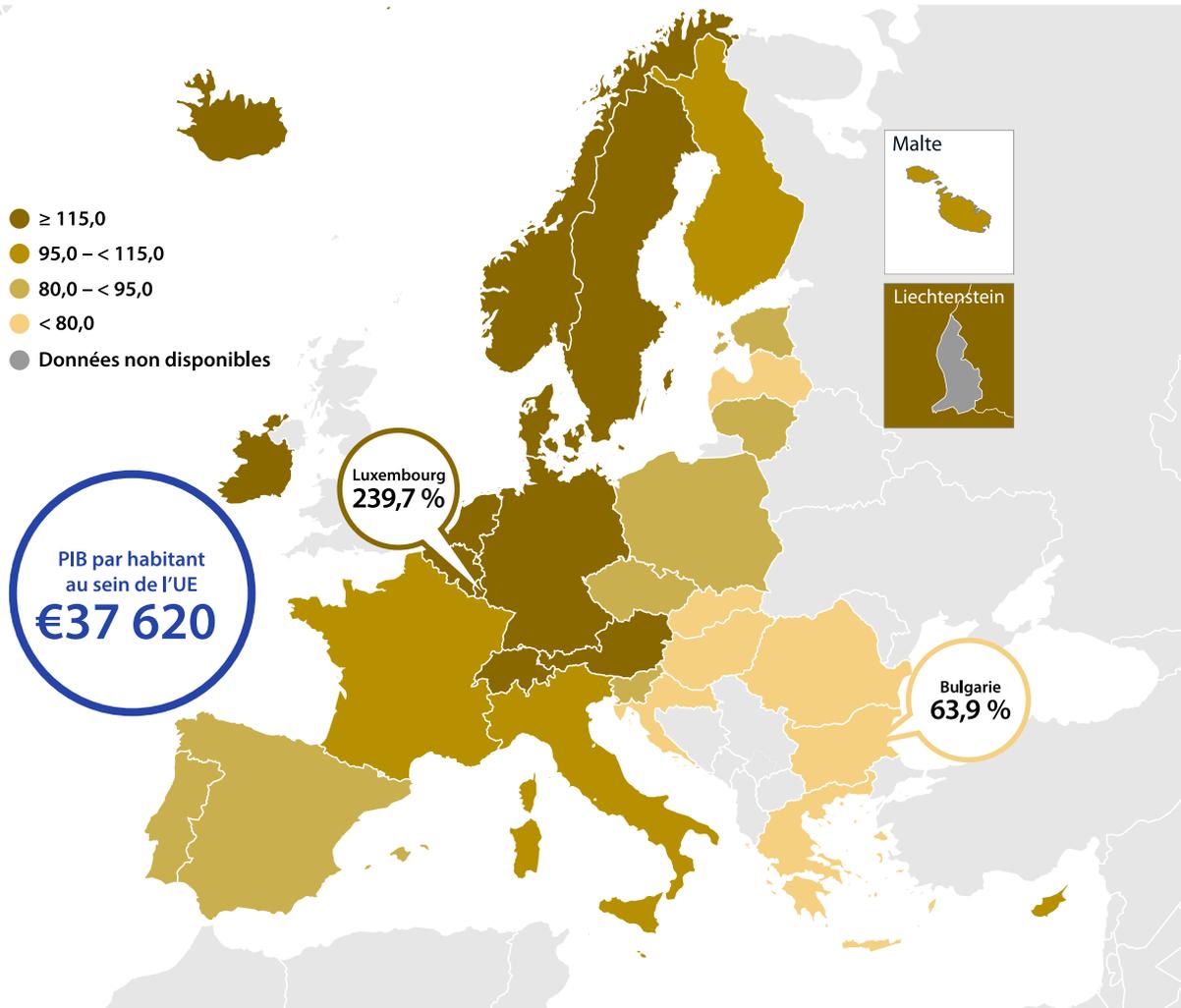
Source: Eurostat (code de données en ligne: [naida\\_10\\_gdp](#))

L'évolution réelle du PIB indique le taux d'évolution de la production économique après suppression des effets des variations de prix (inflation ou déflation). L'UE a enregistré des taux de croissance annuels de l'ordre de 1,8 % à 2,8 % entre 2015 et 2019. En 2020, l'économie a été sévèrement touchée par la pandémie de COVID-19 et les restrictions connexes, et le PIB a diminué de 5,6 %. Le PIB a ensuite rebondi, augmentant de 6,0 % en 2021 et de 3,5 % en 2022. En 2023, la croissance a été plus modeste (+ 0,4 %).



## PIB par habitant

(UE = 100, sur la base des SPA, 2023)



Remarque: HR, IS et NO: 2022. CH: 2020.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama\\_10\\_pc](#))

Le PIB par habitant peut être utilisé pour comparer la production économique d'économies de tailles différentes. Au sein de l'UE, ce taux a augmenté, passant de 35 450 EUR en 2022 à 37 620 EUR en 2023.

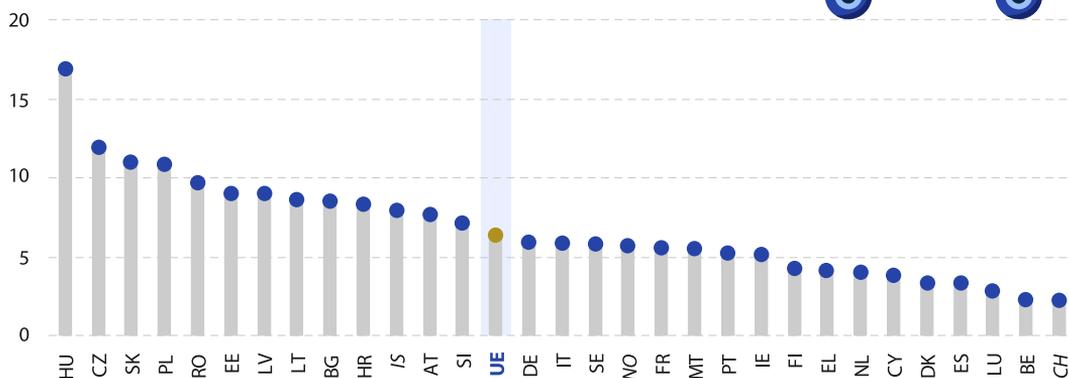
Étant donné que le coût de la vie varie d'un endroit à l'autre, cette valeur a été adaptée pour refléter les écarts de prix entre les pays en utilisant une devise artificielle appelée [standard de pouvoir d'achat](#) (SPA). Sur la base de cette mesure, le niveau de vie relatif de chaque pays de l'UE peut être exprimé par rapport à la moyenne de l'UE, établie à 100.

En 2023, la valeur la plus élevée a été observée au Luxembourg, où le PIB par habitant en SPA s'élevait à 239,7 % de la moyenne de l'UE, soit 2,4 fois plus élevé. En revanche, le PIB par habitant en Bulgarie s'élevait à près de deux tiers (63,9 %) de la moyenne de l'UE.

# Prix

## Taux d'inflation

(évolution annuelle en pourcentage, 2023)



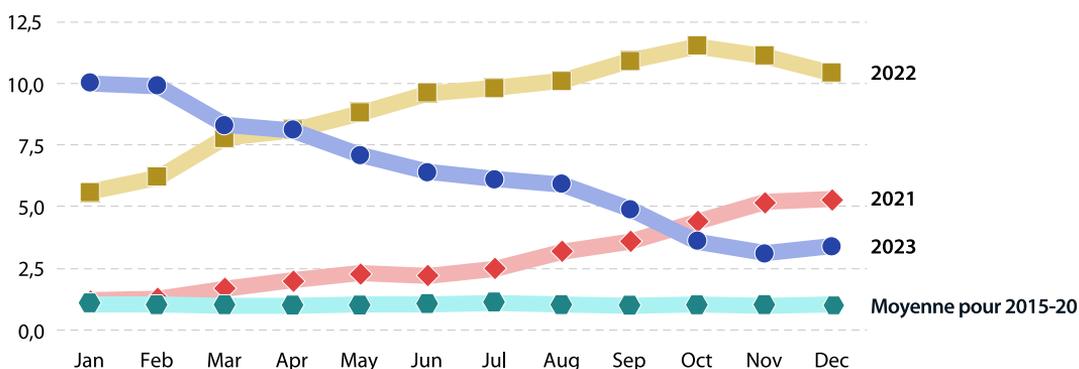
Source: Eurostat (code de données en ligne: [prc\\_hicp\\_aind](#))

Le taux d'inflation montre l'évolution du prix d'un panier de biens de consommation et de services. Les prix dans l'UE ont augmenté de 0,7 % en 2020 et l'inflation s'est accélérée pour s'établir à 2,9 % en 2021 et à 9,2 % en 2022. En 2023, les

prix ont continué d'augmenter, mais à un rythme plus lent de 6,4 %. En 2023, les prix ont augmenté de plus de 10,0 % dans 4 pays de l'UE: la Hongrie (17,0 %), la Tchéquie (12,0 %), la Slovaquie (11,0 %) et la Pologne (10,9 %).

## Taux d'inflation

(taux annuel d'évolution en pourcentage, UE, moyenne pour 2015-20, 2021, 2022 et 2023)



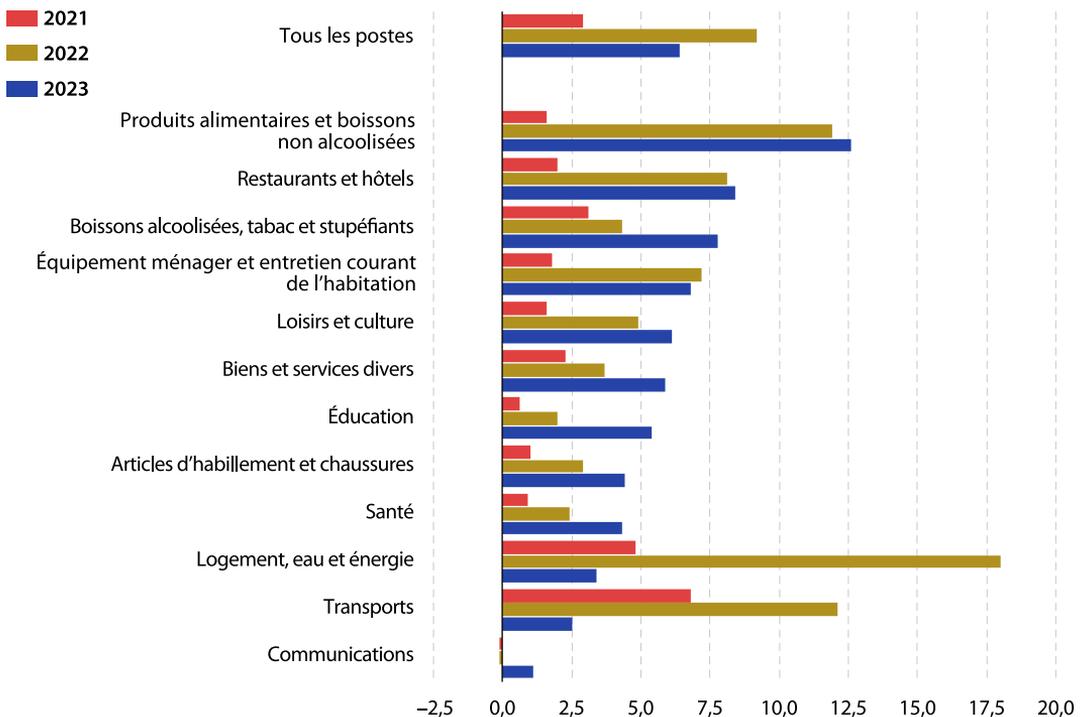
Source: Eurostat (code de données en ligne: [prc\\_hicp\\_manr](#))

L'inflation dans l'UE a été relativement modérée au cours de la période 2015-20. Le taux d'inflation s'est ensuite accéléré pour atteindre 5,3 % en décembre 2021. Cette tendance s'est poursuivie en 2022, avec des prix qui ont continué de croître pour atteindre un niveau record en octobre (où le taux d'inflation s'élevait à 11,5 %).

La croissance des prix a ralenti au cours des 2 derniers mois de l'année 2022 et de la majeure partie de l'année 2023, ce taux étant retombé à 3,1 % en novembre 2023. Une légère augmentation du taux d'inflation a été enregistrée en décembre 2023, lorsqu'il a atteint 3,4 %.

## Prix à la consommation

(taux annuel d'évolution en pourcentage, UE, 2021-2023)

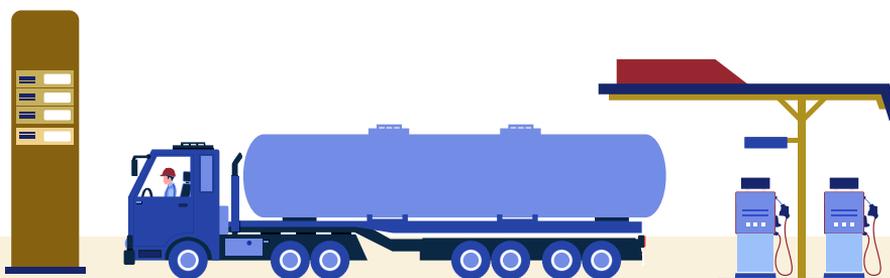


Source: Eurostat (code de données en ligne: [prc\\_hicp\\_aind](#))

En 2023, le taux d'inflation total de l'UE (couvrant tous les postes) s'élevait à 6,4 %. Si l'on analyse douze grandes catégories, le taux d'inflation le plus élevé en 2023 a été enregistré pour les produits alimentaires et boissons non alcoolisées, dont le prix a augmenté de 12,6 %. Les taux d'inflation les plus bas concernent les communications (+ 1,1 %) et les transports (+ 2,5 %).

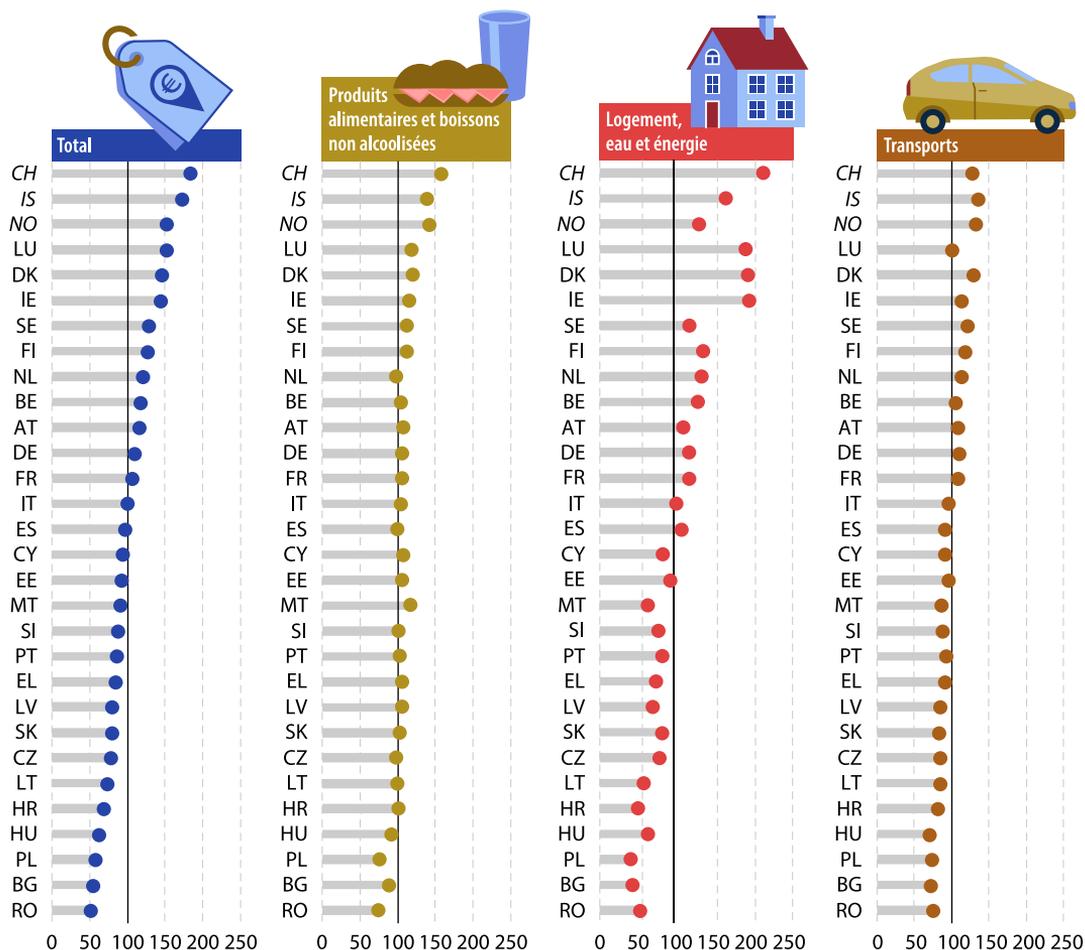
La forte hausse générale des prix enregistrée en 2022 et le ralentissement de l'inflation qui a suivi en 2023 n'ont pas été uniformes; des différences marquées ont été observées entre les différents éléments qui composent

l'indice de tous les postes. Le logement, l'eau et l'énergie, ainsi que les transports, ont enregistré les hausses de prix les plus fortes dans l'ensemble de l'UE en 2022, mais ont ensuite affiché une augmentation de prix inférieure au taux moyen d'inflation en 2023. En revanche, la santé, l'éducation, l'habillement et les chaussures affichaient des taux d'inflation relativement faibles en 2022 (de l'ordre de 2,0 % à 2,9 %), mais tous affichaient des taux plus élevés en 2023 (de l'ordre de 4,3 % à 5,4 %). Les produits alimentaires et boissons non alcoolisées ont été la seule composante présentant un niveau d'inflation supérieur à la moyenne en 2022 et en 2023.



## Niveaux de prix relatifs

(UE = 100, 2022)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [prc\\_ppp\\_ind](#))

Les indices de niveau de prix mesurent les différences de prix entre les pays; ils sont exprimés en pourcentage des prix de la moyenne de l'UE, qui est établie à 100. En 2022, l'indice global de niveau de prix était le plus élevé au Luxembourg, au Danemark et en Irlande, tous ayant des valeurs au moins supérieures de plus de 45 % à la moyenne de l'UE. En Roumanie et en Bulgarie, les niveaux de prix étaient à peine supérieurs à la moitié de la moyenne de l'UE.

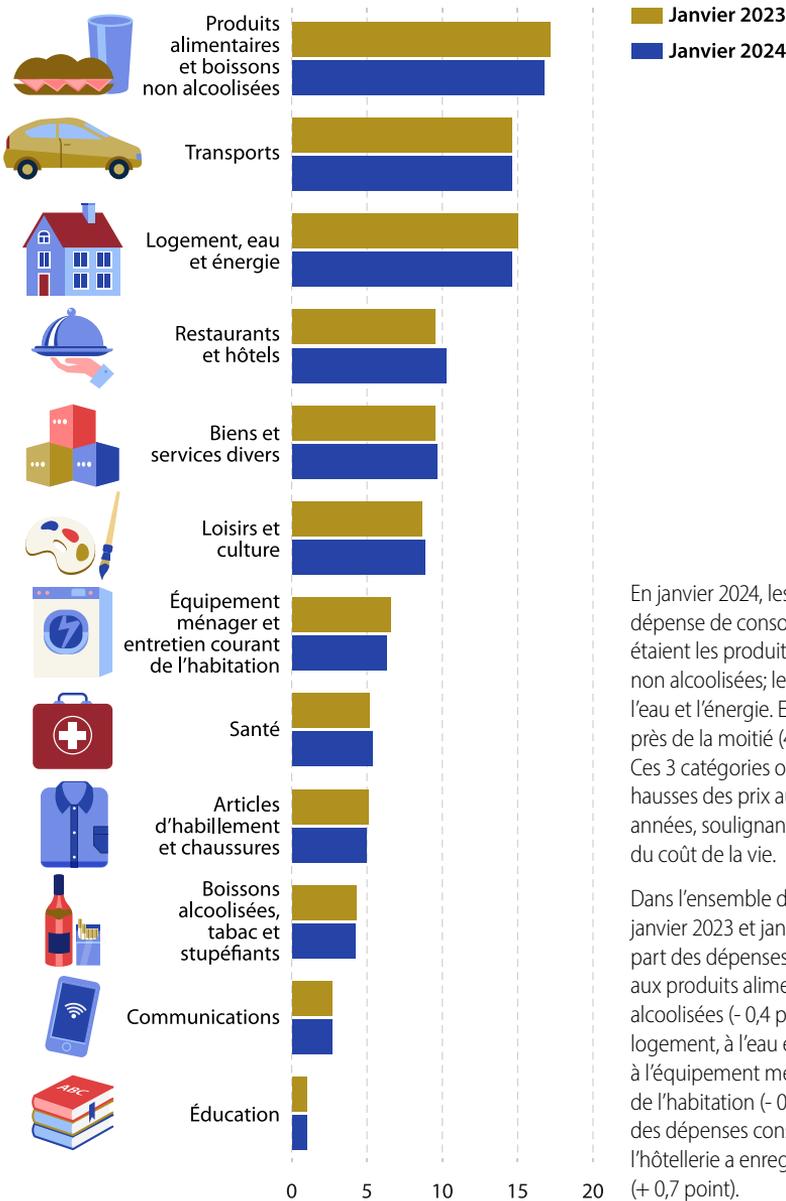
Le degré de variation des niveaux de prix était relativement faible pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, avec les prix les plus élevés au Danemark et au Luxembourg (21 % supérieurs

à la moyenne de l'UE) et les plus bas en Roumanie (28 % inférieurs). La situation était semblable pour les transports, avec les prix les plus élevés au Danemark (29 % supérieurs à la moyenne de l'UE) et les plus bas en Hongrie (30 % inférieurs). En revanche, les prix variaient davantage pour le logement, l'eau et l'énergie, allant de 95 % au-dessus de la moyenne de l'UE en Irlande et de 94 % au-dessus de la moyenne au Danemark, à 62 % en dessous de la moyenne en Bulgarie et 61 % en dessous de la moyenne en Pologne.

# Dépense de consommation des ménages

## Structure du budget des ménages

(part en pourcentage du total des dépenses de consommation des ménages, UE, janvier 2023 et 2024)



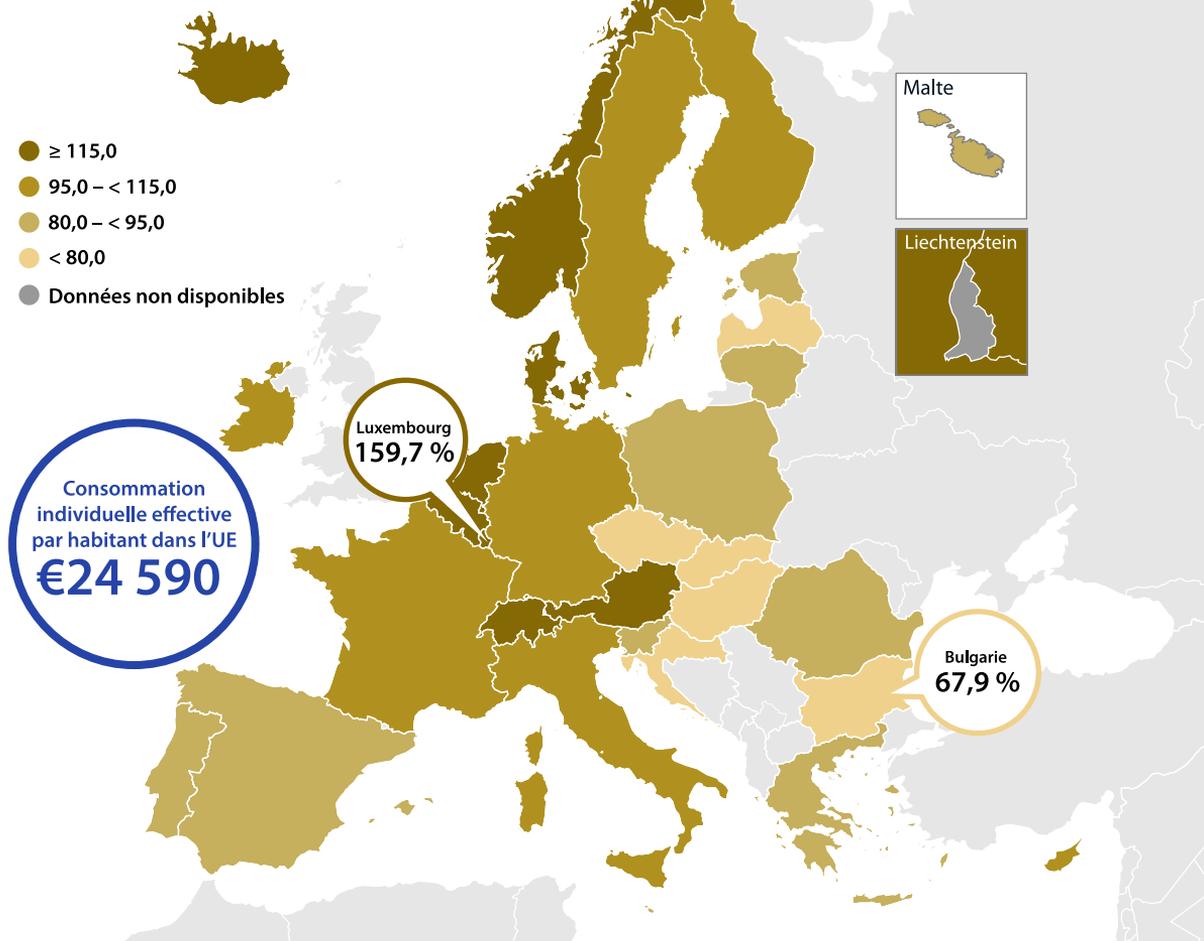
En janvier 2024, les plus grandes catégories de dépense de consommation des ménages dans l'UE étaient les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées; les transports; et le logement, l'eau et l'énergie. Ensemble, elles représentaient près de la moitié (46,3 %) des dépenses totales. Ces 3 catégories ont été caractérisées par de fortes hausses des prix au cours des deux à trois dernières années, soulignant leur rôle en relation avec la crise du coût de la vie.

Dans l'ensemble de l'UE, on a constaté, entre janvier 2023 et janvier 2024, des baisses de la part des dépenses des ménages consacrées aux produits alimentaires et aux boissons non alcoolisées (- 0,4 point de pourcentage), au logement, à l'eau et à l'énergie (- 0,4 point) et à l'équipement ménager et l'entretien courant de l'habitation (- 0,3 point). En revanche, la part des dépenses consacrées à la restauration et à l'hôtellerie a enregistré une augmentation notable (+ 0,7 point).

Source: Eurostat (code de données en ligne: [prc\\_hicp\\_inw](#))

## Consommation individuelle effective par habitant

(UE = 100, sur la base des SPA, 2023)



Remarque: HR, IS et NO: 2022. CH: 2020.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama\\_10\\_pc](#))

La consommation individuelle effective, qui est fondée sur la consommation des ménages, peut être plus utile que le PIB pour comparer le bien-être relatif des consommateurs dans différents pays.

Au sein de l'UE, la [consommation individuelle effective](#) par habitant a augmenté, passant de 23 230 EUR en 2022 à 24 590 EUR en 2023.

Les informations présentées sur la carte sont fondées sur des données en SPA et exprimées sous la forme d'un indice par rapport à la moyenne de l'UE (établie à 100). Les écarts entre le PIB et la consommation individuelle peuvent résulter de différents facteurs. Par exemple, les travailleurs frontaliers

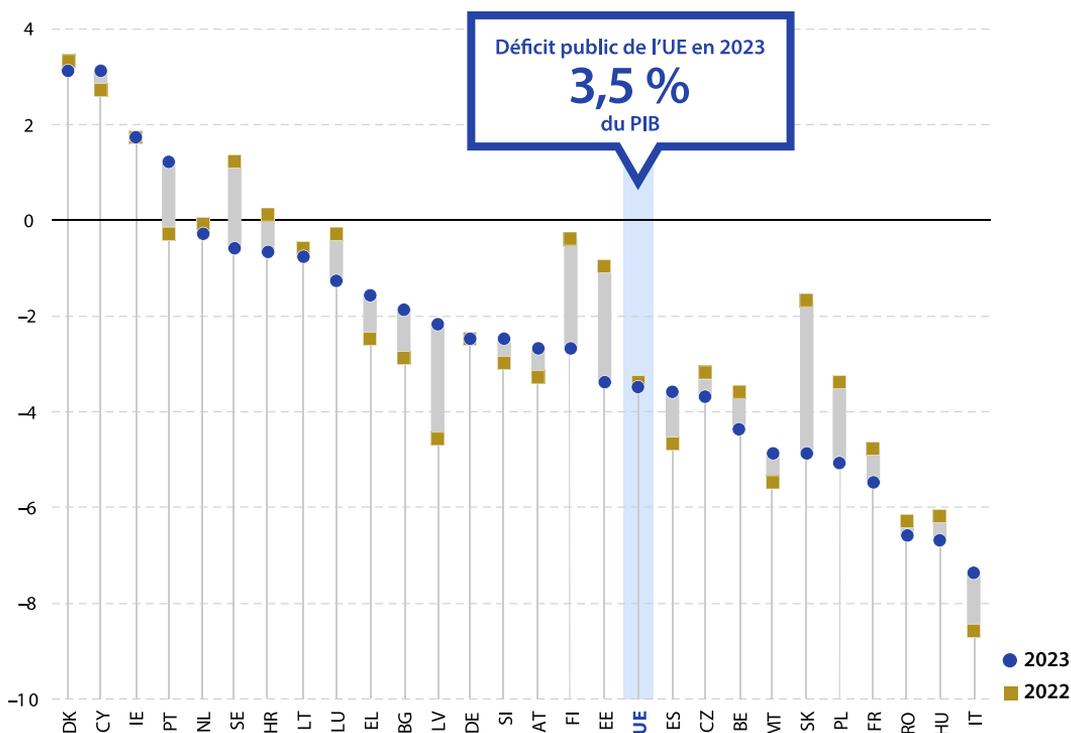
contribuent au PIB du pays dans lequel ils travaillent, mais leur consommation est enregistrée dans leur pays d'origine. Les entreprises à capitaux étrangers contribuent au PIB du pays où elles opèrent, mais peuvent transférer des revenus à leurs propriétaires étrangers.

En 2023, la valeur la plus élevée parmi les pays de l'UE était de 159,7 % au Luxembourg, ce qui indique que la consommation individuelle effective en SPA était supérieure de 59,7 % à la moyenne de l'UE. En revanche, la consommation individuelle effective par habitant était inférieure de près d'un tiers à la moyenne de l'UE en Bulgarie (67,9 %) et en Hongrie (68,0 %).

# Finances publiques

## Déficit/Excédent public

(en pourcentage du PIB, 2022 et 2023)



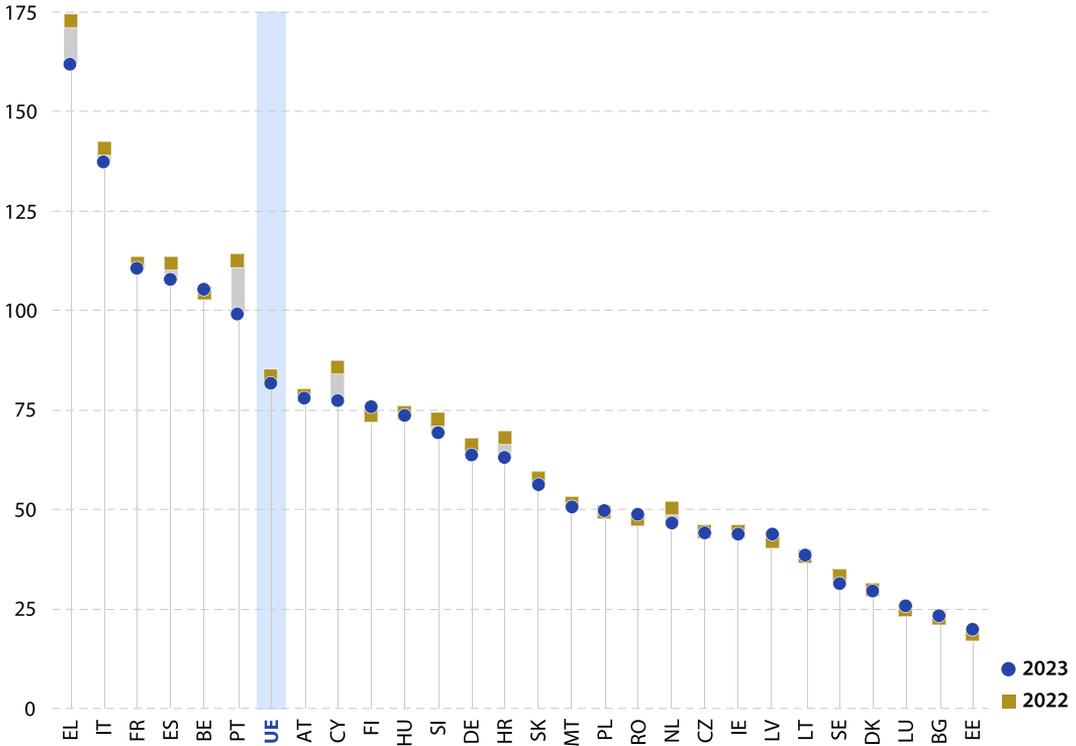
Source: Eurostat (code de données en ligne: [gov\\_10dd\\_edpt1](#))

En 2023, le déficit public s'est stabilisé dans l'ensemble de l'UE, après s'être réduit en 2021 et 2022. En 2023, le déficit représentait 3,5 % du PIB, contre 3,4 % en 2022.

Un excédent budgétaire a été enregistré en 2023 dans quatre des pays de l'UE; les excédents les plus élevés ont été observés au Danemark et à Chypre (3,1 % du PIB dans les deux cas), suivis de l'Irlande (1,7 %) et du Portugal (1,2 %). Les déficits les plus importants ont été enregistrés en Italie (7,4 % du PIB), en Hongrie (6,7 %) et en Roumanie (6,6 %), tandis que la France, la Pologne, la Slovaquie, Malte, la Belgique, la Tchéquie, l'Espagne et l'Estonie ont également enregistré des déficits supérieurs à 3,0 % de leur PIB.

## Dettes publiques brutes

(en pourcentage du PIB, 2022 et 2023)



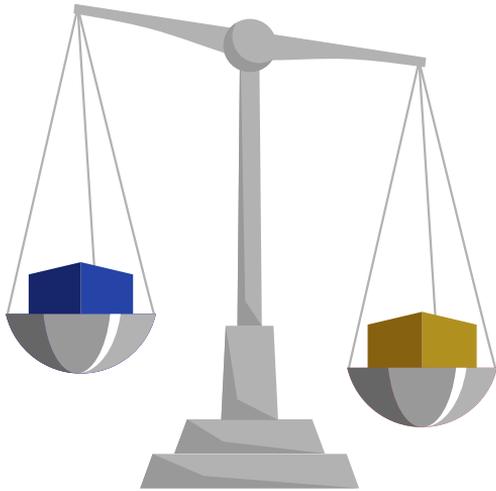
Source: Eurostat (code de données en ligne: [gov\\_10dd\\_edpt1](#))



La **dette brute consolidée** dans l'UE représentait 81,7 % du PIB en 2023, soit une baisse de 1,7 point de pourcentage par rapport à 2022 et une chute de 8,3 % par rapport au pic de 90,0 % en 2020 (reflétant l'effet de la crise de la COVID-19 cette année-là). En 2023, la dette consolidée la plus élevée a été enregistrée en Grèce, avec 161,9 % du PIB. L'Italie, la France, l'Espagne, la Belgique et le Portugal étaient les seuls autres pays de l'UE à enregistrer un ratio supérieur à la moyenne de l'UE, tandis que sept autres pays de l'UE ont enregistré un ratio supérieur à 60,0 %. À l'autre extrémité, le ratio le plus bas a été observé en Estonie (19,6 %).

Dans la majorité des pays de l'UE, une chute de la dette par rapport au PIB a été enregistrée en 2022 et 2023. Les diminutions les plus importantes ont été enregistrées au Portugal (- 13,3 points) en Grèce (- 10,8 points) et à Chypre (- 8,3 points). Neuf pays ont connu une hausse de leur dette par rapport au PIB en 2023, la plus forte augmentation ayant été enregistrée en Finlande (+ 2,3 points) et en Lettonie (+ 1,8 point).

# Commerce international

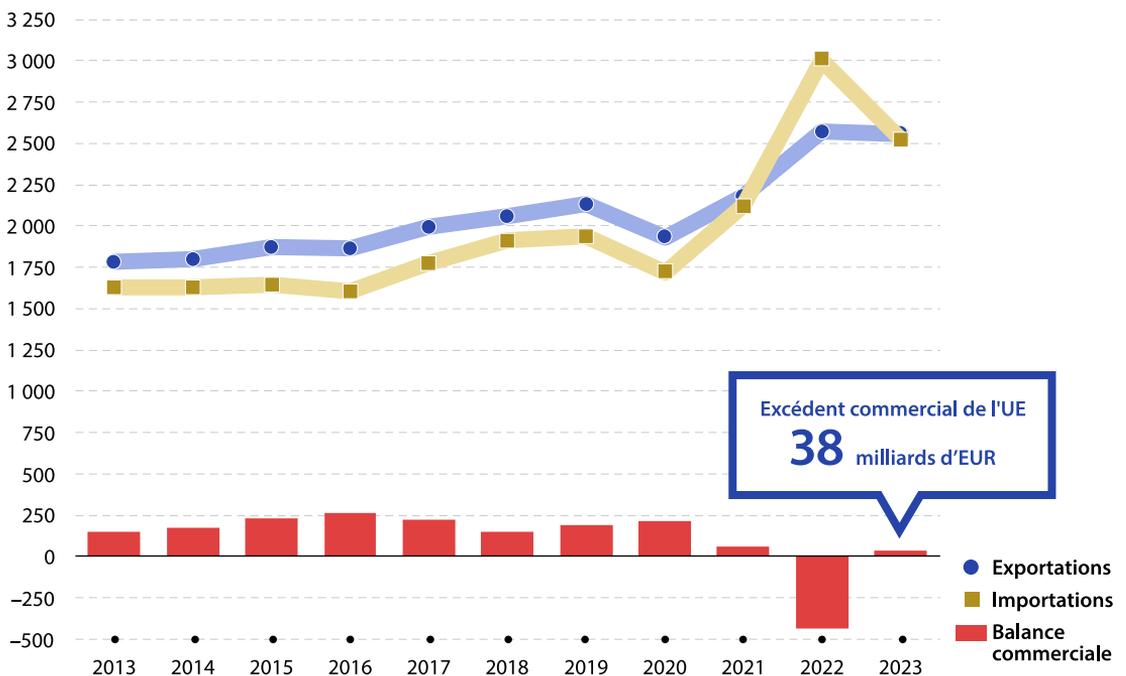


## Commerce international de biens avec les pays tiers

(milliards d'euros, UE, 2013-2023)

Après avoir enregistré un **excédent commercial** pour les échanges de biens pendant 10 années consécutives jusqu'en 2021, l'UE a enregistré un **déficit** en 2022. Cette situation s'est inversée en 2023, alors que la valeur des biens exportés de l'UE vers les pays tiers a été estimée à 2 557 milliards d'EUR, soit 38 milliards d'EUR de plus que la valeur des biens importés dans l'UE.

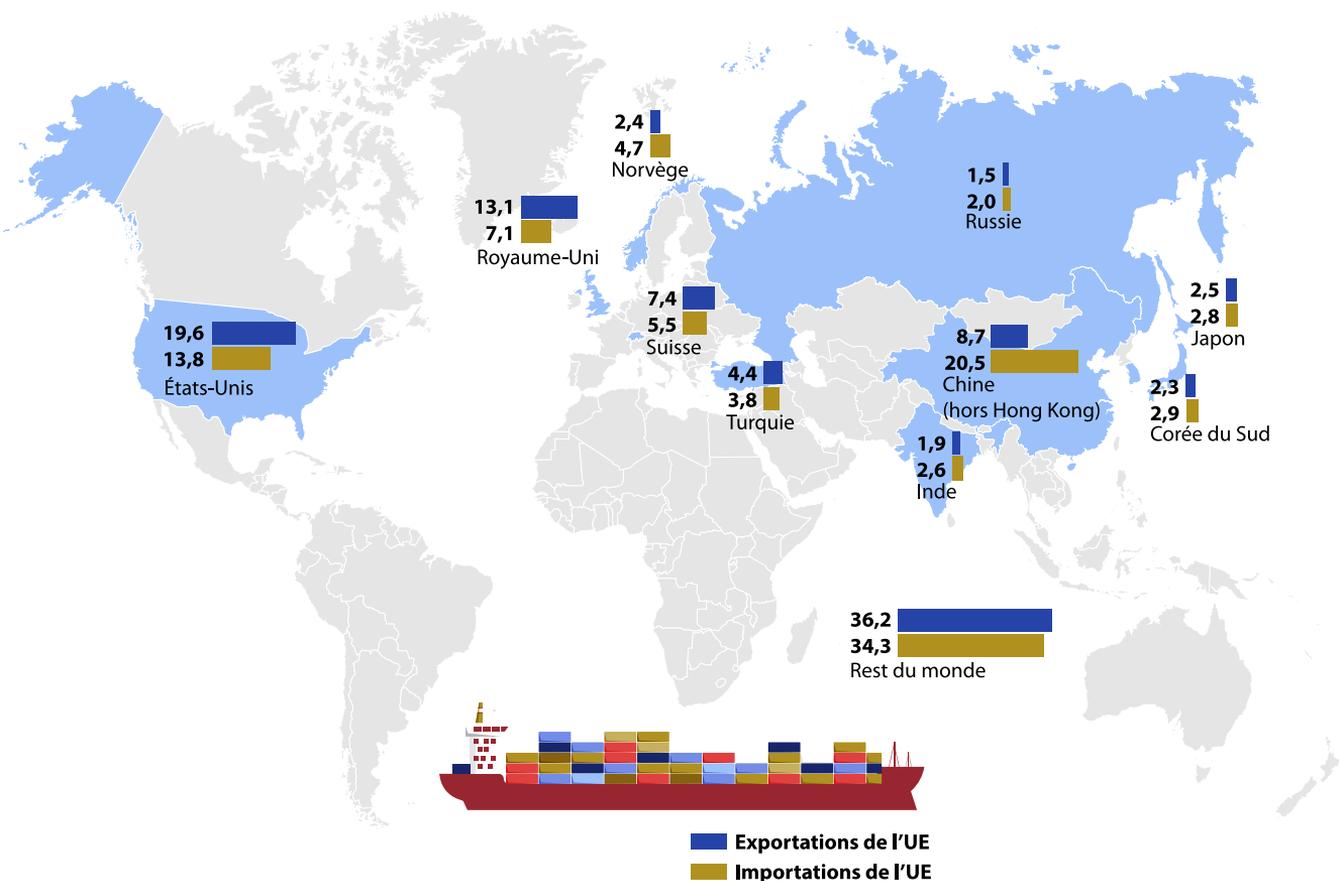
En 2023, les exportations de l'UE étaient inférieures de 0,5 % à celles de l'année précédente, tandis que les importations ont diminué de 16,2 %. Il est à noter que les données de cette section sont indiquées en prix courants et qu'une partie de la réduction rapide dans la valeur des importations peut être attribuée à la chute des prix, en particulier pour les produits énergétiques.



Source: Eurostat (code de données en ligne: [ext\\_lt\\_intratrd](#))

## Top 10 des partenaires de l'UE pour le commerce international de biens

(part en pourcentage du total des partenaires, UE, 2023)



Remarque: les chiffres indiquent la part des exportations de l'UE vers les pays tiers et la proportion des importations de l'UE en provenance des pays tiers. Sélection en fonction de la proportion moyenne des exportations et des importations.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [ext\\_lt\\_maineu](https://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?code=ext_lt_maineu))

En 2023, les États-Unis étaient le premier marché d'exportation de l'UE, représentant 19,6 % de la valeur totale des biens exportés en dehors de l'UE. Le deuxième plus grand marché d'exportation des biens de l'UE était le Royaume-Uni (13,1 %), suivi de la Chine (hors Hong Kong; 8,7 %).

La situation était différente du côté des importations, dans la mesure où plus d'un cinquième (20,5 %) de tous les biens importés au sein de l'UE en 2023 venaient de Chine (hors Hong Kong). Les États-Unis étaient le deuxième plus grand pays d'origine des importations dans l'UE (13,8 %).

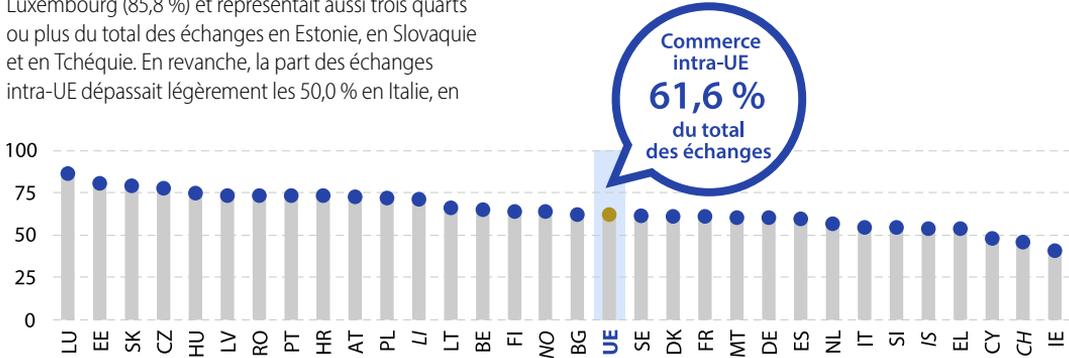
Entre 2022 et 2023, l'importance relative de la Russie comme principal partenaire commercial de l'UE a diminué. Cela reflétait l'incidence des sanctions/restrictions imposées par l'UE à la suite de l'agression militaire russe contre l'Ukraine ainsi que de la baisse des prix des produits énergétiques. Les exportations de l'UE vers la Russie étaient inférieures de 30,3 % en 2023 par rapport à celles de 2022, et les importations en provenance de Russie étaient inférieures de 75,0 %.

## Commerce international de biens avec les pays de l'UE

(part en pourcentage du commerce avec tous les partenaires (intra- et extra-UE); 2023)

En 2023, 61,6 % du commerce de biens des pays de l'UE concernaient des échanges entre ces pays. La part relative des échanges intra-UE était la plus élevée au Luxembourg (85,8 %) et représentait aussi trois quarts ou plus du total des échanges en Estonie, en Slovaquie et en Tchéquie. En revanche, la part des échanges intra-UE dépassait légèrement les 50,0 % en Italie, en

Slovénie et en Grèce, tandis que Chypre (47,6 %) et l'Irlande (40,6 %) ont enregistré davantage d'échanges de biens extra-UE que d'échanges intra-UE.

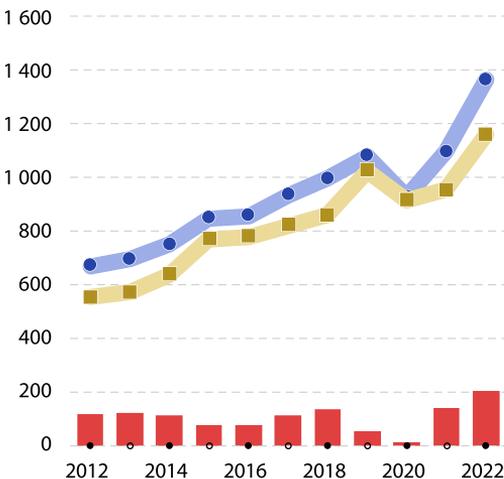


Remarque: calcul basé sur la valeur moyenne des exportations et des importations.

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [ext\\_lt\\_intratrd](#) et [ext\\_lt\\_intercc](#))

## Commerce international de services avec les pays tiers

(milliards d'euros, UE, 2012-2022)

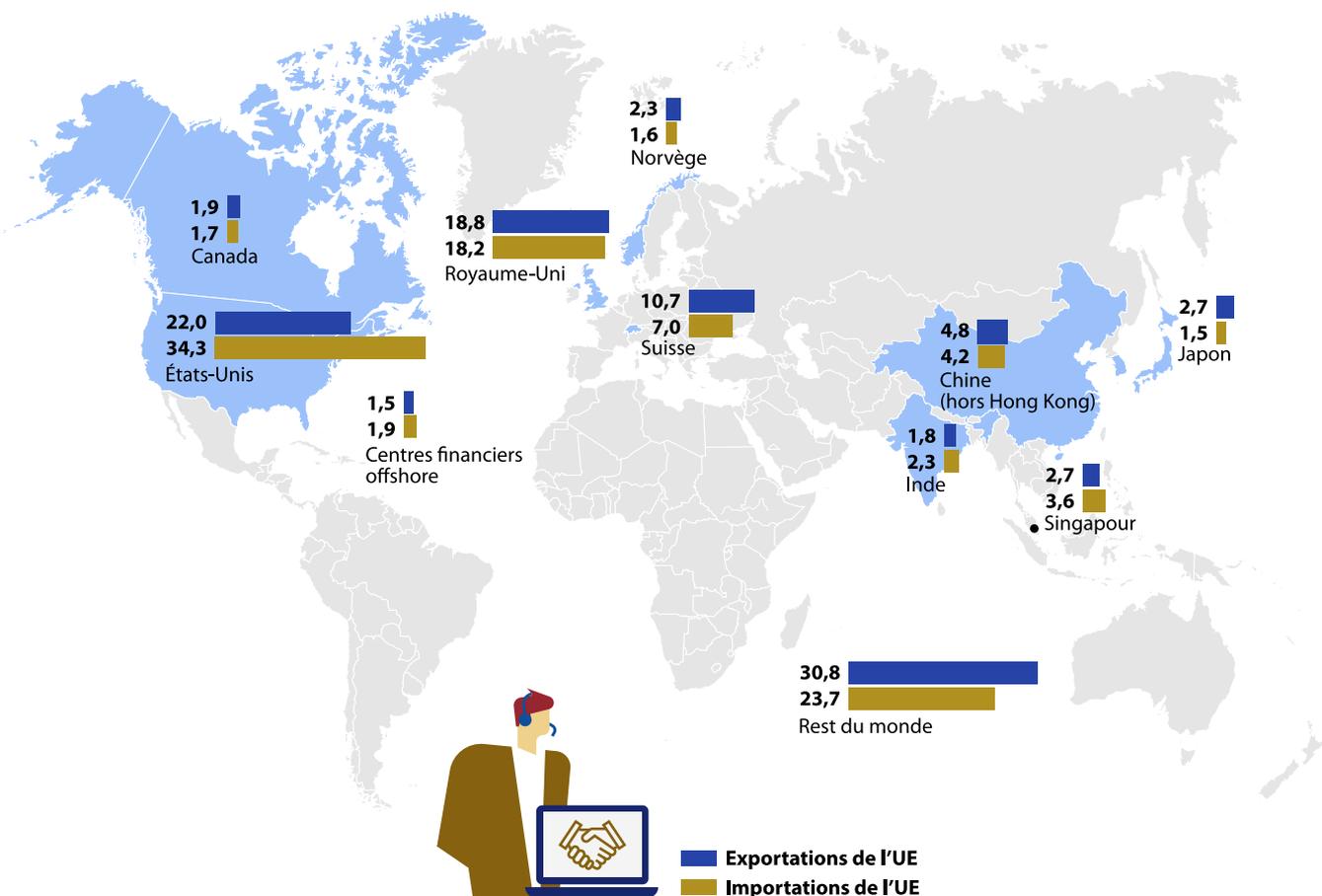


Ces dernières années, la valeur du commerce mondial de services a rapidement augmenté. Cette tendance a également été observée dans l'ensemble de l'UE. En 2022, les exportations de services de l'UE vers les pays tiers étaient estimées à 1 361 milliards d'EUR et les importations vers l'UE à 1 155 milliards d'EUR. L'UE a enregistré un excédent commercial pour les échanges de services au cours de la période 2012-2022, l'excédent de 206 milliards d'EUR de 2022 étant le plus élevé enregistré au cours de cette période.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [bop\\_its6\\_det](#))

## Top 10 des partenaires de l'UE pour le commerce international de services

(part en pourcentage du total des partenaires, UE, 2022)



Remarque: les chiffres indiquent la part des exportations de l'UE vers les pays tiers et la proportion des importations de l'UE en provenance des pays tiers. Sélection en fonction de la part moyenne des exportations et des importations. Les données relatives aux centres financiers offshore excluent Singapour (pour lequel les informations sont indiquées séparément).

Source: Eurostat (code de données en ligne: [bop\\_its6\\_tot](#))

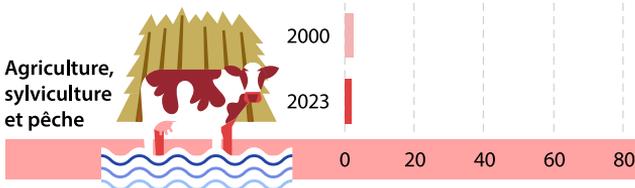
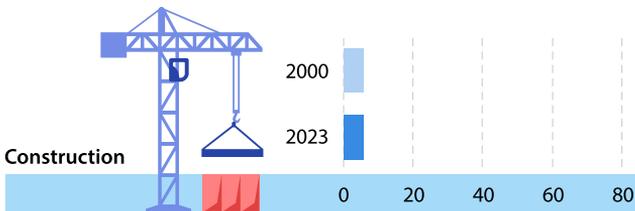
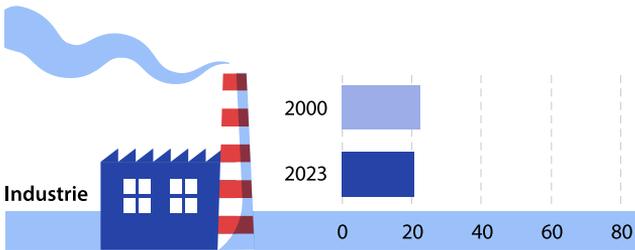
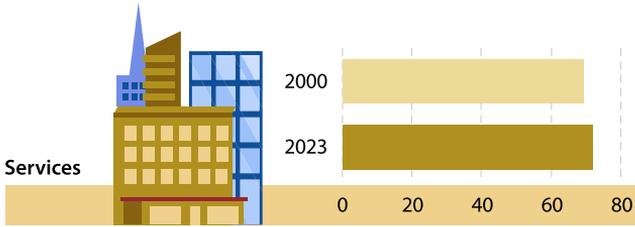
En 2022, les principaux partenaires commerciaux de l'UE dans le domaine des services étaient les États-Unis et le Royaume-Uni. Environ un cinquième des services exportés depuis l'UE étaient destinés aux États-Unis (22,0 %) et au Royaume-Uni (18,8 %). La Suisse était le troisième partenaire

commercial le plus important pour les exportations de services de l'UE (10,7 %). En revanche, plus d'un tiers (34,3 %) des services importés dans l'UE à partir de pays tiers provenait des États-Unis, suivis d'assez loin par le Royaume-Uni (18,2 %).

# Entreprises

## Évolution de la structure sectorielle de la valeur ajoutée

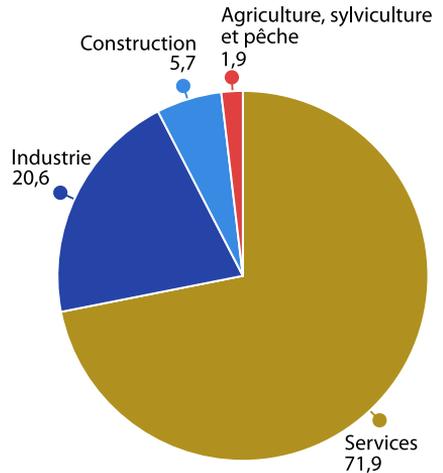
(part en pourcentage de la valeur ajoutée totale par secteur, UE, 2000 et 2023)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama\\_10\\_a10](#))

## Valeur ajoutée par secteur

(part en pourcentage de la valeur ajoutée totale, UE, 2023)



Remarque: le total des parts n'est pas égal à 100,0 % en raison des valeurs arrondies.

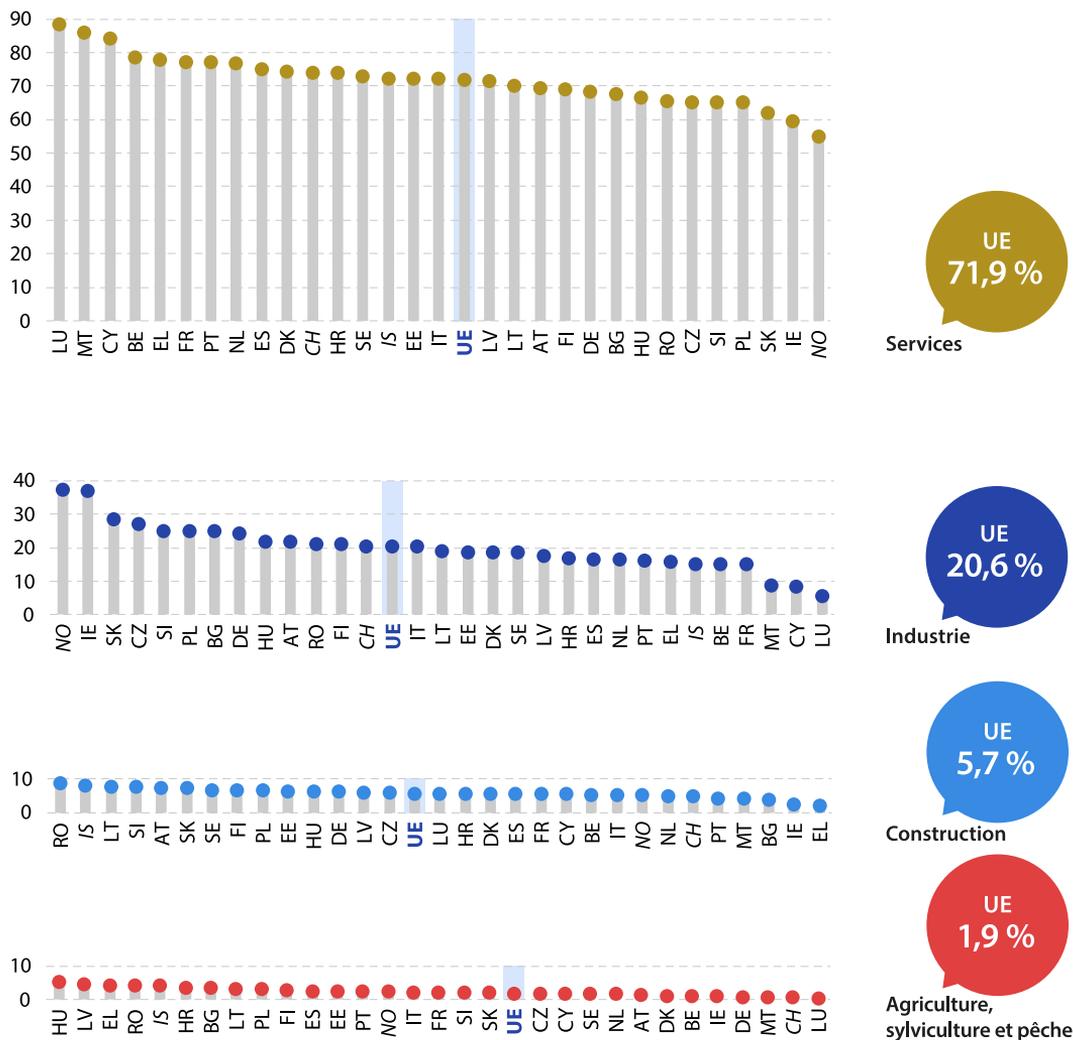
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama\\_10\\_a10](#))

Entre 2000 et 2023, la part de la valeur ajoutée totale de l'UE générée dans le secteur des services est passée de 69,2 % à 71,9 %, principalement en raison de l'augmentation de la production dans les secteurs de l'administration publique, de la défense, de l'éducation, de la santé humaine et de l'action sociale, ainsi que de la production du commerce et de la distribution, des transports, de l'hébergement et de la restauration. Certains autres pans de l'économie de l'UE se sont contractés en termes relatifs: la part de l'industrie est passée de 22,6 % à 20,6 %, tandis que la part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche est passée de 2,5 % à 1,9 %. La part de la valeur ajoutée dans la construction était de 5,7 % en 2000 et en 2023.

Si l'on examine l'évolution entre 2022 et 2023, la valeur ajoutée a augmenté (en prix courants) pour tous les pans de l'économie de l'UE. La hausse la plus rapide a été enregistrée dans le secteur de la construction (+ 10,7 %), suivi par l'industrie (7,1 %) et les services (6,9 %). Entre 2022 et 2023, l'augmentation la plus faible a été observée dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche (+ 5,6 %).

## Valeur ajoutée brute par secteur

(part en pourcentage de la valeur ajoutée totale, 2023)



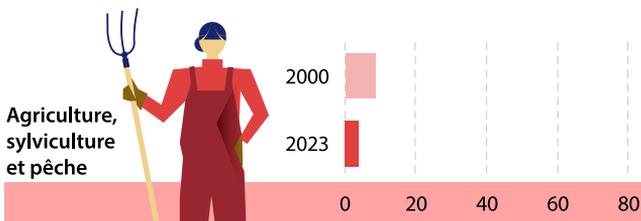
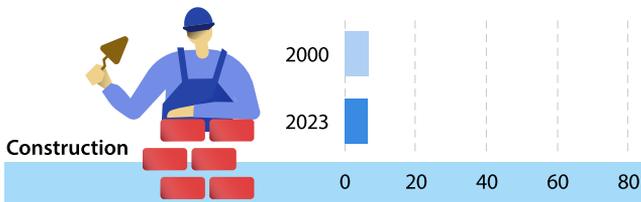
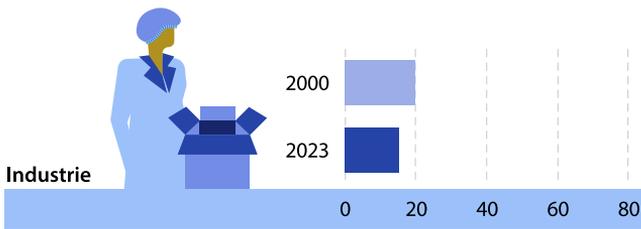
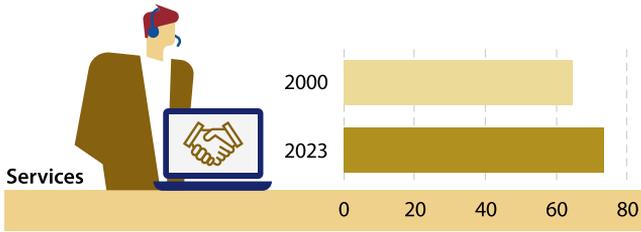
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama\\_10\\_a10](#))

En 2023, la part des services dans la valeur ajoutée totale était supérieure à 80,0 % dans les économies touristiques que sont Malte et Chypre, bien que la part la plus élevée soit imputable au Luxembourg qui se caractérise par un important secteur des services financiers (88,3%). L'économie industrielle a contribué pour plus d'un tiers à la valeur ajoutée totale en Irlande (37,2 %), alors que sa deuxième contribution la plus élevée a été enregistrée en Slovaquie (28,6 %). La contribution relative la plus importante du secteur de la construction a été observée en Roumanie (8,8 %), tandis que la contribution la plus importante de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche a été enregistrée en Hongrie (5,4 %).



## Évolution de la structure sectorielle de l'emploi

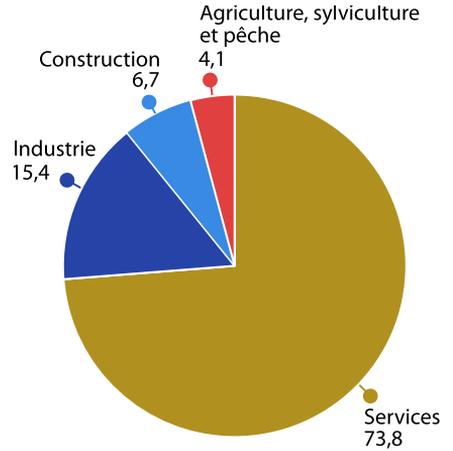
(part en pourcentage de l'emploi total, UE, 2000 et 2023)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama\\_10\\_a10\\_e](#))

## Emploi par secteur

(part en pourcentage de l'emploi total, UE, 2023)



Remarque: le total des proportions n'est pas égal à 100,0 % en raison des valeurs arrondies.

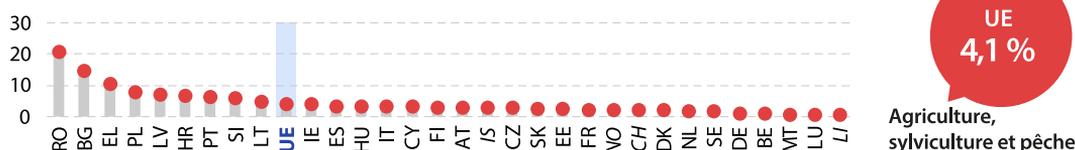
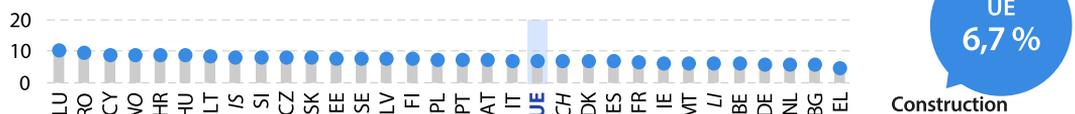
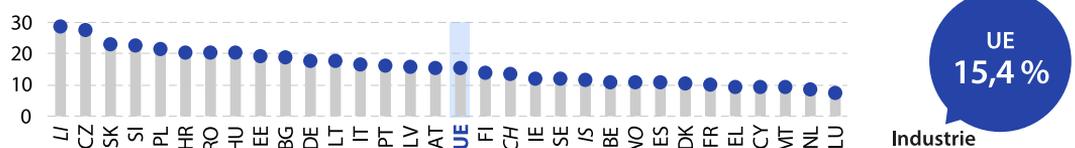
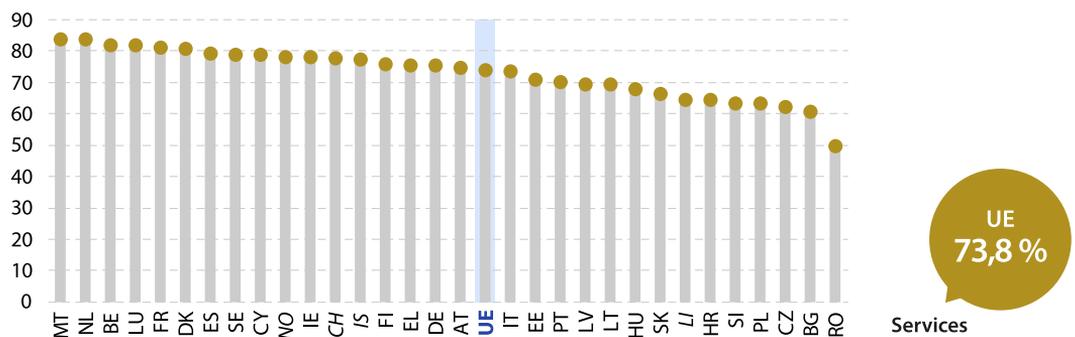
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama\\_10\\_a10\\_e](#))

La contribution des services à l'économie de l'UE a été légèrement plus importante sur le plan de l'emploi que sur celui de la valeur ajoutée. En 2023, les services ont apporté du travail à 73,8 % des personnes occupées au sein de l'UE, contre 64,6 % au tournant de ce millénaire. La part de chacun des autres secteurs a diminué entre 2000 et 2023. La part des personnes occupées dans l'économie industrielle a chuté de 19,9 % à 15,4 %, alors que la part des personnes occupées dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche a diminué de plus de moitié, passant de 8,6 % à 4,1 %, et la part des personnes occupées dans la construction a chuté de 6,9 % à 6,7 %.

L'emploi au sein de l'UE a augmenté de 1,2 % en 2023, soit moins qu'en 2022, où il a augmenté de 2,0 %. En 2023, le nombre de personnes occupées a augmenté dans 3 des 4 grands groupes d'activités. Les services (+ 1,6 %), la construction (+ 1,1 %) et l'industrie (+ 0,2 %) ont enregistré une croissance, tandis que la seule baisse concerne l'agriculture, la sylviculture et la pêche (- 1,2 %).

## Secteurs d'emploi

(part en pourcentage de l'emploi total, 2023)



Remarque: HR et LI, 2022.

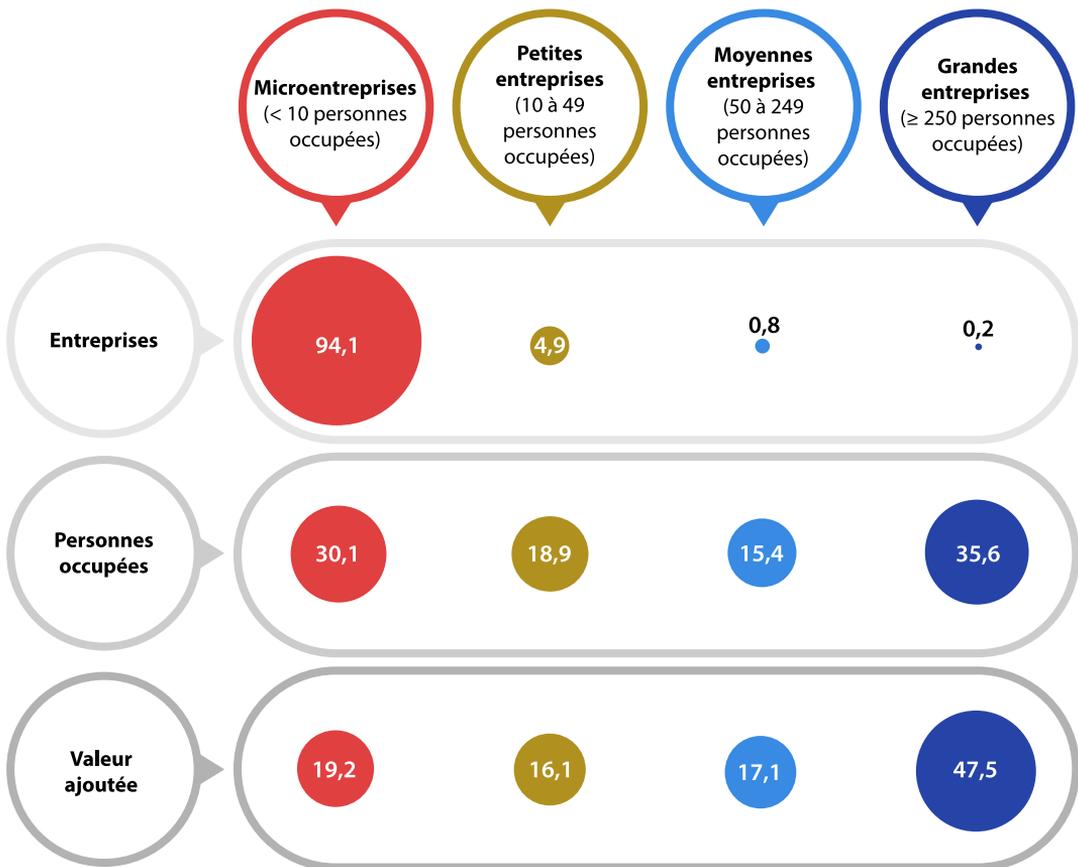
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama\\_10\\_a10\\_e](#))

Parmi les pays de l'UE, la Roumanie enregistrait la plus faible part (49,4 %) de personnes occupées dans le secteur des services en 2023. En revanche, les services apportaient du travail à 83,6 % des personnes occupées à Malte et à 83,5 % des personnes occupées aux Pays-Bas. La Tchéquie était le seul pays de l'UE à indiquer que l'industrie représentait plus d'un quart (27,5 %) du total de la population active. La Roumanie (20,9 %) était caractérisée par une part importante du total des emplois dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche, tandis que le Luxembourg (10,1 %) était le seul pays de l'UE à indiquer que plus d'un dixième de sa population active était occupée dans la construction.



## Structure par classe de taille des entreprises de l'économie marchande

(part pour chaque classe de taille des entreprises en pourcentage, UE, 2021)



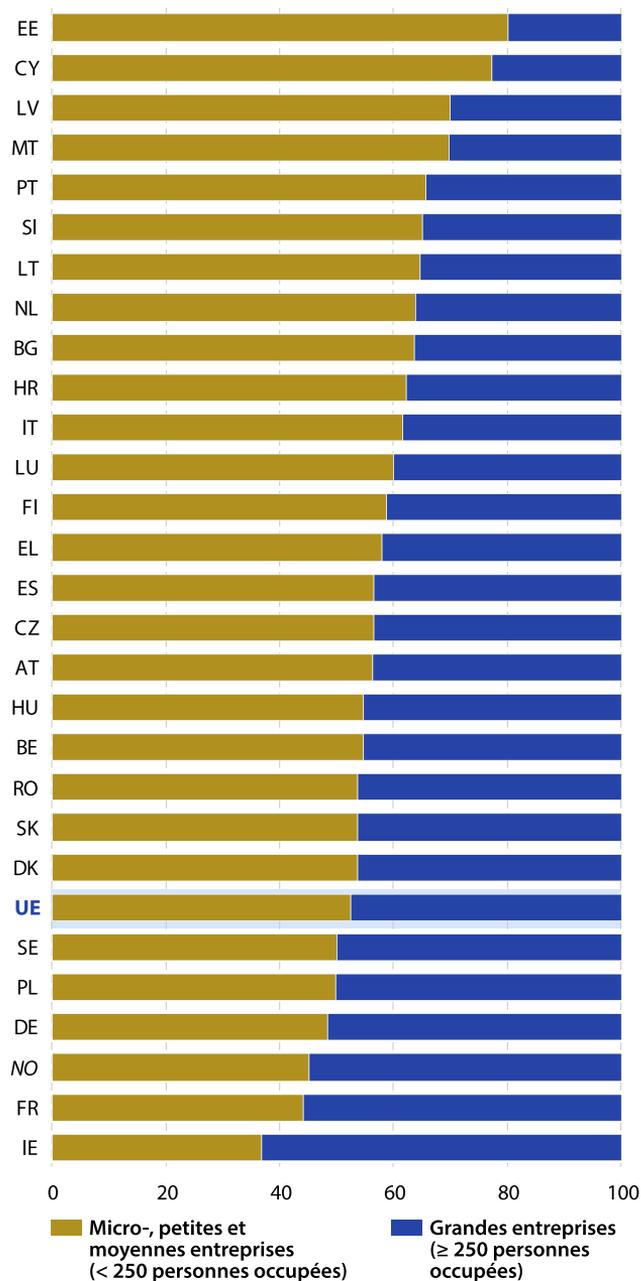
Remarque: l'économie marchande comprend les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et de la distribution, ainsi que les services marchands.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [sbs\\_sc\\_ovw](#))

En 2021, une écrasante majorité (94,1 %) des [entreprises](#) de l'économie marchande de l'UE occupaient moins de 10 personnes et étaient, par conséquent, classées comme microentreprises. À l'inverse, seulement 0,2 % de toutes les entreprises de l'UE en 2021 occupaient 250 personnes ou plus, et étaient classées comme grandes entreprises. Le poids économique des grandes entreprises de l'UE était considérablement supérieur sur le plan de l'[emploi](#) et de la [valeur ajoutée](#), du fait qu'elles fournissaient un emploi à plus d'un tiers (35,6 %) des personnes occupées dans l'économie marchande de l'UE et contribuaient à près de la moitié (47,5 %) de sa valeur ajoutée.

## Proportions de la valeur ajoutée dans l'économie marchande par classe de taille des entreprises

(part pour chaque classe de taille des entreprises en pourcentage, 2021)



Les petites et moyennes entreprises (aussi appelées PME ou «petites entreprises»), soit les entreprises occupant moins de 250 personnes, sont souvent considérées comme l'épine dorsale de l'économie de l'UE, apportant de l'emploi et des possibilités de croissance.

En 2021, il y avait 30,9 millions de PME dans l'économie marchande de l'UE. Elles occupaient 100,5 millions de personnes et ont généré une valeur ajoutée de 4 930 milliards d'EUR. La contribution des PME à l'économie était particulièrement notable en Estonie et à Chypre (il est à noter que la couverture des activités est incomplète), où les PME étaient responsables de plus des trois quarts de la valeur ajoutée de l'économie marchande.

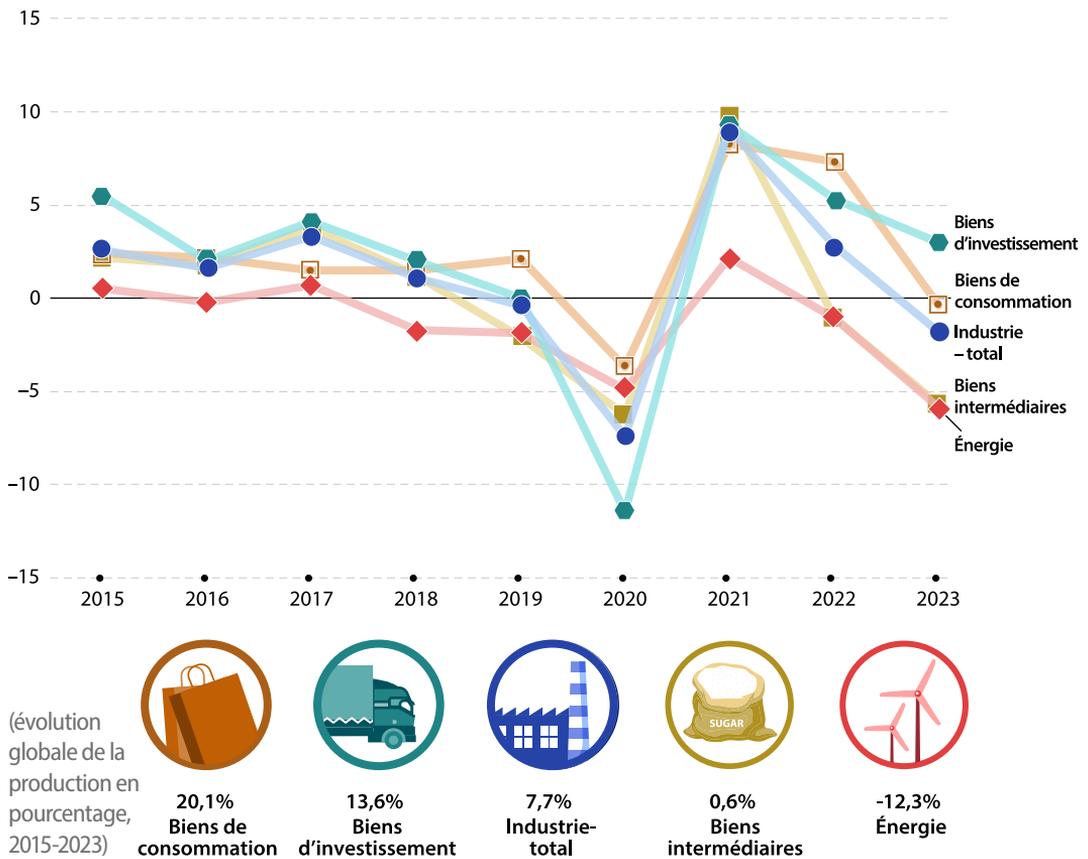
En revanche, les grandes entreprises (occupant 250 personnes ou plus) représentaient plus de trois cinquièmes (63,1 %) de la valeur ajoutée de l'économie marchande de l'Irlande et au moins la moitié de la valeur ajoutée en France, en Allemagne, en Pologne et en Suède.

Remarque: PT, à l'exclusion des activités immobilières. CY: à l'exclusion des industries extractives; de la production et de la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné; des arts, des spectacles et des loisirs.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [sbs\\_sc\\_sca\\_r2](#))

## Évolution du volume de production industrielle

(évolution annuelle en pourcentage, UE, 2015-2023)



Remarque: l'industrie comprend les sections B à D de la NACE.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [sts\\_inpr\\_a](#))

En termes réels, la **production industrielle** de l'UE a culminé en 2018, la production ayant diminué de 0,4 % en 2019 et de 7,4 % en 2020. En 2021, la production a rebondi (+ 9,1 %) et est ainsi revenue à un niveau supérieur au pic de 2018. La croissance de 2,8 % en 2022 a poursuivi cette évolution à la hausse. En 2023, la production industrielle a chuté de 1,8 %. Dans l'ensemble, elle a augmenté de 7,7 % en 2023 par rapport à 2015.

Au sein de l'UE, le niveau de production d'énergie a diminué (en termes réels) la plupart des années au cours de la période 2015-2023; de légères augmentations ont été enregistrées en 2015, 2017 et 2021. La baisse globale entre 2015 et 2023 s'est élevée à 12,3 %.

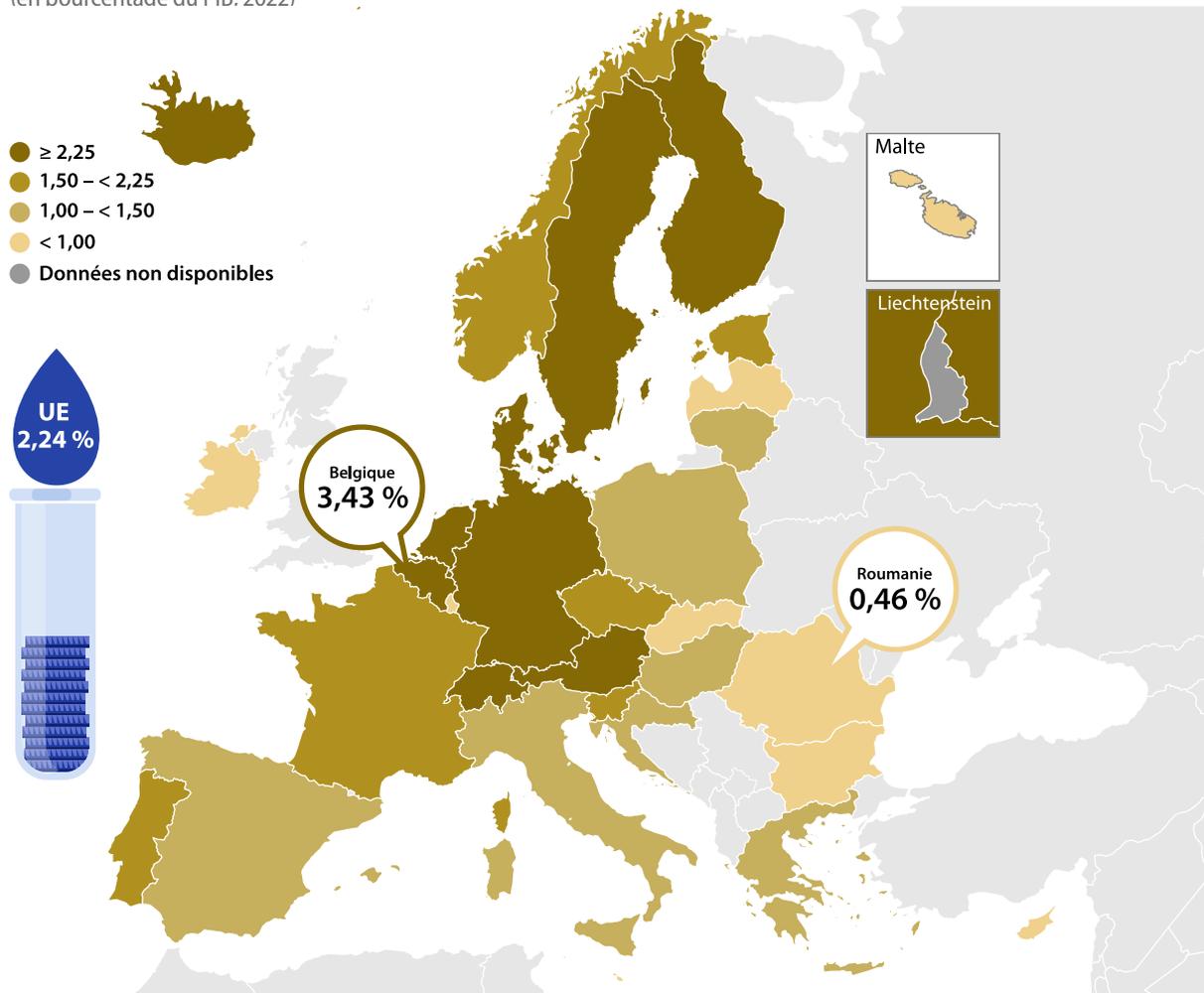
Les autres **groupes industriels** ont enregistré des augmentations de la production de l'UE entre 2015 et 2023, allant de 0,6 % pour le secteur des biens intermédiaires à 20,1 % pour le secteur des biens de consommation en passant par 13,6 % pour le secteur des biens d'équipement.

Ces 3 groupes ont tous connu une croissance pendant plusieurs années à partir de 2015, puis une forte contraction en 2020, suivie d'un solide rebond en 2021. La production des secteurs des biens d'équipement a continué de croître en 2022 et 2023, mais à un rythme progressivement plus lent. En revanche, les secteurs des biens de consommation ont enregistré un recul modéré en 2023, tandis que les secteurs des biens intermédiaires se sont contractés à la fois en 2022 (modérément) et en 2023 (plus fortement).

# Recherche et développement

## Dépense intérieure brute de R&D

(en pourcentage du PIB, 2022)



Remarque: CH, 2021.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [rd\\_e\\_gerdtot](#))

La recherche et le développement (R&D) et l'innovation sont essentiels pour apporter les solutions scientifiques et techniques nécessaires pour relever les défis de société mondiaux tels que le changement climatique ou le vieillissement actif et en bonne santé. Les dépenses intérieures brutes de R&D de l'UE s'élevaient à 355 milliards d'EUR en 2022, soit une hausse de 7,1 % par rapport à 2021. Il est à noter que ce taux d'évolution est en prix courants.

Les dépenses intérieures brutes de R&D sont souvent exprimées par rapport au PIB, ce qui permet de dégager un indicateur qui est également dénommé intensité de R&D. L'intensité de R&D au sein de l'UE a dépassé 2,00 % pour la première fois en 2011 et a continué de progresser de manière pratiquement ininterrompue jusqu'en 2020, pour atteindre 2,30 %. Avec la reprise de l'activité économique après la crise de la COVID-19 à un rythme plus soutenu que la hausse des dépenses de R&D, l'intensité de R&D de l'UE est retombée à 2,27 % en 2021 et à 2,24 % en 2022.

# Tourisme

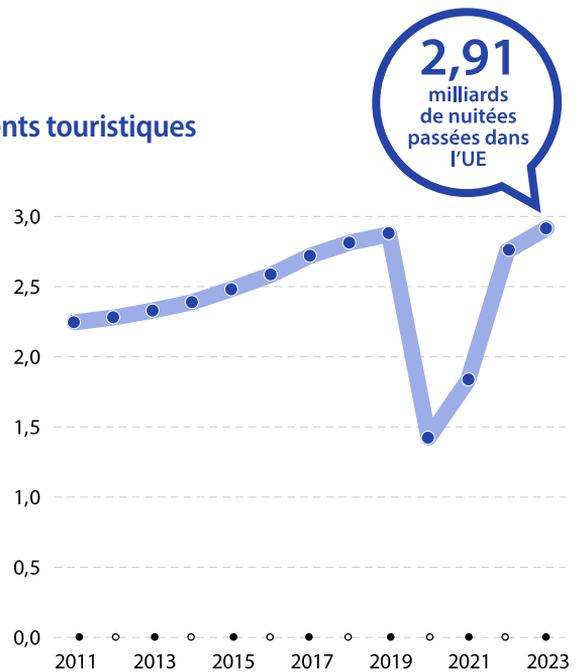
## Nombre de nuitées dans les hébergements touristiques

(milliards de nuitées, UE, 2011-2023)

Le [tourisme](#) a été sévèrement touché par la crise de la COVID-19. Le nombre total de [nuitées](#) dans les [hébergements touristiques](#) au sein de l'UE a diminué de moitié entre 2019 (2,87 milliards de nuitées) et 2020 (1,42 milliard). Le nombre de nuitées dans des hébergements touristiques s'est partiellement redressé en 2021 et 2022, pour atteindre respectivement 1,83 milliard et 2,75 milliards. En 2023, ce chiffre a dépassé le niveau observé avant la pandémie, avec 2,91 milliards de nuitées au sein de l'UE.

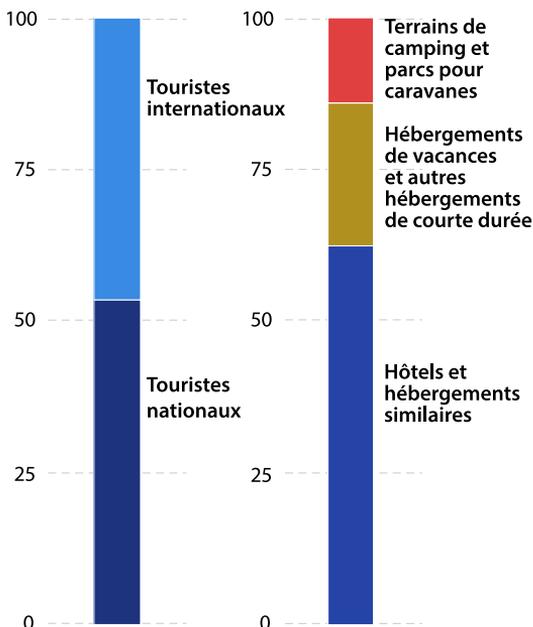
Remarque: ces statistiques concernent tant les voyageurs d'affaires que les touristes.

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [tour\\_occ\\_ninat](#) et [tour\\_occ\\_nim](#))



## Répartition des nuitées dans les hébergements touristiques

(%, UE, 2023)



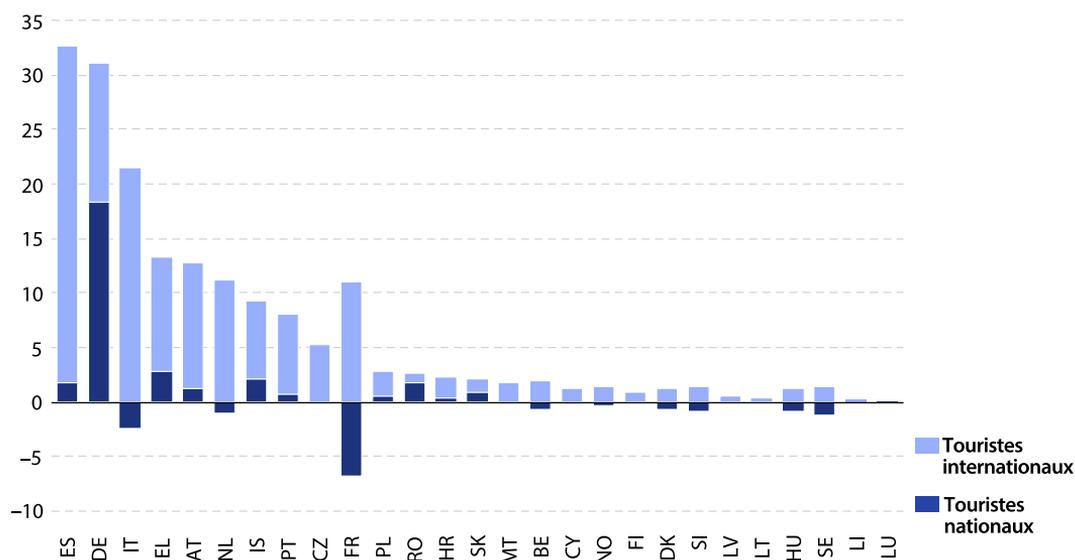
Source: Eurostat (code de données en ligne: [tour\\_occ\\_nim](#))

On a de nouveau observé qu'en 2023 dans l'UE, les nuitées passées dans des hébergements touristiques étaient réparties relativement équitablement entre les touristes nationaux (qui sont résidents du pays dans lequel ils séjournent) et les touristes internationaux, tandis que les touristes nationaux étaient majoritaires pendant la crise de la COVID-19. En 2023, les touristes nationaux représentaient 53,4 % du nombre total de nuitées dans les hébergements touristiques de l'UE.

La part des nuitées passées par les touristes dans des [hôtels](#) et des hébergements similaires, des hébergements de vacances et [autres hébergements de courte durée](#), et des [terrains de camping](#) a également retrouvé sa structure d'avant la pandémie. Les hôtels et les hébergements similaires représentaient 62,9 % des nuitées dans des hébergements touristiques de l'UE en 2023, contre 23,7 % dans des hébergements de vacances et autres hébergements de courte durée et 13,5 % dans des terrains de camping.

## Variation annuelle du nombre de nuitées dans les hébergements touristiques

(millions de nuitées, 2023)



Remarque: BG, EE et IE, non disponible.

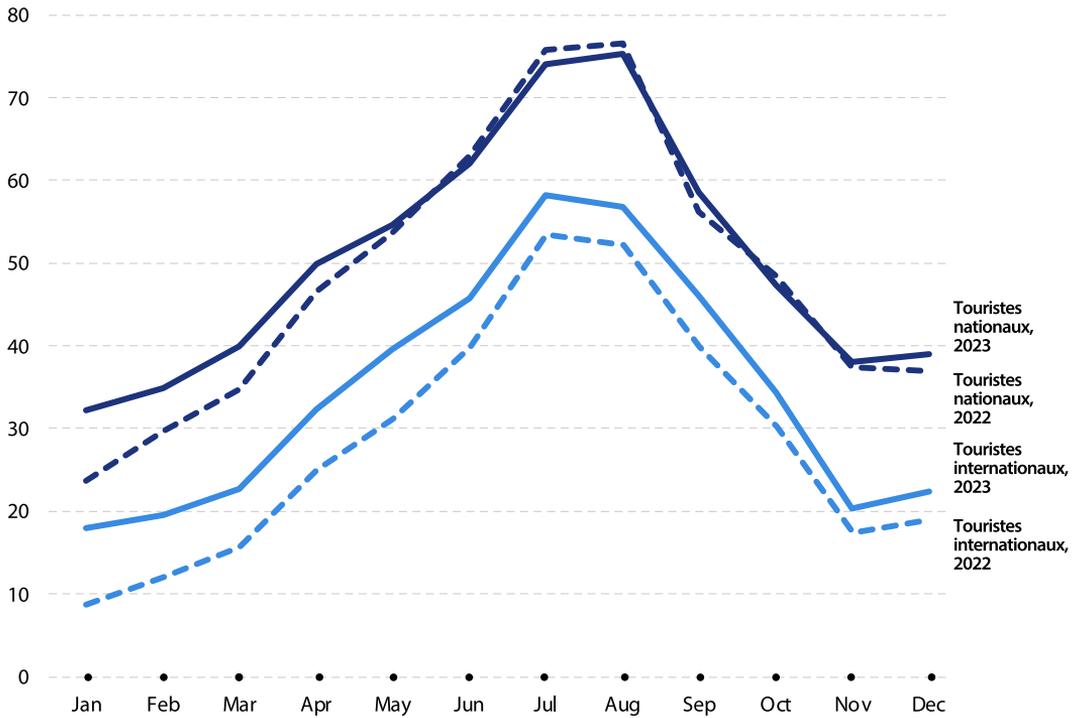
Source: Eurostat (codes de données en ligne: [tour\\_occ\\_ninat](#) et [tour\\_occ\\_nim](#))

Dans l'ensemble, presque tous les pays de l'UE ont enregistré un plus grand nombre de nuitées dans des hébergements touristiques en 2023 qu'en 2022; le Luxembourg est la seule exception car ce chiffre y était stable. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Espagne et en Allemagne, avec respectivement 32,6 et 31,0 millions de nuitées supplémentaires. En 2023, l'Allemagne a enregistré la plus forte hausse du nombre de nuitées passées par des touristes nationaux, avec une augmentation de 18,3 millions de nuitées par rapport à 2022. Pour les touristes internationaux, le nombre de nuitées a surtout augmenté en Espagne (+ 31,0 millions de nuitées) et en Italie (+ 21,6 millions).



## Arrivées dans les établissements d'hébergement

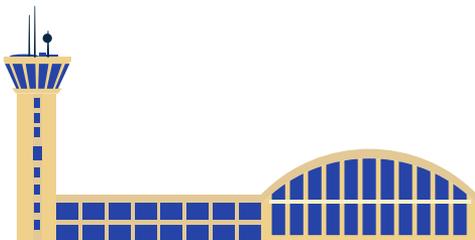
(millions d'arrivées, UE, 2022 et 2023)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [tour\\_occ\\_arm](#))

Le nombre d'arrivées dans des établissements d'hébergement touristique de l'UE a une forte composante saisonnière, avec un pic habituellement enregistré pendant les mois d'été. Au total, les mois de juillet et d'août représentaient 24,6 % des arrivées de touristes nationaux en 2023 et 28,0 % des arrivées de touristes internationaux. Les plus faibles parts d'arrivées ont été enregistrées en janvier, avec 5,3 % des arrivées de touristes nationaux et 4,2 % des arrivées de touristes internationaux.

Globalement, en 2023, le nombre d'arrivées de touristes internationaux dans l'UE est resté inférieur de 1,5 % à son niveau record atteint avant la crise en 2019; en revanche, le nombre d'arrivées de touristes nationaux en 2023 était supérieur de 2,2 % à celui de 2019.



# 3

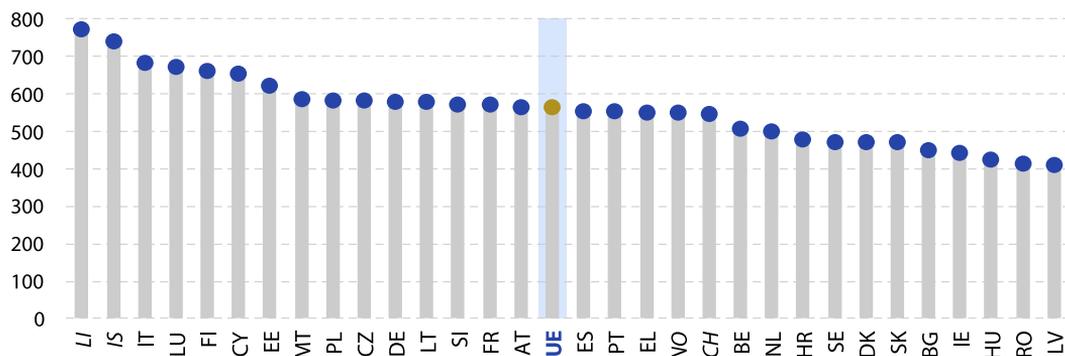
## Environnement et ressources naturelles



# Transports

## Voitures particulières

(nombre de voitures pour 1 000 habitants, 2022)



Source: Eurostat (codes de données en ligne: [road\\_eqs\\_carhab](#) et [demo\\_pjan](#))

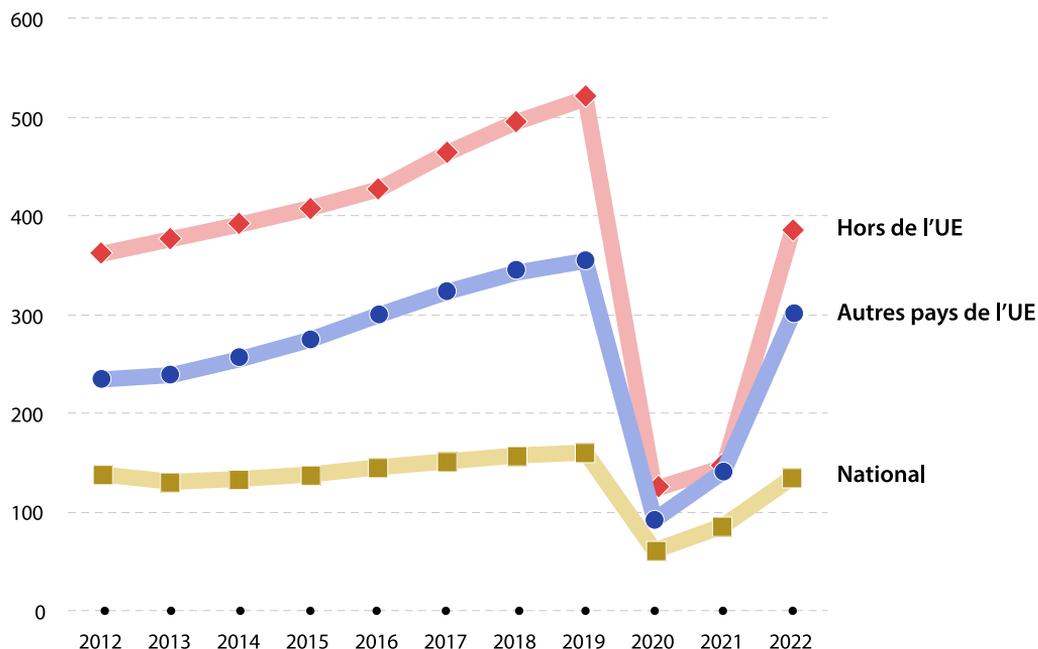


En 2022, il y avait près de 253 millions de [voitures particulières](#) sur les routes de l'UE, ce qui équivaut à 563 voitures pour 1 000 habitants ou à un peu plus d'une voiture pour deux personnes. Les taux de motorisation étaient les plus élevés en Italie (682 voitures pour 1 000 habitants), suivie du Luxembourg, de la Finlande, de Chypre et de l'Estonie (tous ayant un taux de motorisation supérieur à 600 voitures pour 1 000 habitants). Les taux de motorisation les plus faibles pour les voitures particulières ont été enregistrés en Lettonie (409 voitures pour 1 000 habitants) et en Roumanie (413 voitures pour 1 000 habitants).

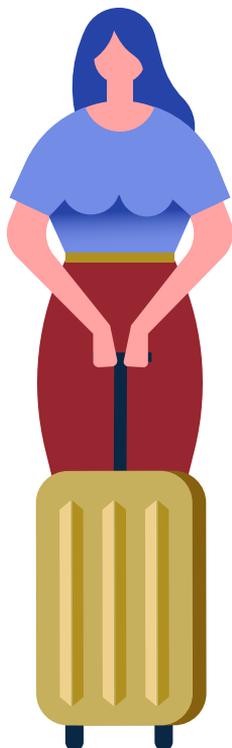
Les voitures récentes ont tendance à être moins nocives pour l'environnement, avec des moteurs plus efficaces et des émissions plus faibles, bien que ces avantages puissent être atténués dans une certaine mesure si la tendance est aux véhicules plus lourds ou plus puissants. La part des véhicules électriques/hybrides est en outre en augmentation au sein de l'UE, au moins en partie en réponse aux objectifs en matière d'émissions. Cependant, il était estimé que plus de la moitié (55 %) de toutes les voitures particulières au sein de l'UE en 2022 avaient au moins 10 ans, contre près d'un dixième (9 %) qui avaient moins de 2 ans.

## Transport aérien de personnes

(millions de passagers transportés – arrivées et départs, UE, 2012-22)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [avia\\_paoc](#))



60



En 2019, le nombre total de passagers transportés par voie aérienne à destination ou au départ d'aéroports de l'UE était de 1 035 millions (1,0 milliard). La crise de la COVID-19 a eu de lourdes répercussions sur ce chiffre en 2020 et 2021, puisqu'il est tombé à 277 millions et 374 millions, respectivement. Le rebond a été plus marqué en 2022, année au cours de laquelle 821 millions de passagers ont été transportés par voie aérienne.

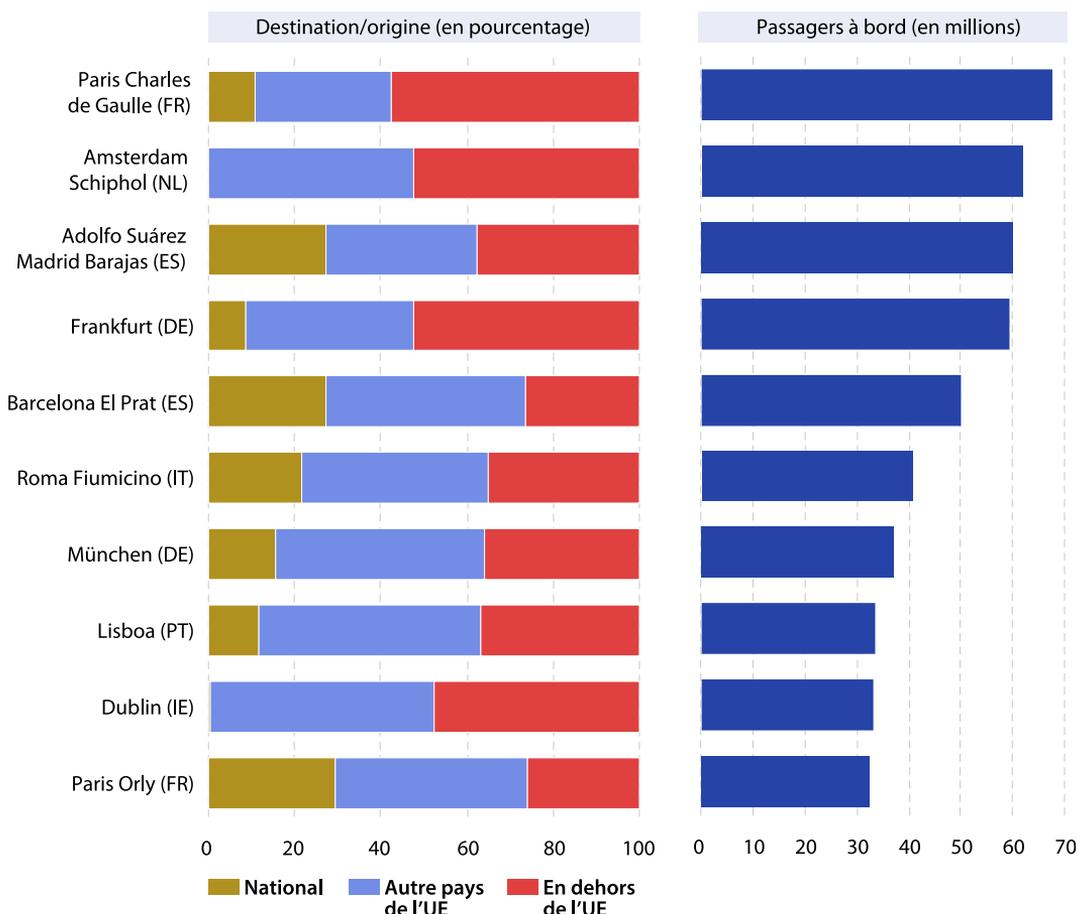
En 2022, le nombre de passagers nationaux et de passagers aériens ayant voyagé entre différents pays de l'UE atteignait tous les deux 84 % de leur niveau de 2019. Le taux pour le transport international était plus faible, puisque le nombre de passagers des vols en

provenance ou à destination de pays tiers avait atteint 74 % par rapport à son niveau de 2019.

En 2022, 136 millions de passagers aériens ont été transportés sur des vols nationaux au sein des pays de l'UE. Le nombre de passagers aériens ayant voyagé entre différents pays de l'UE s'élevait à 299 millions, tandis qu'un nombre plus élevé de passagers ont été transportés sur des vols internationaux au départ ou à destination d'un pays tiers (386 millions).

## Aéroports de passagers les plus fréquentés de l'UE

(passagers à bord, 2023)



Remarque: à l'exclusion des aéroports en Grèce.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [avia\\_paoa](#))

En nombre de passagers transportés, l'aéroport le plus fréquenté de l'UE en 2023 était Paris Charles de Gaulle avec 67,5 millions de passagers. Il était suivi par Amsterdam Schiphol (61,9 millions), Adolfo Suárez Madrid Barajas (60,1 millions) et Francfort (59,3 millions).

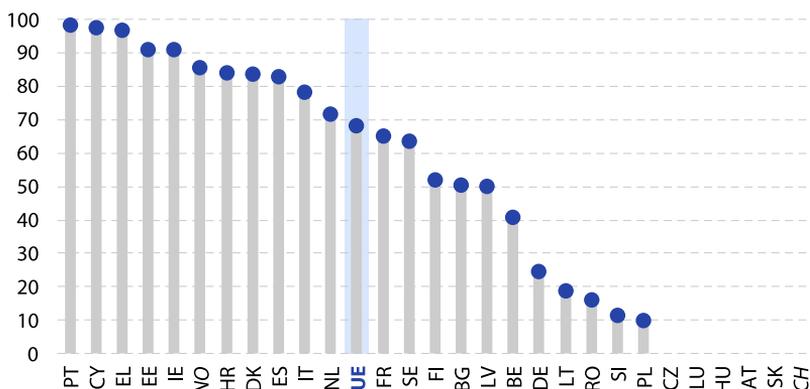
Des différences considérables existaient concernant l'origine/la destination des passagers utilisant les aéroports les plus fréquentés de l'UE en 2023: plus de la moitié des passagers à Paris Charles de Gaulle, Amsterdam Schiphol ou Francfort se trouvaient sur des vols internationaux au départ ou à destination d'un pays tiers; plus de la moitié des passagers dans les aéroports de Dublin ou de Lisbonne voyageaient à destination/au départ d'autres pays de l'UE; plus d'un quart

des passagers passant par Paris Orly, Palma de Majorque, Barcelone El Prat ou Adolfo Suárez Madrid Barajas se trouvaient sur des vols nationaux.

Entre 2022 et 2023, le nombre de passagers aériens dans les 10 aéroports les plus fréquentés de l'UE a augmenté le plus rapidement à Rome Fiumicino (+ 38,0 %); l'aéroport de Paris Orly a enregistré la plus faible augmentation (+ 10,7 %).

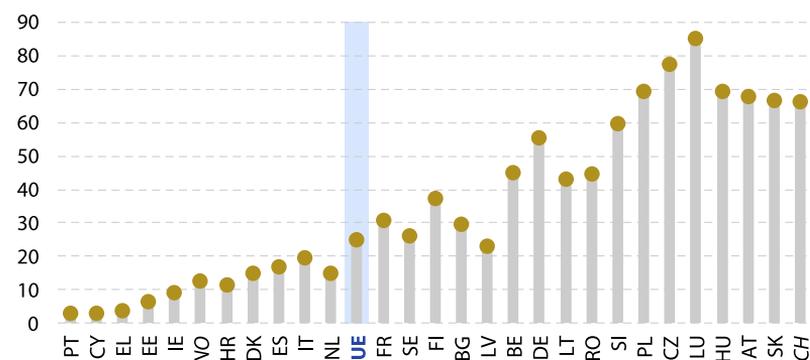
## Transport de marchandises par type de transport

(part en pourcentage sur la base de tonnes-kilomètres, 2022)

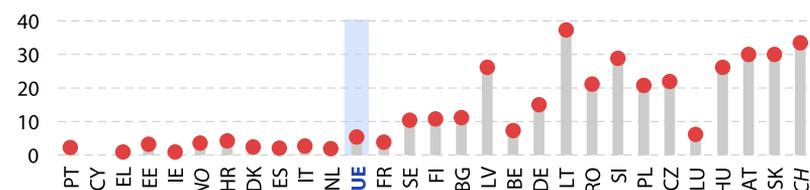


**67,8 %**  
du transport de marchandises dans l'UE a été transporté par voie maritime

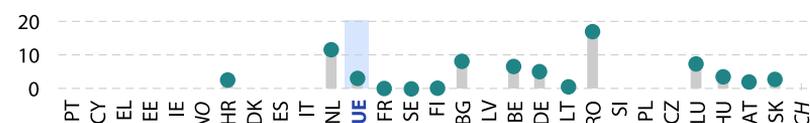
Maritime (mer)



Route



Rail



Voies navigables intérieures



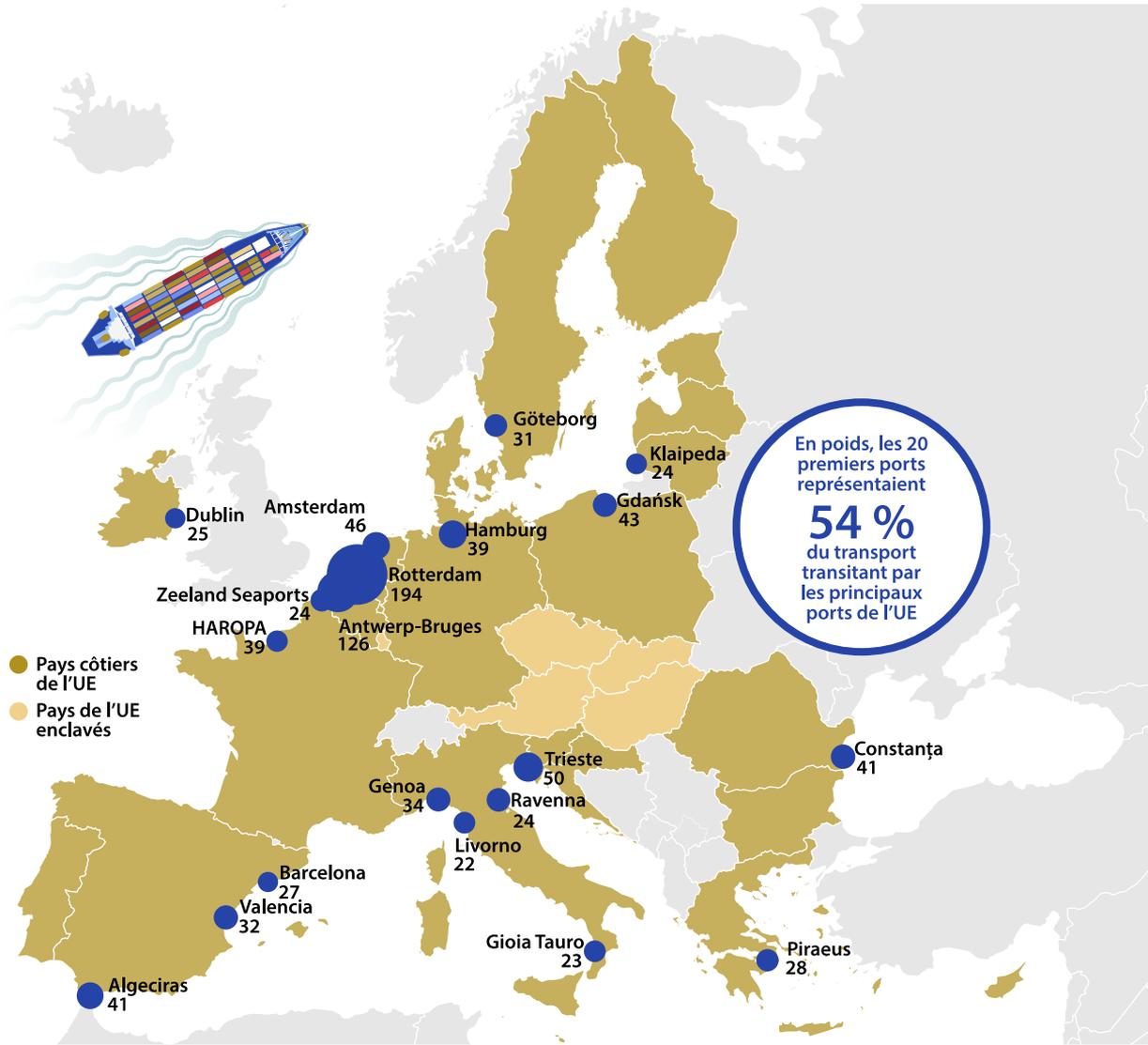
Remarque: Données non disponibles pour MT. CY: pas de chemins de fer. CZ, DK, EE, IE, EL, ES, CY, LV, LT, PL, PT, SI et NO: pas de voies navigables intérieures. CZ, LU, HU, AT, SK et CH: absence de transport maritime. Transport aérien: non indiqué en raison d'une part faible. Classé dans le transport par voie maritime.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [tran\\_hv\\_ms\\_frmod](#))

La majeure partie du [transport de marchandises](#) de l'UE (sur la base de [tonnes-kilomètres](#)) en 2022 a été effectuée par voie maritime (67,8 %) ou routière (24,9 %). Le reste était réparti principalement entre le rail (5,5 %) et les voies navigables intérieures (1,6 %), la part du fret aérien étant plus faible (0,2 %). Le rail représentait plus d'un tiers (37,2 %) de l'ensemble du transport de marchandises en Lituanie, tandis que les voies navigables intérieures représentaient plus d'un dixième du transport de marchandises en Roumanie (17,0 %) et aux Pays-Bas (11,6 %).

## Ports de transport maritime à courte distance les plus fréquentés

(millions de tonnes de marchandises transportées vers/depuis les ports principaux dans l'UE, 2022)



Remarque: hors transport maritime intercontinental transocéanique au long cours.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [mar\\_sg\\_am\\_pw](#))

En 2022, le poids total des marchandises transportées vers/depuis les principaux ports au sein de l'UE par [transport maritime à courte distance](#) était de 1,7 milliard de tonnes; cela correspond à une diminution de 4,6 % par rapport à 2021. Rotterdam, aux Pays-Bas, était de loin le port le plus fréquenté de l'UE en ce qui concerne les marchandises transportées (194 millions de tonnes; 11 % du total de l'UE); ce qui représente une diminution de 12,4 % par rapport

à 2021. Le deuxième port le plus fréquenté était celui d'Anvers-Bruges en Belgique (126 millions de tonnes), soit plus du double du port suivant, Trieste en Italie (50 millions de tonnes).

# Énergie

## Structure de la consommation finale d'énergie

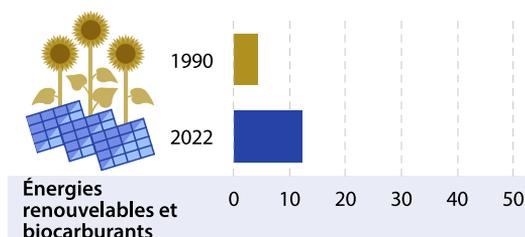
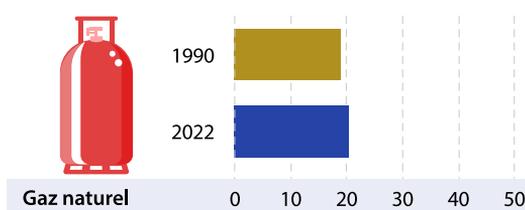
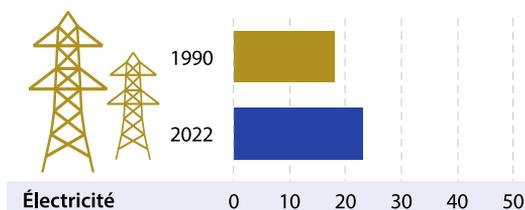
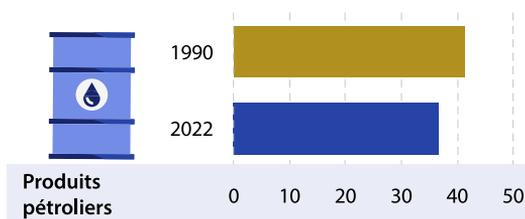
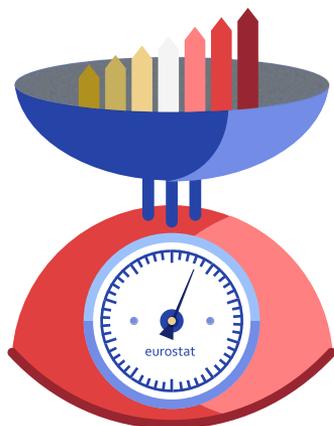
(%, sur la base de joules, UE, 1990 et 2022)

En 2022, la [consommation finale d'énergie](#) de l'UE s'élevait à 37 771 pétajoules (PJ), ce qui représente une diminution de 3,9 % par rapport au niveau enregistré en 2021. Les produits pétroliers représentaient plus d'un tiers (36,8 %) de la consommation finale d'énergie de l'UE, l'énergie électrique (23,0 %) et le gaz naturel (20,5 %) ayant également affiché des parts relativement élevées.

La consommation d'énergie dans l'ensemble de l'UE en 2022 était inférieure de 0,5 % à celle de 1990. Cette similitude globale du niveau cachait une importante modification de la structure de la consommation finale d'énergie de l'UE, qui s'éloignait des [combustibles solides](#) et des produits pétroliers pour privilégier les [énergies renouvelables](#) et les [biocarburants](#), ainsi que l'[électricité](#). À titre d'exemple, la part des combustibles solides a chuté de 11,5 % à 2,3 % entre 1990 et 2022, tandis que celle des énergies renouvelables et des biocarburants est passée de 4,3 % à 12,2 % au cours de la même période.

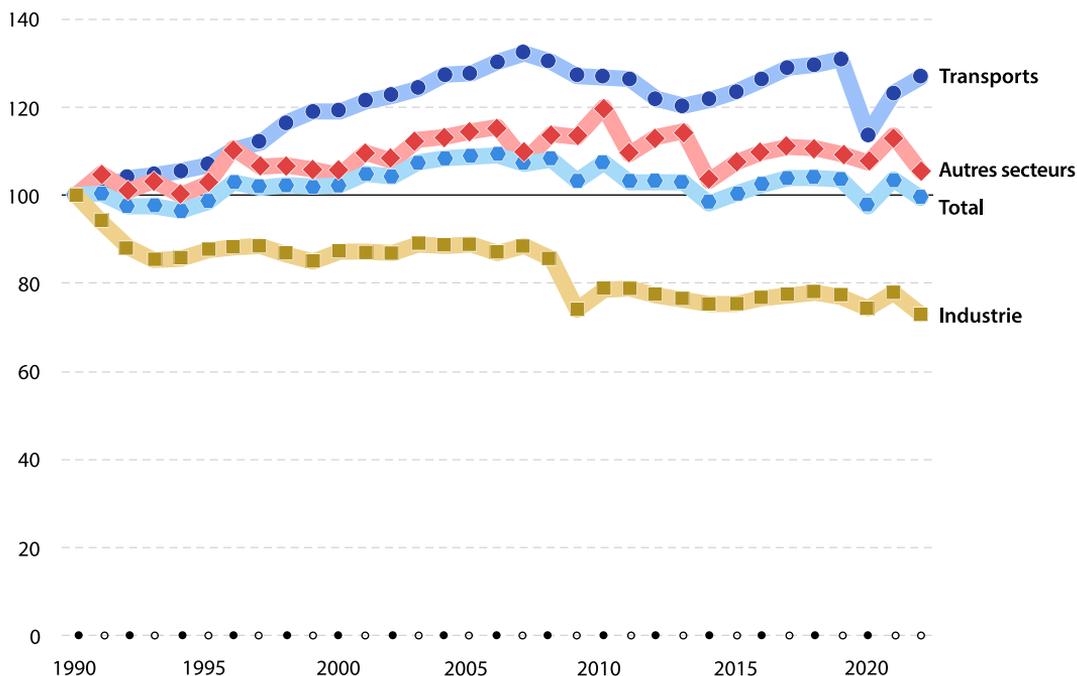
Remarque: les combustibles solides comprennent le charbon, le gaz manufacturé, la tourbe, le schiste bitumineux et le sable pétrolier. La catégorie résiduelle des déchets (non renouvelables) – non présentée ici – représentait 0,6 % de la consommation finale d'énergie de l'UE en 2022.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [nrg\\_bal\\_s](#))



## Consommation finale d'énergie par destination finale

(1990 = 100, sur la base de joules, UE, 1990-2022)



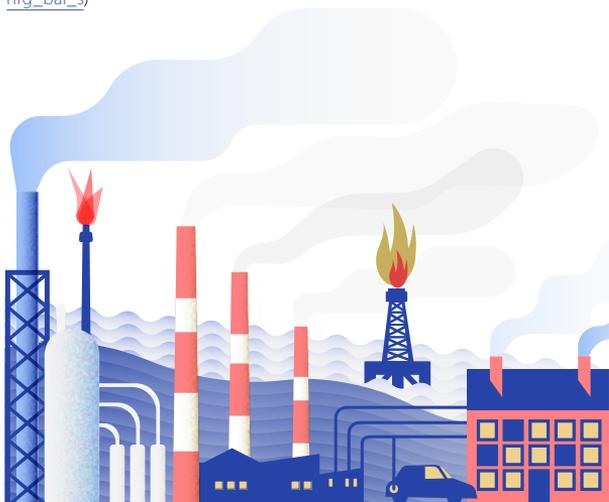
Remarque: la catégorie résiduelle des autres secteurs comprend la consommation résidentielle, l'agriculture, la sylviculture et la pêche et les services autres que les transports.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [nrg\\_bal\\_s](#))

En 2022, l'industrie représentait un peu plus d'un quart (25,1 %) de l'énergie consommée au sein de l'UE, tandis que la part des transports s'élevait à 31,0 %, ce qui laissait 43,9 % pour les autres secteurs – principalement la consommation résidentielle et les services.

Une tendance quasi constante d'augmentation de la consommation par le secteur du transport a été observée entre 1990 et 2019, avec un ralentissement pendant la crise financière et économique mondiale: la consommation a globalement augmenté de 30,8 %. En revanche, la consommation finale d'énergie dans l'industrie a diminué de près d'un quart (- 23,0 %) au cours de la même période, avec une baisse particulièrement importante pendant la crise financière et économique mondiale en 2009 (- 13,6 %).

À partir de 2020, cette évolution de longue date a été interrompue par la crise de la COVID-19 et la crise du coût de la vie. Le niveau global de la consommation finale d'énergie au sein de l'UE a diminué de 5,6 % en 2020, avec un recul particulièrement important des transports (baisse de la consommation de 12,9 %). La consommation globale d'énergie a rebondi en 2021 avant de reculer à nouveau en 2022 (- 3,9 %), cette évolution reflétant en partie les efforts visant à réduire la consommation pour compenser les prix élevés de l'énergie.





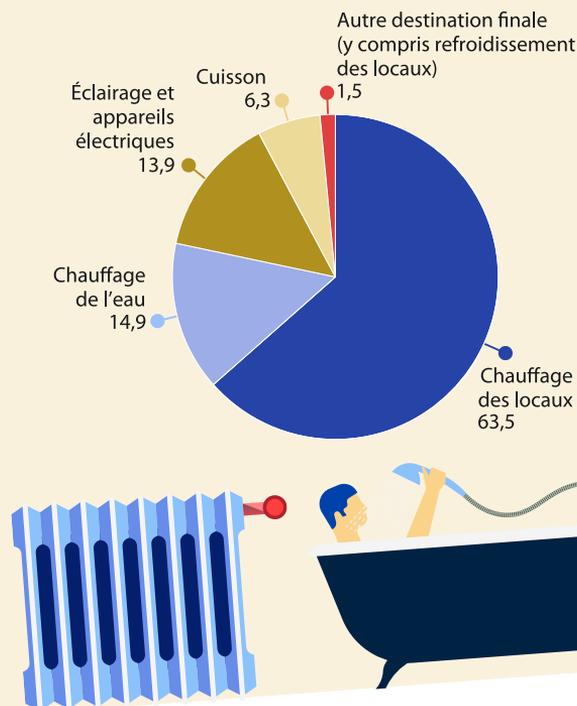
## Consommation finale d'énergie dans le secteur résidentiel par destination

(%, UE, 2022)

Dans l'UE, le principal usage résidentiel de l'énergie en 2022 était le chauffage des foyers, représentant 63,5 % de la consommation finale d'énergie dans le secteur résidentiel. La part utilisée pour le chauffage de l'eau s'élevait à 14,9 %, juste devant l'éclairage et les appareils électriques (13,9 %, ce chiffre exclut l'utilisation de l'électricité pour les principaux systèmes de chauffage, de refroidissement ou de cuisson). Les principaux appareils de cuisson représentaient 6,3 % de l'énergie utilisée. Le refroidissement des locaux et les autres usages représentaient respectivement 0,6 % et 0,9 %. Bien qu'il reste très faible, l'usage résidentiel de l'énergie pour le refroidissement a augmenté plus rapidement que les autres usages ces dernières années. Par exemple, entre 2019 et 2022, l'usage pour le refroidissement a augmenté de 38,8 %, contre une baisse globale de 2,6 %.

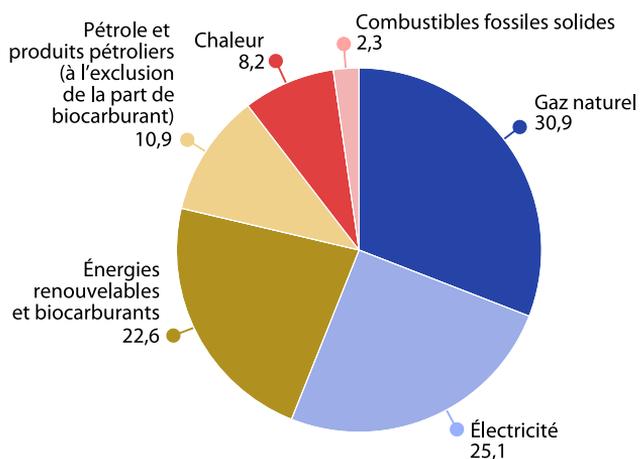
Remarque: le total des parts n'est pas égal à 100,0 % en raison des valeurs arrondies.

Source: Eurostat (online data code: [nrg\\_d\\_hhq](#))



## Consommation finale d'énergie dans le secteur résidentiel par combustible

(%, UE, 2022)

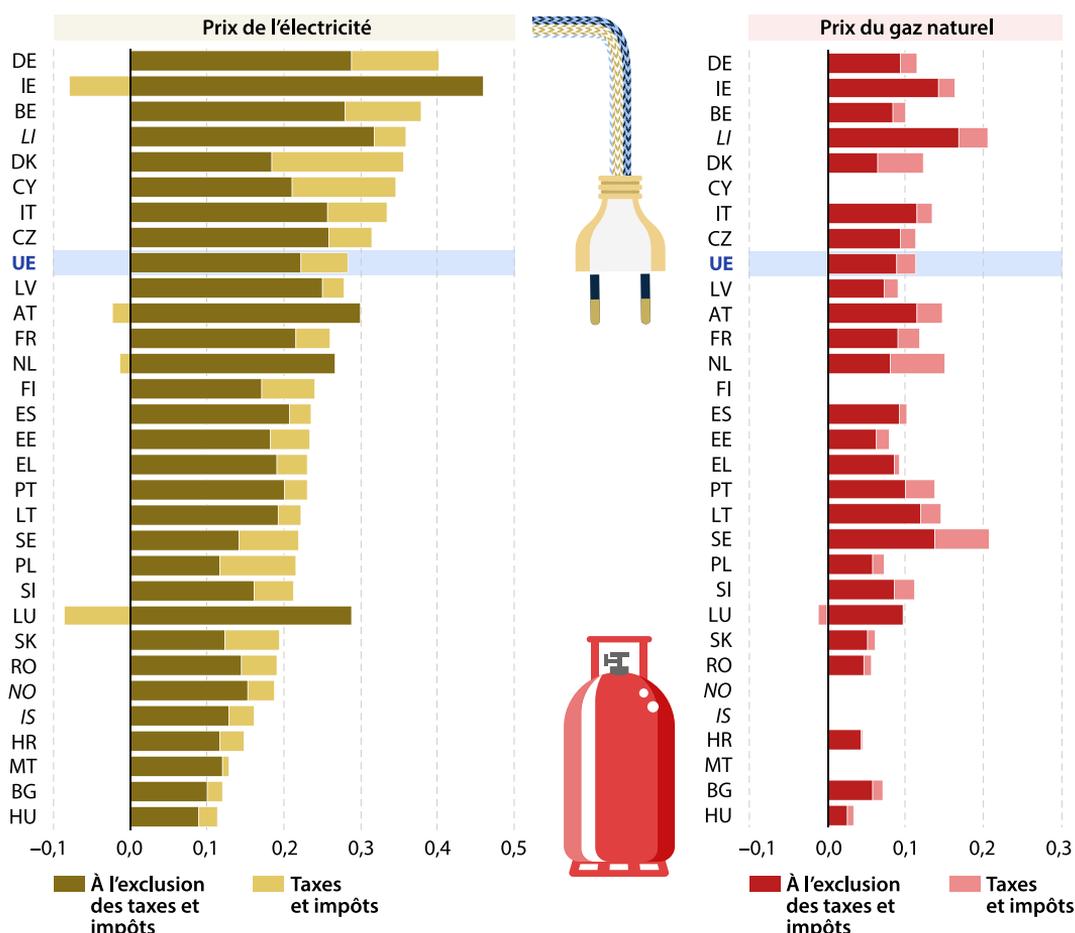


En 2022, quatre cinquièmes environ de la consommation finale d'énergie dans le secteur résidentiel de l'UE étaient couverts par trois combustibles: le gaz naturel (30,9 %), l'électricité (25,1 %) et les énergies renouvelables et les biocarburants (22,6 %). Des parts moindres ont notamment été observées pour le pétrole et les produits pétroliers (10,9 %), la chaleur dérivée (8,2 %) et les combustibles fossiles solides tels que le charbon (2,3 %).

Source: Eurostat (code de données en ligne: [nrg\\_bal\\_c](#))

## Prix de l'électricité et du gaz naturel

(euros par kWh, pour les ménages, prix moyens pour le second semestre de 2023)



Remarque: les pays sont classés selon le niveau de prix total pour l'électricité. CY, MT, FI, IS et NO: prix du gaz naturel non disponibles.

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [nrg\\_pc\\_204](#) et [nrg\\_pc\\_202](#))

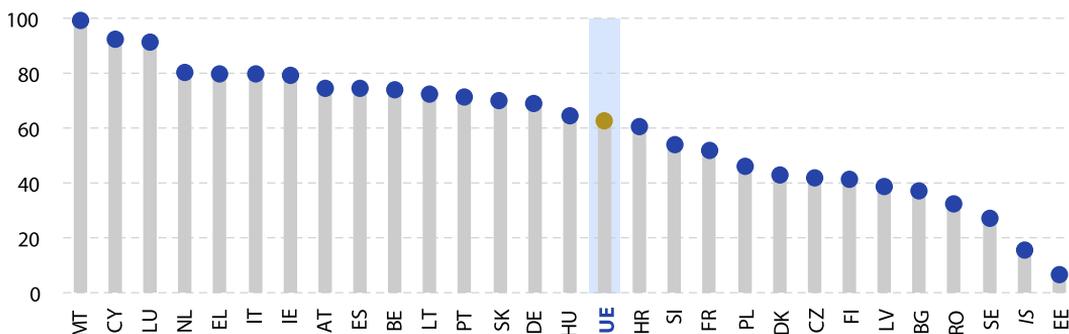
Les prix de l'électricité et du gaz naturel comportent en général 3 composantes: le prix de base de l'énergie, les frais de réseau et les taxes et/ou impôts. La part des taxes et impôts dans le prix de détail global varie fortement entre les pays de l'UE. À la suite de la rapide hausse du prix de l'énergie provoquée par l'agression militaire russe contre l'Ukraine, de nombreux gouvernements de l'UE ont octroyé une forme de subvention afin d'aider les ménages et les entreprises. Ces subventions – sous la forme de remboursements/de primes – étaient parfois plus importantes que les taxes et impôts; au cours de la seconde moitié de 2023, tel était, par exemple, le cas en Irlande pour l'électricité et au Luxembourg pour l'électricité et le gaz naturel.

Au cours de la seconde moitié de 2023, les prix de l'électricité pour les ménages – présentés ici pour un ménage ayant une consommation annuelle entre 2 500 et 5 000 kWh – s'élevaient, en moyenne, à 0,283 euro par kWh au sein de l'UE. En Allemagne, les consommateurs ont payé le prix le plus élevé pour leur électricité, soit 3,6 fois plus que les consommateurs hongrois.

Au cours du second semestre de 2023, le prix du gaz naturel – mesuré ici pour un ménage ayant une consommation annuelle entre 20 et 200 GJ – s'élevait, en moyenne, à 0,113 euro par kWh dans l'UE. En Suède, les consommateurs ont payé leur gaz naturel 6,2 fois plus cher que les consommateurs hongrois.

## Taux de dépendance énergétique

(proportion en pourcentage des importations nettes dans l'énergie brute disponible, 2022)



Remarque: IS et NO, 2021. NO: valeur non indiquée (= - 616,6 %). Une valeur négative indique qu'un pays exporte davantage d'énergie qu'il n'en importe.

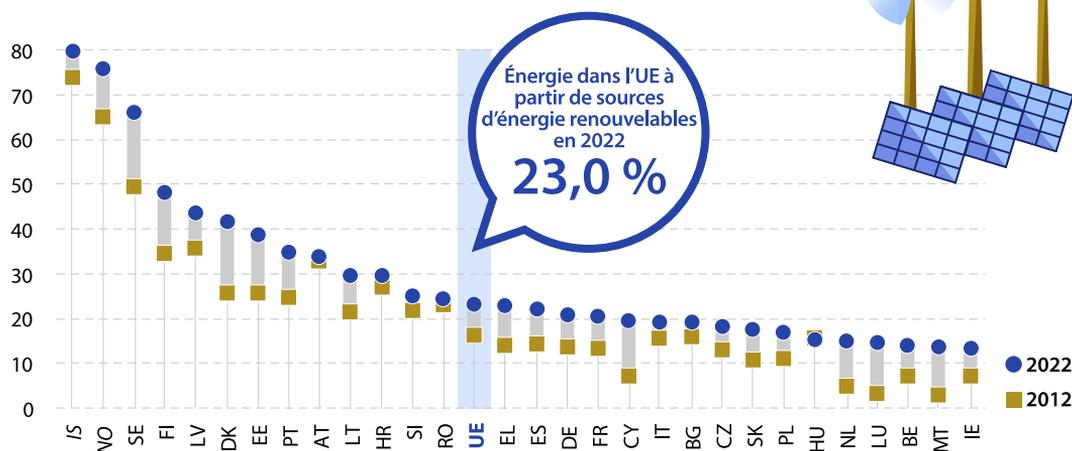
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nrg\\_ind\\_id](#))

Le **taux de dépendance** énergétique indique le niveau de dépendance d'une économie vis-à-vis des importations pour satisfaire ses besoins énergétiques. En 2022, le taux de dépendance de l'UE s'élevait à 62,5 %: en d'autres termes, les importations nettes s'élevaient à plus de trois cinquièmes de l'**énergie brute disponible**.

Aucun des pays de l'UE n'était autonome du point de vue de ses besoins en énergie, et certains des plus petits – Malte, Chypre et le Luxembourg – dépendaient des approvisionnements externes pour plus de 90,0 % de leurs besoins.

## Énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables

(part en pourcentage du total de la consommation finale brute d'énergie, 2012 et 2022)

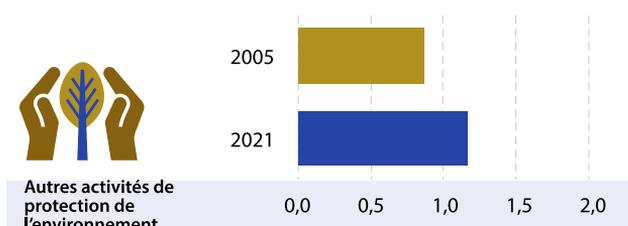
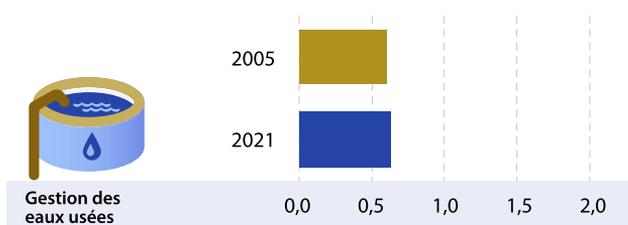
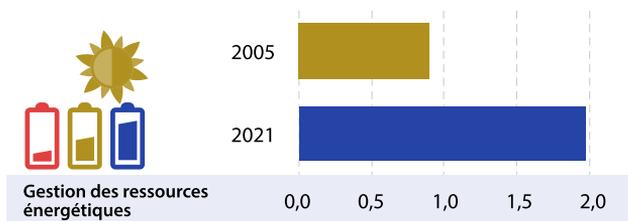


Source: Eurostat (code de données en ligne: [nrg\\_ind\\_ren](#))

En 2022, 23,0 % de la **consommation finale brute d'énergie** de l'UE provenait de **sources d'énergie renouvelables**, contre 16,0 % dix ans auparavant. En 2022, près des deux tiers (66,0 %) de la consommation finale d'énergie en Suède

provenaient de sources renouvelables, alors que la Finlande, la Lettonie et le Danemark affichaient également des parts supérieures à deux cinquièmes.

# Environnement



Remarque: la catégorie résiduelle des autres activités de protection de l'environnement comprend, par exemple, l'administration générale de l'environnement et l'éducation.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [env\\_ac\\_egss1](#))

## Emploi dans l'économie de l'environnement

(millions d'équivalents temps plein, UE, 2005 et 2021)

L'économie de l'environnement comprend des activités en lien avec la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. L'économie de l'environnement au sein de l'UE occupait au total 5,2 millions de personnes en 2021, soit une augmentation de 50,9 % par rapport à la situation en 2005.

En 2021, la gestion des ressources énergétiques occupait le plus grand nombre de personnes au sein de l'économie de l'environnement de l'UE (2,0 millions), suivie de la gestion des déchets (1,3 million) et des autres activités de protection de l'environnement (1,2 million).

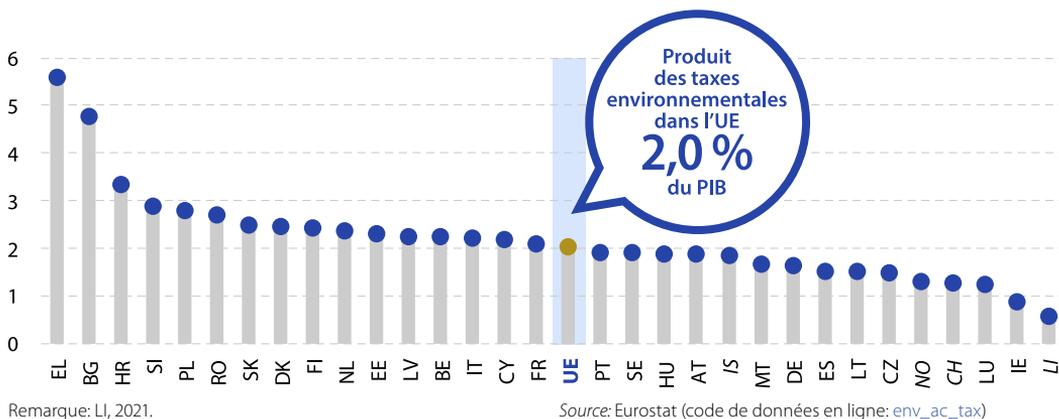
Le nombre de personnes occupées dans la gestion des ressources énergétiques au sein de l'UE était 2,2 fois plus élevé en 2021 qu'il ne l'avait été en 2005. Il s'agit de loin de l'évolution la plus rapide parmi les divers sous-secteurs de l'économie de l'environnement. En revanche, le nombre de personnes occupées dans la gestion des ressources d'eau ou la gestion des eaux usées a pratiquement stagné au cours de la même période.

## Produit des taxes environnementales

(en pourcentage du PIB, 2022)

Les [taxes environnementales](#) peuvent servir à essayer d'influencer le comportement des opérateurs économiques, qu'il s'agisse de producteurs ou de consommateurs. En 2022, le produit des taxes environnementales de l'UE était estimé à 321 milliards d'euros,

l'équivalent de 2,0 % du PIB. Ce taux a atteint un record de 5,6 % en Grèce, tandis qu'il atteignait 4,8 % en Bulgarie. En revanche, le produit des taxes environnementales représentait 0,9 % du PIB en Irlande et 1,2 % du PIB au Luxembourg.

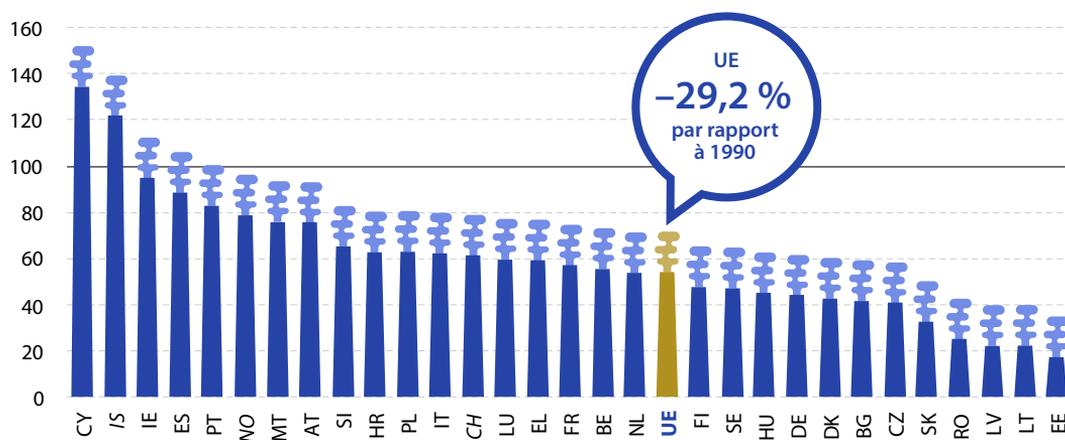


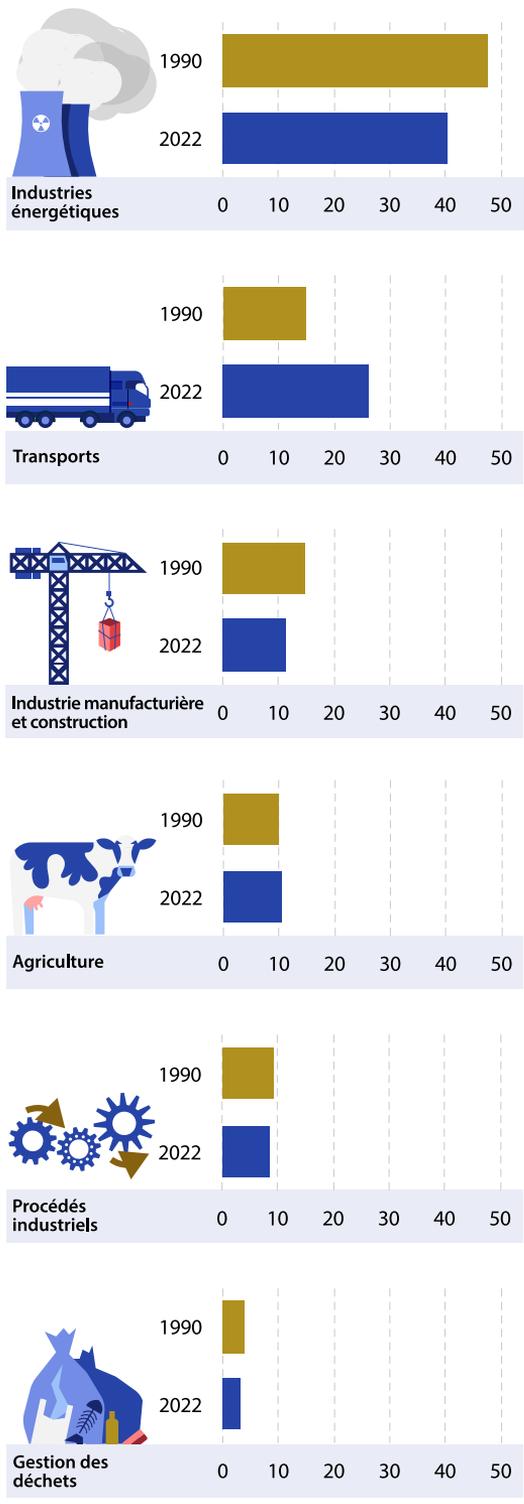
## Émissions de gaz à effet de serre

(1990 = 100, sur la base des données en tonnes-équivalent CO<sub>2</sub>, 2022)

L'évolution du niveau des émissions de [gaz à effet de serre](#) peut être suivie grâce aux données relatives au panier de gaz à effet de serre de [Kyoto](#). En 2022, l'UE avait réduit les émissions de gaz à effet de serre de 29,2 % par rapport à leurs niveaux de 1990. Entre 1990 et 2022, la quantité

d'émissions de gaz à effet de serre a chuté dans tous les pays de l'UE sauf quatre, à savoir Chypre, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal. Le niveau des émissions a été réduit de plus de moitié en Estonie, en Lituanie, en Lettonie et en Roumanie.





### Émissions de gaz à effet de serre par secteur source

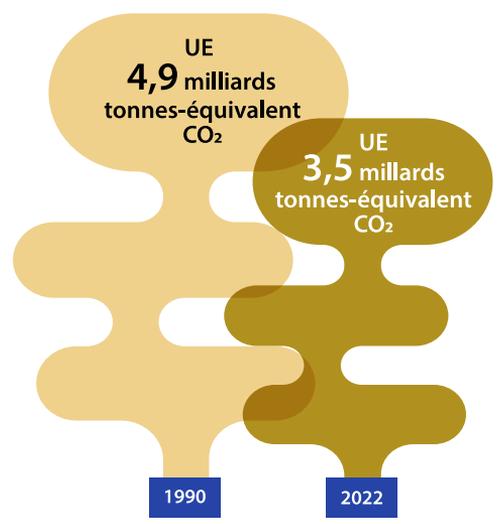
(%, sur la base des données en tonnes-équivalent CO<sub>2</sub>, UE, 1990 et 2022)

En 2022, la quantité totale d'émissions de gaz à effet de serre de l'UE s'élevait à 3,5 milliards de tonnes-équivalent dioxyde de carbone. Les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre au sein de l'UE étaient attribuables à la combustion des combustibles dans les industries énergétiques (40,4 % du total; incluant non seulement la combustion des combustibles dans les industries énergétiques, mais aussi dans des secteurs autres que les transports, l'industrie manufacturière et la construction) et dans les transports (26,2 %; ce chiffre inclut l'aviation internationale).

La seule source qui a augmenté la quantité de ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2022 est le secteur des transports, avec une augmentation globale de 25,6 %. Pour chacune des sources restantes, la quantité d'émissions de gaz à effet de serre a diminué entre 1990 et 2022. Des baisses d'au moins deux cinquièmes ont été enregistrées pour la combustion de combustibles dans l'industrie manufacturière et la construction (- 45,6 %), la gestion des déchets (- 40,6 %) et la combustion de combustibles dans les industries énergétiques (- 40,0 %).

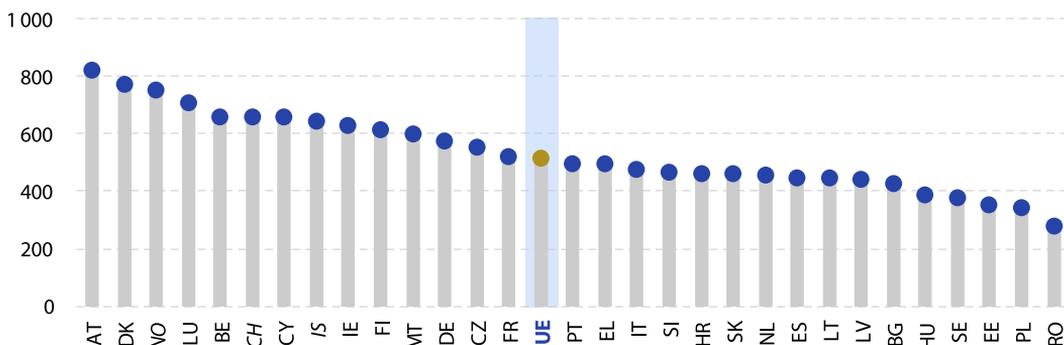
Remarque: les industries énergétiques incluent la combustion des combustibles non seulement dans les industries énergétiques, mais aussi dans des secteurs autres que les transports, l'industrie manufacturière et la construction.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [env\\_air\\_gge](#)), sur la base des données de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE)



## Production de déchets municipaux

(kg par habitant, 2022)



Remarque: BG, CZ, EL, IT, LV, AT, PT, FI et IS, 2021. IE: 2020.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [env\\_wasmun](#))

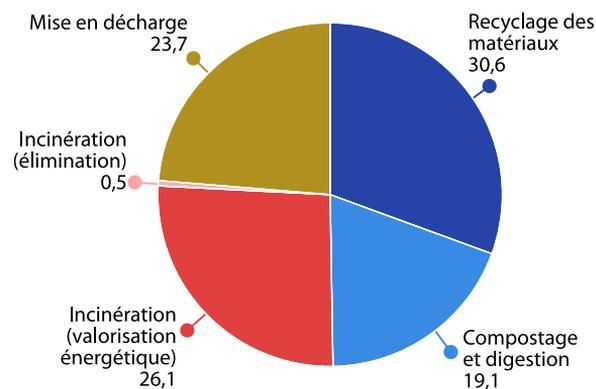


Les **déchets municipaux** représentent environ un dixième du total des déchets produits chaque année au sein de l'Union européenne. En moyenne, les personnes vivant dans l'UE ont généré 513 kg de déchets municipaux en 2022. Les pays de l'UE qui ont généré le plus de déchets municipaux étaient l'Autriche (835 kg par habitant), le Danemark (787 kg) et le Luxembourg (721 kg). En revanche, la génération de déchets municipaux était la plus faible en Roumanie (301 kg par habitant).

## Méthodes de traitement des déchets municipaux

(part en pourcentage du total des méthodes, UE, 2022)

En 2022, 225 millions de tonnes de déchets municipaux ont été traités au sein de l'UE, ce qui représente 98,2 % des déchets municipaux produits. Le **recyclage** des matériaux a été mis en œuvre pour 30,6 % des déchets municipaux traités au sein de l'UE, tandis que la part traitée par compostage ou digestion s'élevait à 19,1 %: ces méthodes de traitement sont généralement considérées comme les plus durables sur le plan environnemental. En revanche, plus d'un quart (26,1 %) des déchets municipaux traités au sein de l'UE a été **incinéré** avec valorisation énergétique et une part limitée (0,5 %) l'a été sans valorisation énergétique, alors que presque un quart (23,7 %) a été **mis en décharge**.



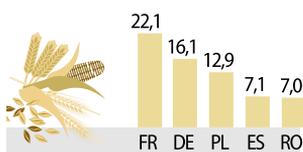
Source: Eurostat (code de données en ligne: [env\\_wasmun](#))

# Agriculture

## Top 5 des pays de l'UE pour la production d'une sélection de produits agricoles

(%, 2023)

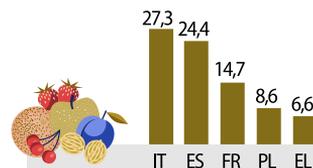
### ● Céréales et riz



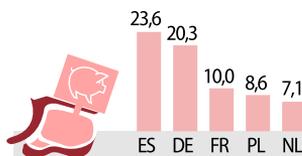
### ● Légumes



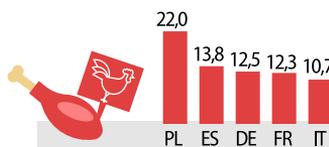
### ● Fruits, baies et noix



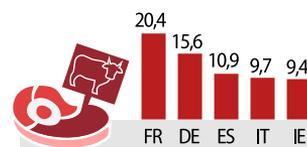
### ● Viande de porc



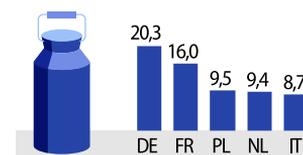
### ● Viande de volaille



### ● Viande bovine



### ● Lait



Remarque: lait, céréales et riz, légumes, et fruits, baies et noix: 2022. Estimations pour l'UE pour la viande de volaille basées sur les données disponibles (hors EE et NL). Les fruits, les baies et les noix couvrent tous les types, y compris les fraises, le raisin et les agrumes.

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [apro\\_mk\\_farm](#), [apro\\_cpsh1](#) et [apro\\_mt\\_pann](#))

Les produits agricoles constituent une part importante de l'identité régionale et culturelle de l'Union européenne. En 2022, 270,8 millions de tonnes de **céréales** et de riz ont été récoltées au sein de l'UE, la France représentant la part la plus importante (22,1 %). Au total, 58,6 millions de tonnes de **légumes** ont été récoltées au sein de l'UE, l'Espagne ayant représenté la part la plus importante (23,7 %), ainsi que 62,7 millions de tonnes de **fruits**, baies et noix, l'Italie ayant enregistré la part la plus importante (27,3 %). Ces chiffres incluent tous les types de fruits, y compris ceux utilisés pour la production de boissons. Dans le même esprit, 160,0 millions de tonnes de **lait** cru étaient disponibles

dans les exploitations agricoles de l'UE, l'Allemagne ayant enregistré la part la plus importante (20,3 %).

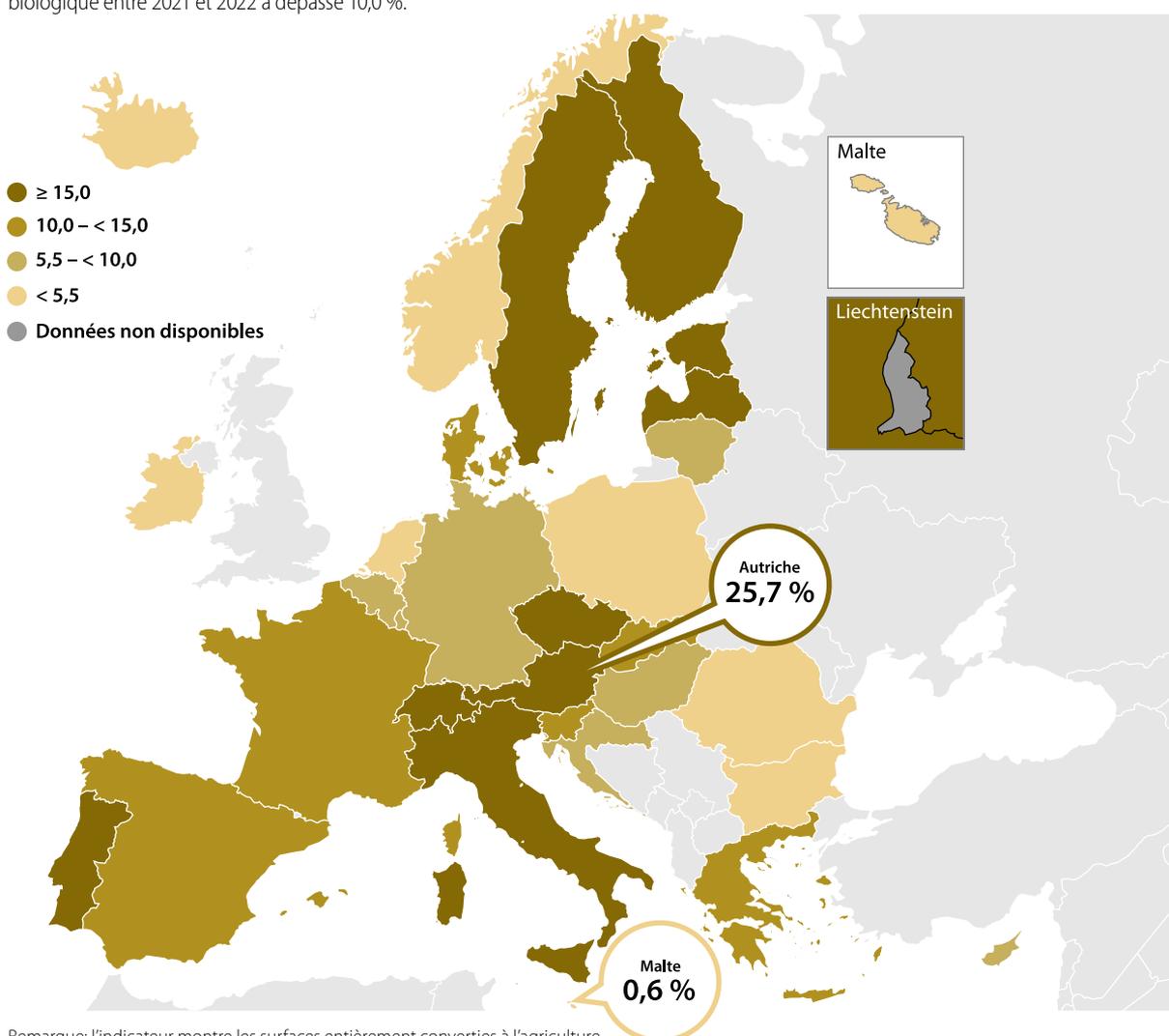
Des informations plus récentes sont disponibles concernant la production de viande: en 2023, l'UE a produit 20,6 millions de tonnes de viande de **porc**, une quantité estimée à 12,5 millions de tonnes de viande de **volaille**, et 6,4 millions de tonnes de viande **bovine**. L'Espagne (23,6 %) et l'Allemagne (20,3 %) représentaient chacune plus d'un cinquième de la production de viande de porc dans l'UE. La Pologne affichait une part similaire (22,0 %) de la production de viande de volaille dans l'UE, tout comme la France (20,4 %) pour la production de viande bovine.

## Surfaces cultivées en agriculture biologique

(part en pourcentage de la surface agricole cultivée, 2022)

En 2020, la surface disponible au sein de l'UE pour des cultures biologiques (surfaces entièrement converties et surfaces en cours de conversion) était de 14,7 millions d'hectares (hors jardins potagers).

L'agriculture biologique comptait pour 9,1 % de la [surface agricole cultivée](#) totale de l'UE en 2022. La part de l'agriculture biologique était comprise entre 2,2 % ou moins à Malte, en Bulgarie et en Irlande et 19,3 % au Portugal, 19,9 % en Suède, 23,4 % en Estonie et 25,7 % en Autriche (données de 2020). En Bulgarie, au Luxembourg, en Roumanie et en Irlande, l'augmentation de la superficie consacrée à l'agriculture biologique entre 2021 et 2022 a dépassé 10,0 %.



Remarque: l'indicateur montre les surfaces entièrement converties à l'agriculture biologique et celles en cours de conversion en pourcentage de la surface agricole cultivée (hors jardins potagers). LV, PL, SI, SK, NO et CH: 2021. UE, EL, AT et IS: 2020.

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [org\\_cropar](#) et [apro\\_cpsh1](#))

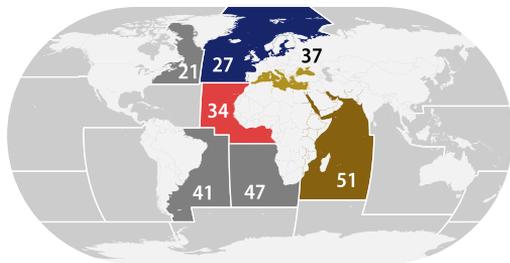
# Pêche

## Pays de l'UE capturant le plus de poissons

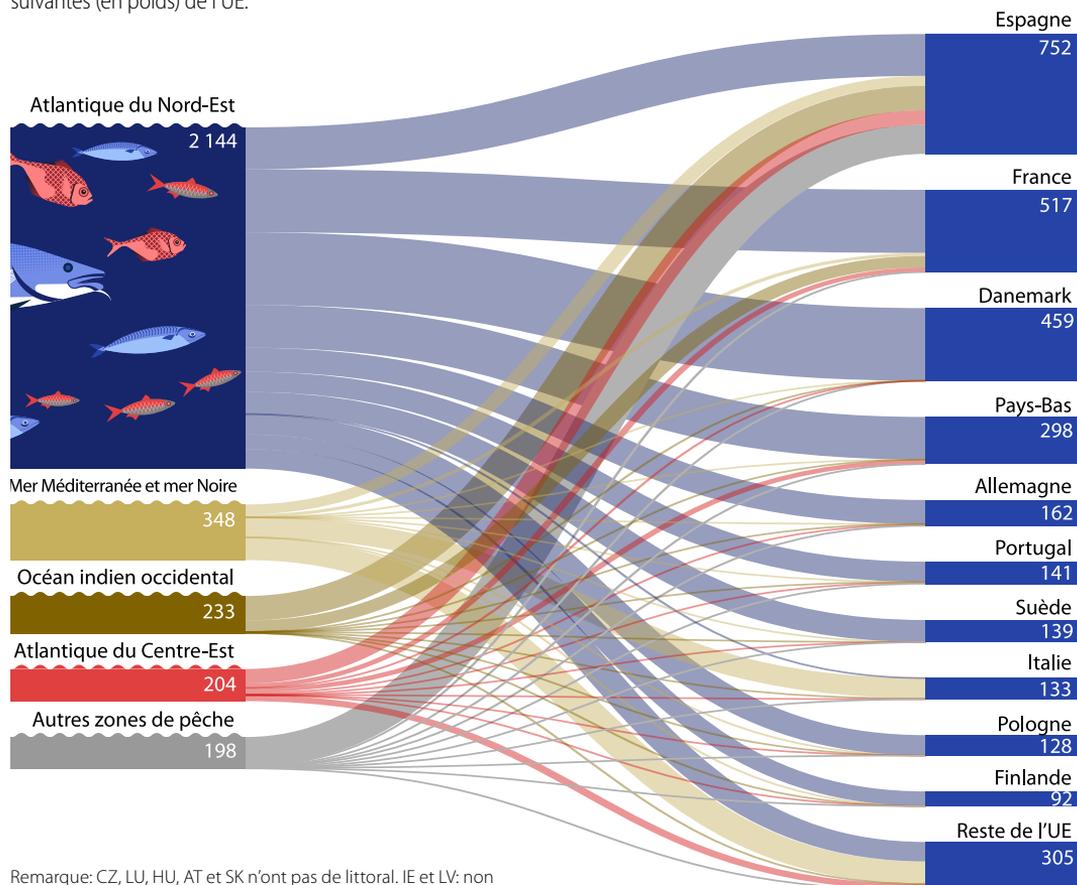
(milliers de tonnes du poids vif, par zone principale de pêche, 2022)

Bien que la flotte de pêche de l'Union opère dans le monde entier, la vaste majorité (68,6 %) de ses captures en 2022 ont été réalisées dans l'Atlantique du Nord-Est. Le Danemark, la France, les Pays-Bas et l'Espagne ont capturé le plus de poissons dans cette zone, le hareng, le sprat et le maquereau faisant partie des espèces les plus communément capturées. La Méditerranée et la mer Noire (11,1 % du total), l'océan Indien occidental (7,5 %) et l'Atlantique Centre-Est (6,5 %) étaient les plus grandes zones de pêche suivantes (en poids) de l'UE.

Principales zones de pêche de la FAO



- 27 Atlantique du Nord-Est
- 37 Mer Méditerranée et mer Noire
- 34 Atlantique du Centre-Est
- 51 Océan Indien occidental
- 21 Atlantique du Nord-Ouest
- 41 Atlantique du Sud-Ouest
- 47 Atlantique du Sud-Est



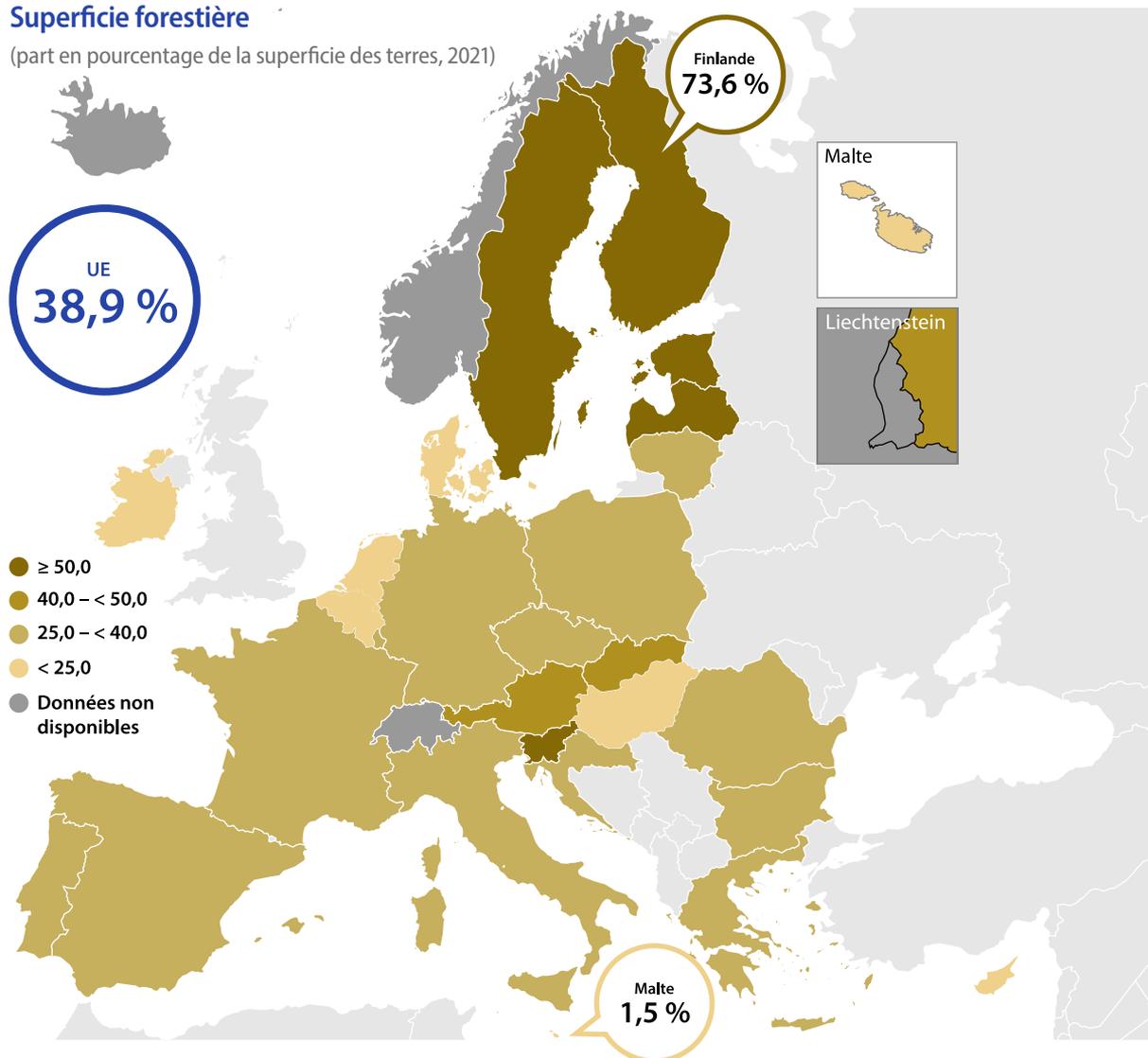
Remarque: CZ, LU, HU, AT et SK n'ont pas de littoral. IE et LV: non disponible. Les totaux de l'UE par zone ne tiennent pas compte de IE et de LV.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [fish\\_ca\\_main](#))

# Sylviculture

## Superficie forestière

(part en pourcentage de la superficie des terres, 2021)



Source: Eurostat (codes de données en ligne: [for\\_area\\_efa](#) et [reg\\_area3](#))

L'Union européenne compte de nombreux types de [forêts](#) différents, qui reflètent sa diversité climatique, ses types de sols, son altitude et sa topographie. Les forêts constituent une importante ressource renouvelable: elles offrent, par exemple, un habitat aux animaux et des moyens de subsistance aux êtres humains, tout en atténuant le changement climatique et en apportant une protection face à des préoccupations telles que l'érosion des sols ou les eaux de ruissellement.

En 2021, 160 millions d'hectares de forêts recouvraient 38,9 % de la superficie des terres de l'UE. En termes absolus, la Suède (28,03 millions d'hectares) et la Finlande (22,4 millions d'hectares) affichaient les plus grandes superficies de forêts. En termes relatifs, les forêts de la Finlande (73,6 %) et de la Suède (68,7 %) couvraient les plus grandes parts de la surface du territoire. Malte (1,5 %) était le seul pays de l'UE à enregistrer une part inférieure à 10,0 % et avait également la plus petite superficie de forêts (460 hectares).

## COMMENT PRENDRE CONTACT AVEC L'UNION EUROPÉENNE?

### En personne

Il existe plusieurs centaines de centres d'information Europe Direct, répartis dans toute l'Union européenne. Pour connaître l'adresse du centre le plus proche, visitez la page suivante: [european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us\\_fr](https://european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us_fr)

### Par téléphone ou courrier électronique

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez prendre contact avec ce service:

- au numéro gratuit suivant: 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels),
- au numéro de standard suivant: +32 22999696,
- au moyen du formulaire suivant: [european-union.europa.eu/contact-eu/write-us\\_fr](https://european-union.europa.eu/contact-eu/write-us_fr).

## COMMENT TROUVER DES INFORMATIONS SUR L'UNION EUROPÉENNE

### En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site web Europa ([https://european-union.europa.eu/index\\_fr](https://european-union.europa.eu/index_fr)).

### Publications de l'Union européenne

Vous pouvez consulter ou commander des publications de l'UE à l'adresse suivante: <https://op.europa.eu/fr/web/general-publications/publications>. Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre de documentation local ([https://european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us\\_fr](https://european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us_fr)).

### Droit de l'Union et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'UE, y compris à l'ensemble des textes législatifs depuis 1951 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex (<https://eur-lex.europa.eu/homepage.html?locale=fr>).

### Données ouvertes de l'Union européenne

Le portail [data.europa.eu](https://data.europa.eu) donne accès à des jeux de données ouvertes provenant des institutions, organes et agences de l'UE. Ces données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non commerciales. Le portail donne également accès à une multitude de jeux de données des pays européens.

# CHIFFRES CLÉS SUR

# L'EUROPE

# ÉDITION 2024

*Chiffres clés sur l'Europe* présente une sélection de données statistiques sur l'Union européenne (UE). La plupart des données couvrent l'UE ainsi que les pays de l'UE et de l'AELE. Cette publication peut être considérée comme une introduction aux statistiques européennes et constitue un point de départ pour ceux qui souhaitent explorer la large palette de données accessibles gratuitement sur le site web d'Eurostat <https://ec.europa.eu/eurostat/fr> et complétées par une sélection exhaustive d'articles en ligne sur *Statistics Explained*.

---

**Pour en savoir plus**

<https://ec.europa.eu/eurostat/fr/>

**Suivez Eurostat sur les réseaux sociaux**

X: [@EU\\_Eurostat](#)

Facebook: [EurostatStatistics](#)

Instagram: [@EU\\_Eurostat](#)

LinkedIn: [Eurostat](#)

